

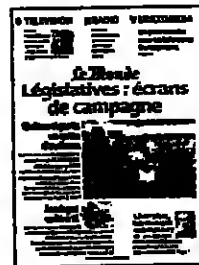
هكذا من لامل



# Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO  
MULTIMÉDIA

■ Les écrans  
de la campagne



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16263 - 7 F

DIMANCHE 11 - LUNDI 12 MAI 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Elections législatives

■ Les programmes  
des partis  
ont été occultés  
par une campagne  
tactique.

■ Les propositions  
économiques  
et sociales du PS  
restent floues

■ La majorité  
s'en tient à une offre  
de continuité

■ La ronde  
des petits candidats

Lire pages 5 à 8

## M. Kabila s'oppose à toute enquête sur les massacres de réfugiés au Zaïre

Les rebelles contraignent les experts de l'ONU à renoncer à leur mission

LES SOUPÇONS qui pèsent sur le sort réservé aux réfugiés rwandais dans les zones du Zaïre conquises par les troupes de Laurent Désiré Kabila se sont aggravés ces derniers jours. Alors que les récits faisant état de massacres se multiplient, le chef des rebelles a interdit à une mission d'enquête des Nations unies de pénétrer dans les zones qu'il contrôle. L'équipe d'experts dirigée par le Chilien Roberto Garretón, qui attendait depuis une semaine dans la capitale rwandaise les autorisations et garanties de sécurité nécessaires, a décidé, vendredi 9 mai, de regagner Genève, tout en soulignant sa disponibilité si M. Kabila venait à changer d'avis.

L'accès réservé à cette mission était considéré comme un test dans les capitales occidentales et à l'ONU, où l'incertitude grandit sur le sort des réfugiés rwandais. Les organisations internationales et associations humanitaires ne cessent de sonner l'alarme depuis des semaines, dénonçant non seulement l'impossibilité dans laquelle elles se



trouvent d'effectuer leur mission dans les zones rebelles du Zaïre, mais aussi les massacres rapportés par des villageois et des réfugiés rescapés. Un accord a été conclu vendredi entre le HCR, l'Alliance et le Rwanda pour accélérer le rapatriement vers Kigali des réfugiés rwandais de la région sud de Kisanangani chassés de leurs camps fin avril par les rebelles. Mais les conditions dans lesquelles s'effectuent les rapatriements restent très mauvaises. Le fait que l'Alliance et les autorités rwandaises s'efforcent de minimiser le nombre des réfugiés se trouvant encore dans l'est du Zaïre (que l'ONU évalue à au moins 300 000) est un autre motif d'inquiétude.

Samedi en fin de matinée, le maréchal Mobutu n'avait toujours pas regagné Kinshasa, alors que les députés zaïrois s'apprêtaient à désigner l'archevêque de Kisangani, M<sup>r</sup> Monsengwo, à la présidence du Parlement provisoire.

Lire page 2  
et notre éditorial page 13

## Pédophilie : les trente ans de silence d'une petite ville de la Nièvre

TROIS JOURS après la mise en examen de Jacky Kaisersmertz, un instituteur en retraite, pour « viols et agressions sexuelles sur mineurs de moins de 15 ans par personne ayant autorité », les habitants de Cosne-sur-Loire (Nièvre) sont sous le choc. L'enseignant est soupçonné d'avoir violé plusieurs dizaines de jeunes garçons sur une période de trente ans. La ville s'interroge sur ces longues années de silence. « Rien ne permet de penser que les gens savent, a déclaré, vendredi 9 mai, le procureur de la République de Nevers. Mais l'avoue que c'est difficile à croire... »

Le procureur a également reconnu que depuis le dépôt de la première plainte, en décembre 1996, l'ancien instituteur avait commis de nouvelles agressions.

Lire page 9

## Les ouvrières de Jullien ont le choix entre le chômage ou l'exil

METZ. De notre correspondant. Deux agents de conditionnement à 1 625 et 2 500 francs par mois, un mécanicien à 2 600 francs par mois, deux techniciens de méthode à 3 250 et 3 400 francs par mois. Trois de ces emplois sont à pourvoir en Tunisie et deux en Portugal, aux conditions locales. Ces cinq propositions de reclassement sont offertes aux 92 salariés de la société de confection, neurthe-et-mosellane Jullien, qui seront licenciés le 14 mai. Le choix qui leur est offert est simple : soit rejoindre les rangs des chômeurs, soit s'expatrier à des conditions salariales et sociales très inférieures.

Le groupe textile Jullien, implanté à Pompey (100 salariés, dont 280 en France) a des unités de production au Portugal, en Tunisie et à Madagascar. Il est légalement tenu d'informer les salariés licenciés des possibilités de reclassement interne. « Evidemment, ces postes ne peuvent intéresser qu'un jeune qui voudrait se former et serait tenté par l'aventure », explique la direction, qui précise : « Madagascar a été écarté de cet appel d'offres, car les conditions de travail sont trop éloignées de celles existant en

France. » Danièle, Monique, Jocelyne et leurs collègues sont abasourdis et se sentent humiliés. « J'ai donné la moitié de ma vie à l'entreprise et maintenant on me jette », dit l'une d'elles. « Qu'est-ce qu'on va pouvoir faire quand on sait que même ceux qui ont des diplômes ne trouvent pas de travail ? L'entreprise marche bien, elle fait des bénéfices, mais le patron a le droit de supprimer des emplois. »

Jean Semin, le PDG, a proposé au printemps, dans le cadre de la loi de Robien, une réduction du temps de travail (33 heures hebdomadaires payées 37) pour sauver 20 emplois. Consultés, les salariés ont refusé. « Comment peut-on accepter des réductions de salaire quand on est payé 5 100 francs net par mois, y compris la prime de rendement, ce qui est mon cas », lance Nicole Dudek, déléguée CGT, en précisant que les salariés auraient malgré tout consenti un effort pour le maintien de tous les emplois.

Dans ce contexte, la direction estime qu'il n'y a pas d'autre solution que les licenciements. La société a pu maintenir des emplois en France, explique-t-elle, parce qu'elle a délocalisé une partie de sa production depuis

vingt ans. Une heure de production incluant le salaire, les charges sociales, l'amortissement du matériel et sa maintenance revient à un peu moins de 100 francs par salarié en France, contre 30 francs au Portugal, 18 francs en Tunisie et 8 francs à Madagascar. Résultat : les trois quarts des emplois de cette entreprise qui travaille essentiellement pour la grande distribution sont déjà délocalisés.

Qu'en pensent les élus de la région, interpellés sur cette affaire en pleine campagne électorale ? « Ce qui arrive est injuste, car les salariés ne le méritent pas », affirme Claude Galliard (PR, député sortant). « Je suis révolté de voir qu'un tel processus soit considéré comme de la gestion économique, contre lequel on ne peut rien », s'insurge le conseiller général de Pompey, Jacques Chérèque (PS). « Cet exemple est la preuve que tout ce qu'on raconte sur la flexibilité mène à l'impasse », dit le président de l'Assemblée nationale et maire (RPR) d'Epinal, Philippe Séguin. L'objectif n'est pas d'arriver au niveau de vie des Chinois. »

Jean-Louis This

## A Cannes, le fantôme de Ferreri



IL FALLAIT que Marco Ferreri, provocateur de la Croisette, se signale au bon souvenir des festivaliers. Le cinéaste italien a choisi l'effraction, celle de la mort. Les festivités du cinquantième de Cannes ont été suspendues le temps du recueillement, et chacun s'essuyait, au soir du 9 mai, à se remémorer la silhouette, la voix de ce Milanais disparu à l'âge de 69 ans, humaniste furibond dont les œuvres constituent un catalogue irraisonné des cruautés bouffonnes. Sa *Grande Bouffe* avait incendié les consciences cannoises, un jour de mai 1973.

Le *Western* de Manuel Poirier a été accueilli chaleureusement par la critique, tandis que *The Black Out*, prédict des outrances d'Abel Ferrer, est promis à une petite carrière, malgré la confrontation attendue entre Béatrice Dalle et Claudia Schiffer.

Lire pages 21 à 23 et 11

## La planète Nestlé



UN AUTRICHIEN de cinquante ans, Peter Brabeck, prendra dorénavant les rênes de Nestlé, numéro un mondial de l'agroalimentaire. Son prédécesseur, Helmut Santer, a mené à marche forcée la précaution du groupe suisse, couronné, les ventes ont doublé que l'année en 1996 environ 10 milliards de francs français.

Les fondateurs de Nestlé, meilleurs disciples de l'agriculture, tiennent un discours : « Nestlé, qui ne se protège pas, se perd ». La répression. Les 250 000 employés, venus d'Inde, d'Afrique, d'Amérique latine, sont violents. Les 250 000 employés, venus d'Inde, d'Afrique, d'Amérique latine, sont violents. Les 250 000 employés, venus d'Inde, d'Afrique, d'Amérique latine, sont violents.

Lire page 14

SÉCHERESSE record pendant quatre mois puis une semaine de pluies battantes, températures très élevées en mars-avril et neige en mai, plantes qui jaillissent prématurément sous le soleil avant que le gel ne les râtine, chaudières et froides mêlées dans le plus grand désordre : en France et sur une partie de l'Europe, la frénésie climatique de ce début d'année aura épuisé bien des scénarios. Quel sera celui des prochaines semaines ? Réapparition de la sécheresse ou entrée en scène des inondations ? Rien n'est exclu, pas même le retour à une séquence apaisée, conformément à ce climat tempéré auquel nos latitudes sont normalement vouées.

Observée sur la longue période, l'histoire est, somme toute, continue des accidents climatiques. L'axe du ciel reste une des principales inconnues de la vie quotidienne. Météo France, qui a beaucoup progressé en matière de prévisions, avoue d'ailleurs que les phénomènes observés ces derniers mois « n'ont rien d'extraordinaire... si ce n'est la date à laquelle ils se sont produits ». Le châtiment récent n'obéit-il pas néanmoins à une certaine rationalité, constituant un signe supplémentaire d'un changement climatique global ?

Aggravation de l'effet de serre, hausse des températures, dérèglement du régime des pluies, exacerbation des phénomènes extrêmes

## Il n'y a plus de saisons...

(sécheresses, inondations et tempêtes)... les indices s'accumulent depuis plusieurs années sans qu'il soit possible de conclure scientifiquement et définitivement que le XXI<sup>e</sup> siècle sera celui d'un grand retournement, le plus important de plus 10 000 ans selon certains.

Ces éléments sont cependant suffisamment nombreux et convergents pour qu'une sourde inquiétude naisse. L'humanité ne serait-elle pas confrontée à un défi planétaire inédit dont elle pourrait ne prendre conscience - et établir sa certitude scientifique - que lorsqu'il sera trop tard, quand la messe

sera dite : fonte des glaciers, élévation du niveau des mers et engoulement d'îles, de deltas et de rivages surpeuplés, extension de la désertification et de zones arides vers les régions agricoles les plus productives (du Middle West américain aux plaines de Beauce et d'Ukraine), raréfaction des ressources en eau douce au moment où la demande se fait plus pressante en raison de l'accroissement de la population, multiplication des inondations et déchaînement imprévisible des cyclones. Scénario noir ? Peut-être, mais qui prendrait la responsabilité d'ignorer le risque

d'une mondialisation de ce type ? Jeudi 8 mai, l'Agence spatiale américaine, la NASA, annonçait que les données recueillies par satellite montraient que la calotte glacière du Groenland fondait « trois fois et demi plus vite » qu'elle ne se reconstituait.

Le 29 avril, l'Organisation météorologique mondiale publiait le bilan de l'état mondial du climat en 1996. Elle relevait que l'année 1996 était la « dix-huitième année consécutive marquée par des anomalies positives de la température à l'échelle du globe » (autrement dit par une température moyenne en hausse) ; que la Chine avait connu les pires inondations de ces cinquante dernières années ; qu'en Inde la mousson d'été avait été marquée par des précipitations supérieures à la normale, avec de graves inondations, de même qu'en Afrique du Nord et au Moyen-Orient après une décennie très sèche ; qu'au contraire l'Europe, du Royaume-Uni à la Russie en passant par l'Europe centrale, avait connu une période de sécheresse ; qu'aux Etats-Unis 22 945 km<sup>2</sup> de forêt continentale avaient été détruits par le feu, ce qui constitue la plus vaste superficie ainsi détruite en dix-neuf ans d'observation.

Jean-Paul Besset

Lire page 18

Lire la suite page 13

## La course royale de Monaco

CRÉÉ EN 1929, le Grand Prix automobile de Monaco, dont la cinquante-cinquième édition devait se disputer dimanche 11 mai, dans les rues de la principauté, est à coup sûr l'épreuve la plus prestigieuse et la plus spectaculaire du championnat du monde des conducteurs de formule 1. C'est aussi une course redoutée des pilotes, ballottés au gré d'un tracé tortueux, épuisés par les G, la pression des freinages extrêmes et des accélérations puissantes. Sainte-Dévote, Mirabeau, la Rascasse, la Chicane, le Tunnel, exigent des champions de la formule 1 des qualités exceptionnelles. A preuve, tous les grands, exception faite de Jim Clark, ont été couronnés au pied du Rocher.

Maurice Trintignant avait été le premier Français à y gagner un Grand Prix, en 1955. En 1996, Olivier Panis avait créé la surprise en s'imposant devant les favoris. Au volant de sa Prost-Honda, le pilote grenoblois espère faire aussi bien cette année, après un début de saison prometteur dans l'écurie d'Alain Prost, quadruple champion du monde et lui-même vainqueur à quatre reprises sur le circuit monégasque.

## Le FIS appelle au dialogue

En Algérie, des dirigeants du FIS proposent au pouvoir d'ouvrir un dialogue « franc et transparent ». p. 25

## Procès Tapie-OM

Bernard Tapie et 19 autres prévenus comparaissent à partir du 12 mai dans le procès des finances de l'OM. p. 9

## Placements immobiliers

Les professionnels veulent croire à une stabilisation des prix du logement dans les mois à venir. p. 15 à 17

## Diva Dalida

Dixième anniversaire du suicide de la diva. Ses succès, ses tourments. p. 12

## Au « Grand Jury »

Nicolas Sarkozy est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », le 11 mai à 18 h 30.

International	2	Finances/marchés	15
France	5	Aujourd'hui	18
Carnet	8	Jour	20
Société	9	Météorologie	20
Horaires	11	Culture	21
Esquisses	14	Gauche/culture	24
Abonnements	15	Radio-télévision	25



**ZAÏRE.** Les responsables de la rébellion zaïroise interdisent à l'ONU d'aller enquêter dans l'est du Zaïre, alors que les récits de tueries se multiplient. Vendredi 9 mai, la mission

qui avait été désignée par l'ONU a renoncé à attendre, à Kigali, les autorisations nécessaires, tout en souhaitant que Laurent-Désiré Kabila reconsidère sa position.

● NOËL OBOTELA-RASHIDI, le nouveau vice-gouverneur de la province du Haut-Zaïre, estime que « tant que les réfugiés seront dans notre région, nous n'aurons pas le

temps de nous occuper de son développement ». ● LE MARÉCHAL MOBUTU n'avait toujours pas regagné Kinshasa, samedi 10 mai en fin de matinée, alors que les députés

devaient statuer sur la désignation de M. Monsengwo, l'archevêque de Kisangani, à la tête du Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT).

## Laurent-Désiré Kabila refuse toute enquête sur les massacres de réfugiés

Alors que les témoignages sur des exactions commises par les rebelles se multiplient, la mission désignée par l'Organisation des Nations unies a été interdite d'accès aux zones contrôlées par les troupes de l'Alliance

DE GUERRE LASSE, la mission constituée par l'ONU pour aller enquêter sur la véracité des récits faisant état de massacres dans les zones conquises par les rebelles au Zaïre a annoncé, vendredi 9 mai, qu'elle renonçait.

Depuis près d'une semaine, l'équipe dirigée par le Chilien Roberto Garretón attendait, à Kigali, au Rwanda, que l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila l'autorise à se rendre sur les lieux désignés comme théâtres d'atrocités par de nombreux témoignages. Devant le refus qui lui est opposé, elle a décidé d'interrompre ses tentatives et de regagner Genève, tout en sou-

haitant que M. Kabila reconsidère sa position et lui accorde aussi vite que possible l'autorisation et les garanties de sécurité nécessaires.

### MASSACRES ET EXACTIONS

Dans son dernier rapport devant la Commission des droits de l'homme de l'ONU, Roberto Garretón, rapporteur spécial pour le Zaïre, faisait état d'une quarantaine de massacres attribués aux rebelles zaïrois dont auraient été victimes environ 50 000 personnes. Il accusait l'AFDL de poursuivre ces exactions. Ce rapport, ainsi que ceux de diverses sources diplomatiques et organisations humanitaires, avait poussé l'ONU à constituer la mission d'enquête.

Depuis plusieurs mois, les organisations humanitaires qui s'efforcent toujours de retrouver les réfugiés éparpillés dans les premières régions conquises de l'est du Zaïre se plaignent des difficultés qu'elles rencontrent, s'étonnent de certaines disparitions et redoutent même d'être parfois utilisées comme appâts par les forces de l'Alliance. Elles repèrent des réfugiés, « les militaires (rebelles) appellent les gens à se regrouper en leur annonçant que nous allons venir leur porter secours, et quand nous y retournons, il n'y a plus personne », dit un membre de l'une de ces organisations.

Les alertes ont redoublé fin avril après les violences perpétrées par

l'Alliance lorsqu'elle a chassé au moins 85 000 personnes des camps de réfugiés du sud de Kisangani. Interdites d'accès pendant trois semaines à cette région sud, au-delà de Biaro, les organisations humanitaires ont perdu la trace de la majorité de ces réfugiés, parmi lesquels plusieurs milliers d'enfants non accompagnés.

La semaine dernière, Washington avait annoncé recevoir des « informations de plus en plus épouvantables » sur le sort des réfugiés dans les zones sous contrôle rebelle. Au début de cette semaine, les agences humanitaires de l'ONU avaient à leur tour lancé un appel à l'aide au Conseil de sécurité, en rapportant que les massacres de

réfugiés se poursuivaient au sud de Kisangani.

### LABORIEUSES DISCUSSIONS

Les rapatriements vers le Rwanda qui se poursuivent sous l'égide du HCR se font en outre dans des conditions dramatiques. Dimanche dernier, 91 personnes sont mortes piétinées ou étouffées dans le train bondé qui transporte les réfugiés sur les 40 kilomètres séparant Biaro de Kisangani. Le Rwanda et l'Alliance n'ont pas manqué l'occasion d'accuser le HCR d'incompétence. Au terme de longues et laborieuses discussions entre leurs représentants jeudi et vendredi, les trois parties se sont mises d'accord pour accélérer les rapatriements : en dix

jours, le camp de Biaro devrait être vidé de ses occupants transitant par Kisangani avant de prendre l'avion pour Kigali. Deux trains quotidiens les transporteront de Biaro, ainsi qu'une vingtaine de camions arrivés sur place vendredi.

Le HCR a déjà rapatrié 15 000 personnes. Combien en reste-t-il ? Les estimations font l'objet de querelles. Le représentant du Rwanda affirmait, vendredi, qu'il ne restait pas plus de 55 000 réfugiés au total dans tout l'est du Zaïre, alors que les estimations de l'ONU font état de 300 000 personnes, au moins, encore dispersées ou disparues.

C. T.

## Noël Obotela-Rashidi, vice-gouverneur (nommé par les rebelles) de la province du Haut-Zaïre

### « L'Alliance a souvent été salie de façon gratuite »

Noël Obotela-Rashidi a été nommé vice-gouverneur de la province du Haut-Zaïre depuis sa prise de contrôle par les forces de l'AFDL, le 15 mars dernier. Historien, professeur à l'Université et journaliste, âgé de cinquante et un ans, docteur de l'université de Liège, il est officiellement chargé par l'Alliance de répondre aux questions concernant l'ensemble de la situation dans la province.

« Que dites-vous concernant les réfugiés ?

« Le problème des réfugiés est une épine dans notre pied, car il nous dévot de nos préoccupations de développement. L'Alliance bénéficie d'un pays, le Haut-Congo, longtemps abandonné par l'ancien pouvoir, pas développé et pourtant riche. Tous les moyens étaient orientés vers les postes de l'ex-équipe dirigeante. Tant que les réfugiés seront dans notre région, nous n'aurons pas le temps de nous occuper de son développement.

« Cette présence a créé une série de tensions avec la population locale dont les champs ont été dévastés et l'environnement détruit par la circulation des réfugiés. C'est une population sinistrée qui a du mal à se nourrir et n'a pas de médicaments pour se soigner. Cette population voit d'un mauvais œil l'intérêt accordé aux réfugiés par le HCR qui les nourrit et les soigne. C'est à ce niveau que se situent les tensions.

« Le HCR et certaines agences des Nations unies commencent à accorder de l'attention aux habitants. Je pense à l'Unicef qui, depuis

bien avant la libération, apporte des fascicules scolaires aux écoles et des médicaments aux centres de santé. Je pense au Programme alimentaire mondial (PAM) qui a institué le « food for work » — manger pour travailler : ce programme apporte assistance à des locaux qui, à leur tour, aident leur propre milieu à se développer. Je pense, enfin, à MSF qui distribue des médicaments aux camionneurs et aux brancardiers. Je souhaite que ce type d'attention soit soutenu. Cela éviterait

les heurts entre réfugiés et population locale.

« Le rapatriement des réfugiés se fait-il au rythme que vous souhaitez ?

« Nous insistons pour que les réfugiés soient rapidement rapatriés. Ainsi pourrions-nous avoir les mains libres pour nous occuper de notre province. Ce souci est partagé par la délégation rwandaise arrivée vendredi 9 mai et par M. Kamanzi, conseiller du président Kabila pour les questions humanitaires. C'est

pourquoi nous nous tournons vers le HCR pour qu'il renforce sa capacité d'évacuation.

« La coopération avec certaines agences des Nations unies n'a pas toujours été facile, l'Alliance a souvent été salie de façon gratuite. Ce qui a manqué, c'est la coordination entre l'Alliance et les agences des Nations unies. Depuis le 7 mai, nous avons décidé de nous retrouver pour un briefing chaque lundi au gouvernorat pour éviter la désinformation.

« Connaissez-vous M. Kabila depuis longtemps ? Vous reconnaissez-vous dans son idéologie ?

« J'ai vu pour la première fois, ici, le 22 mars, cet homme qui tenait les montagnes de l'est et que le pouvoir n'avait pas réussi à déloger. Nous sommes sortis d'une dictature. Quand un pouvoir proclame qu'il est aux mains du peuple, tout doit être fait par et pour le peuple. Certains diront que c'est une idéologie marxiste. Pour le moment,

l'Alliance est un parti unique parce que nous sommes en guerre et qu'il faut éviter la cacophonie. Après la guerre, nous allons changer tout cela.

« Que savez-vous des tueries évoquées par de nombreux témoignages de réfugiés ?

« Le gouverneur s'est rendu à trois reprises dans le camp à ce sujet. Le président Kabila a été catégorique : « Si quelque chose s'est passé, l'Alliance doit faire sa propre enquête. Si quelqu'un a commis des atrocités, il doit être puni ».

« Nous ne sommes pas sûrs que les médias et les organisations humanitaires aient bien compris la question de la sécurité. Dans les camps, il y a des miliciens mutus interarmées et des soldats des ex-FAZ. Pendant cette guerre, ceux-ci se sont servis des réfugiés comme bouclier humain. Dès le début, il y a eu des heurts. Trois jeunes revendeurs de cigarettes ont été tués. Un autre affrontement a fait six morts parmi les autochtones civils et nos patrouilles sont tombées dans plusieurs embuscades.

« Nous sommes sûrs de la présence d'hommes armés parmi les réfugiés, hommes qui bénéficient de l'appui alimentaire et médical fourni à leurs frères civils. C'est pourquoi l'AFDL veut rapatrier les réfugiés au plus vite, de façon à pouvoir ensuite ratifier toute la zone : ceux qui, alors, seraient restés dans la forêt sont bien des mal-faiteurs. »

Propos recueillis par Danielle Rouard

D. R.

## Palabre humanitaire avec les « sinistrés » de Biaro

BIARO (Haut-Zaïre)

de notre envoyé spécial

Ce matin-là, l'équipe du Programme alimentaire mondial (PAM) avait quitté Kisangani par le premier bac sur le fleuve Zaïre à 7 h 30. Elle arriva au village de Biaro vers 10 heures. Le chef de ce village de 1 320 âmes, un homme bien en chair, qui est aussi le chef local de la Croix-Rouge, attendait ses visiteurs sous un toit de palmes, entouré d'une trentaine de manutentionnaires. La tâche à accomplir était considérable. Cela faisait en effet vingt-quatre heures qu'aucune nourriture n'avait été distribuée aux réfugiés du camp voisin. Les villageois vaquaient sans curiosité à leurs occupations. Le chef de village fit entrer l'équipe du PAM dans sa maison et la fit s'asseoir autour de la table. La palabre pouvait commencer.

D'emblée, le chef adjoint du village prit la parole sur un ton courtois : « Vous donnez tout aux réfugiés, alors que nous, les villageois, n'avons rien. Les réfugiés ont dévasté nos champs et nos plants de manioc dans la forêt. Nous sommes des sinistrés. » L'équipe huma-

nitaire répondit calmement. Avant même la distribution, le premier jour au camp, elle avait donné au chef du village onze tonnes de farine, soit quatre-vingts kilos par personne. Le chef obtint alors et son chef adjoint dut admettre qu'il n'en avait rien su : « J'étais alors absent. » Puis le chef de village poursuivit d'une voix grave : « Le représentant des manutentionnaires m'a fait une réclamation. »

### NOUVEAUX TARIFS

L'équipe rappela alors l'accord conclu sur les tarifs payés aux manutentionnaires. Cet accord verbal, à l'évidence, était devenu caduc en quelques heures. Le chef de village se fâcha, fit sortir la délégation de sa maison pour parler par radio avec la direction du PAM à Kisangani. Puis la palabre reprit. Le chef fit alors transmettre, par radio, que, « par souci de sécurité pour l'équipe, il faudrait mieux qu'elle ait le feu vert pour payer ». Et Radio-PAM de Kisangani de répondre : « Nous n'avons pas l'habitude de céder aux menaces. » Vers 12 h 30, finalement, l'équipe accepta les nouveaux tarifs. Le chef de village

consulta ses ouailles et, à 13 h 30, le travail des manutentionnaires commença.

Il est difficile de rendre compte de toutes les tensions apparues, au jour le jour, tant à Biaro qu'à Kisangani. Au village, pourtant, les volontaires de la Croix-Rouge manifestent une solidarité de tous les instants et un dévouement qui frise l'abnégation.

Ce sont eux qui assurent la distribution de nourriture dans le camp, eux qui entrent les morts de la nuit — parfois presque une centaine —, eux encore qui passent la nuit dans le camp, sous la protection de la patrouille de l'Alliance.

A Biaro, les villageois trouvent normal d'avoir pillé les stocks du PAM, d'avoir confisqué les paquets des réfugiés. « Comment notre province peut-elle porter le poids des réfugiés ? On a du mal à payer notre ration de riz ! Dans le camp, les plus forts prennent toutes les rations. Ces Rwandais savent faire du commerce... Ensuite, ils nous revendent les rations. »

## L'archevêque de Kisangani, Mgr Mosengwo, est pressenti pour une transition du pouvoir à Kinshasa

KINSHASA

de notre envoyé spécial  
Samedi 10 mai, en fin de matinée, le chef de l'Etat zaïrois, le maréchal Mobutu, n'avait toujours pas

**PORTRAIT**  
Le prélat a le sens de l'Etat, mais pas d'ambition politique personnelle

regagné Kinshasa et se trouvait à Libreville, au Gabon, où il devait avoir des entretiens avec Thabo Mbeki, le vice-président sud-africain et avec le président gabonais Omar Bongo. Thabo Mbeki a déjeuné avec M. Kabila, vendredi, à Lubumbashi. Selon les Sud-Africains, le chef des rebelles a accepté de rencontrer une nouvelle fois le maréchal Mobutu, mercredi 14 mai, à bord de l'*Outeniqua*.

Cette nouvelle initiative de la diplomatie sud-africaine intervient au lendemain de l'adoption de la « déclaration de Libreville » de six chefs d'Etat d'Afrique centrale. Le texte appelle notamment les institutions zaïroises à doter le Haut-Conseil de la République-Par-

lement de transition (HCR-PT) d'un président. Le poste est vacant depuis janvier 1996. Or, c'est précisément le président du HCR-PT qui assure l'intérim du chef de l'Etat en cas de vacance du pouvoir, selon l'Acte constitutionnel de la transition.

Le président Mobutu avait expliqué qu'il ne se présenterait pas à sa propre succession en cas d'élections générales. Il a été plus loin cette fois, se signifiant explicitement qu'il se retirerait de la scène politique en raison de son état de santé. La voie est tracée à Kinshasa pour la désignation de Mgr Mosengwo, archevêque de Kisangani, à la tête du HCR-PT. Les députés ont été convoqués en séance plénière samedi au Palais du peuple. Ils devraient statuer sur la restauration du prélat à son poste de député et voter ensuite pour l'élire à la présidence de leur institution. En démissionnant de cette fonction, en janvier 1996, Mgr Mosengwo avait de facto renoncé à son siège de conseiller de la République.

Le « ministre » des affaires étrangères de l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL), Bizima

Karaha, a catégoriquement rejeté cette solution politique, considérant qu'il s'agissait d'un piège et que « Mobutu [voulait] simplement transférer le pouvoir à un autre Mobutu ». Pour M. Karaha, le président Mobutu doit impérativement remettre le pouvoir à M. Kabila.

Laurent Monsengwo Pasinya est ainsi projeté sur le devant de la scène politique zaïroise, sinon à son corps défendant, du moins sans l'avoir délibérément cherché. L'archevêque de Kisangani est de-

venu l'une des figures politiques les plus importantes du Zaïre le 12 décembre 1991, le jour de son élection à la présidence du bureau provisoire de la Conférence nationale, dont les travaux, interrompus depuis plus de deux mois, avaient repris la veille. Il est ensuite élu président de la Conférence nationale souveraine (CNS) et devient, au terme de ces assises, président du Haut-Conseil de la République (HCR) en décembre 1992. Après la fusion du HCR et de l'Assemblée nationale issue de

l'ancien régime de parti unique, il devient président du Haut-Conseil de la République-Parlement de transition (HCR-PT) et démissionne de ce poste en janvier 1996, sous le feu croisé de l'opposition radicale d'Etienne Tshisekedi et d'une frange des mobutistes compromis dans une alliance contre-nature.

### PROFIL IDEAL

Mgr Mosengwo est né le 7 octobre 1939 à Mai-Ndombe, dans l'actuelle province du Bandundu. Il étudia au petit séminaire de Bokoro, puis au grand séminaire de Kabwe, au Kasai et à Rome. Il est ordonné prêtre le 21 décembre 1963.

De retour au pays, il est professeur à l'université Lovanium de Kinshasa, puis à l'université nationale du Zaïre jusqu'en 1975, enfin à la Faculté de théologie catholique de Kinshasa jusqu'en 1980. Parallèlement, il représente l'épiscopat auprès de l'Etat zaïrois en 1975 et 1976 avant d'assumer les fonctions de secrétaire général de la Conférence épiscopale du Zaïre, jusqu'à sa nomination comme évêque auxiliaire d'Inongo, en mai 1980, par Jean Paul II, lors de son

premier voyage sur le continent africain. En 1984, il est nommé archevêque de Kisangani.

Mgr Mosengwo arrive à la conférence nationale à la tête de la Fédération de l'Eglise catholique. Le Zaïre est alors en pleine effervescence. Le président Mobutu Sese Seko, a lancé, le 24 avril 90, une transition démocratique dont personne n'imaginait qu'elle s'éterniserait.

Souvent critiqué, parfois incompris de ses compatriotes, Laurent Monsengwo s'emploie à maintenir le dialogue avec les familles politiques. Il cherche le consensus mais n'est pas prêt à faire des concessions exorbitantes pour y parvenir. Il sait s'effacer lorsque les circonstances l'exigent. En démissionnant de la présidence du HCR-PT et de son poste de député en janvier 1996, Mgr Mosengwo n'a pas abandonné la politique pour autant. Il a le profil idéal d'une personnalité de transition. Il est issu de la société civile, respecté des Zaïrois et de la communauté internationale et s'il a le sens de l'Etat, il n'a pas d'ambition politique personnelle.

Frédéric Fritscher

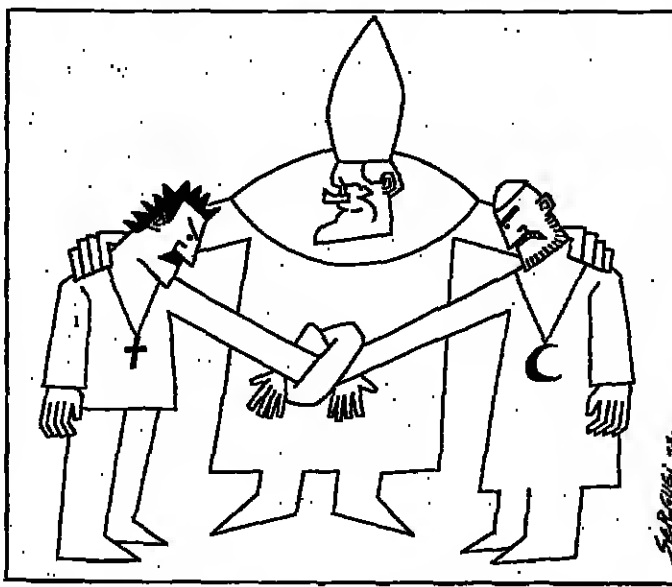
هكذا من زلميل



## Jean Paul II réclame l'égalité des droits entre toutes les communautés du Liban

Le pape appelle à la reconstruction du pays « dans le dialogue »

Pour son 77<sup>e</sup> voyage pastoral, Jean Paul II était attendu, samedi 10 mai, au Liban, pour une visite de deux jours. Le message pontifical à l'adresse de « l'ensemble du peuple libanais » se veut rassurant pour les musulmans réticents, et ne privilégie pas les chrétiens, notamment les catholiques maronites, grands perdants de la guerre (1975-1990). Le pape commence un pèlerinage « sur les pas du Christ ».



doit légitimement remplir au sein de son peuple. » Devant les accusations d'arrestations arbitraires (plusieurs centaines par an, selon la Fondation des droits de l'homme), de mauvais traitements dans les prisons, de contrôle trop étroit de la presse et des syndicats, il « exhorte » encore les dirigeants libanais à « mettre tout en œuvre pour que les droits de l'homme soient pleinement respectés ».

« VIVRE ENSEMBLE » Autant de sujets sensibles dans la population chrétienne du Liban. Autant de chances aussi pour une « réconciliation » dont « les chrétiens ont le devoir d'être les premiers témoins et les artisans ». Le pape demande aux autorités des « gestes courageux et prophétiques de pardon et de purification de la mémoire », il fait de la réconciliation un préalable pour le retour à « un Liban démocratique, ouvert, en dialogue avec les cultures et les religions ».

Le dialogue entre christianisme et islam est une autre clé pour l'avenir. « Il est impensable, écrit Jean Paul II, que des membres d'une même communauté humaine, vivant sur la même terre, en viennent à se méfier les uns des autres, à s'opposer et à s'exclure au nom de leurs religions respectives. » Chrétiens et musulmans sont donc invités à collaborer à l'établissement de relations justes et pacifiques. Ce n'est pas un « dialogue d'intellectuels », dit-il. L'objectif est de promouvoir un nouveau « vivre ensemble » : « En apprenant à mieux se connaître et à consentir pleinement au pluralisme, les Libanais se doteront des conditions indispensables au véritable dialogue et au respect des personnes, des familles et des communautés ».

Dans l'accueil plutôt positif que la communauté musulmane devait réserver au pape, on ne percevait pas une seule fausse note : celle du ministre Walid Joumblatt, chef de la communauté druze, estimant dans la presse que la visite de Jean Paul II risquait de porter atteinte à l'équilibre entre les communautés et ainsi à « nuire à l'identité » du Liban.

Henri Tincq

## Le scandale de l'« Asiagate » éclabousse le Parti républicain américain

D'obscurs donateurs auraient financé la campagne

WASHINGTON de notre correspondant Par les temps qui courent, c'est une nouvelle qui ne pouvait que combler d'aise le chef de la Maison Blanche. Passablement embarrassés, les responsables du Parti républicain ont reconnu avoir eux aussi accepté des contributions financières illégales d'origine asiatique, du type de celles qui alimentent le scandale dit de l'« Asiagate », dans lequel sont mêlés Bill Clinton et le Parti démocrate. Les républicains ont annoncé avoir retourné un total de 122 000 dollars (environ 695 000 francs) à la société Young Brothers Development, dont l'adresse (fictive) est à Coral Gables, en Floride, mais dont le siège est situé à Hongkong.

Avec une visible satisfaction, plusieurs parlementaires démocrates ont adressé une lettre au ministre de la Justice, vendredi 9 mai, pour demander à M<sup>me</sup> Janet Reno d'ouvrir une enquête sur ces agissements étrangement similaires à ceux qui sont reprochés au parti présidentiel : en substance, le fait d'accepter des financements électoraux de la part de groupes privés qui ont un intérêt évident à influencer la politique commerciale des Etats-Unis. Les démocrates, qui, à ce jour, ont été contraints de renvoyer quelque 3 millions de dollars (17 millions de francs) à des donateurs peu scrupuleux, estiment rendre ainsi la monnaie de leur pièce à leurs adversaires.

Young Brothers, dont le président est un certain Ambrosius Tung Young, d'origine taïwanaise, ne s'est pas contenté d'effectuer un don au Parti républicain. Une garantie de prêt, d'une valeur de 2,2 millions de dollars (12,5 millions de francs), a également été consentie à une organisation de recherche (le National Policy Forum) dirigée par Haley Barbour, ancien président du comité national du Parti républicain. Celui-ci a ainsi pu obtenir une importante avance bancaire, laquelle a joué un rôle déterminant pour financer la campagne électorale des républicains (et leur victoire) en 1994. M. Young connaît depuis longtemps M. Barbour, et l'a présenté

à plusieurs responsables du gouvernement chinois. Bref, en substituant au nom de M. Young celui de M. John Huang, on retrouve presque exactement le scénario qui constitue la trame de l'« Asiagate ».

Les démocrates ont demandé l'ouverture d'une enquête

Ces révélations n'allègent pas pour autant les ennuis du couple Clinton. Les affaires du financement du Parti démocrate et de Whitewater suivent en effet leur cours. Le Sénat commencera ses auditions à propos de la première débauche, et la seconde à franchir une nouvelle étape judiciaire ces derniers jours : la Maison Blanche a, en effet, refusé de remettre au procureur indépendant Kenneth Starr des notes rédigées par les avocats de la présidence et de M<sup>me</sup> Clinton. Celles-ci ont été prises lors d'une réunion avec la First Lady à propos de l'affaire Whitewater.

Un tribunal d'appel a estimé que Hillary Clinton ne pouvait invoquer le privilège du secret entre des avocats et leur client pour refuser de remettre ces documents au procureur indépendant, et le litige semble devoir être tranché par la Cour suprême. M. Starr, dont on connaît la pugnacité, a, d'autre part, affirmé devant le tribunal de Little Rock (Arkansas) avoir trouvé de « larges preuves » d'une volonté « sous-entendue du couple présidentiel - de faire obstruction à la justice. Il a donc obtenu un nouveau délai de six mois pour poursuivre son enquête. Ce qui signifie que, parmi d'autres scandales, la saga du scandale de Whitewater à l'époque où Bill Clinton était gouverneur de l'Arkansas et qui empoisonne la vie du couple Clinton depuis son arrivée à la Maison Blanche en janvier 1993, n'a pas fini de faire parler d'elle.

Laurent Zecchini

## Les « réseaux d'Allah » en Europe loin des fantasmes et des simplismes

ON PEUT PARLER de l'islamisme en Europe, sans sombrer dans l'« islamalgam » (ce néologisme a été inventé par de jeunes beurs). On peut décrire, recenser, voire accuser les « réseaux d'Allah », sans verser dans la paranoïa ni dans la naïveté. On peut analyser les filières intégristes, loin des fantasmes et des simplismes. Il faut, pour cela, privilégier l'enquête, sans aveuglement ni complaisance. Ainsi procède Antoine Sfeir, journaliste et directeur des Cahiers de l'Orient.

L'islamisme est une vieille affaire dont le premier chapitre s'ouvre dans les années 20, lorsque le fondateur des Frères musulmans, Hassan El Banna, parcourt l'Égypte en prêchant le retour au Coran. Ce courant initial n'est aujourd'hui que l'un des nombreux mouvements qui frignent le monde musulman et dont Antoine Sfeir montre la grande diversité.

Les fondamentalistes tunisiens, meilleurs disciples des Frères, tiennent un discours moderniste qui ne les protège pourtant pas de la répression. Les adeptes du Tabligh, venu d'Inde, sont des prosélytes non violents. Les intégristes turcs, héritiers du califat, développent un activisme social dans l'espace que leur concède l'État laïque. Les mollahs iraniens savent une vieille revanche en abusant de leur autorité et en exportant leur révolution. Les terro-

ristes algériens se grisent d'une ivresse sanguinaire. Ces derniers, comme les Pakistais ou les Palestiniens du Hamas, sont des islamonomistes pour qui la réislamisation de la société passe par la conquête violente du pouvoir.

DANGEREUSE NON-VIOLENCE Tous ces mouvements, et quelques autres, ont une présence diversement active dans le tissu associatif des musulmans d'Europe - 2 % de la population. L'objectif du plus grand nombre est le même : affirmer la suprématie de l'islam en combattant l'Occident, dont les valeurs - démocratie et humanisme - portent atteinte à l'unicité de Dieu. Une entreprise heureusement très minoritaire qui, en France, ne concernerait pas plus de 50 000 personnes.

Pour Antoine Sfeir, la non-violence n'est pas un gage d'innocence. Au contraire, les mouvements non violents sont les plus farouches adversaires de l'intégration citoyenne dans la société d'accueil. Pour contrer l'influence des islamistes, en réduisant les besoins d'argent extérieur, l'auteur propose notamment que l'État devienne propriétaire des mosquées, comme l'est des cathédrales. Son ouvrage comporte, en annexe, un inventaire très complet des associations islamiques en Europe.

Jean-Pierre Langellier

★ Les Réseaux d'Allah. Les filières islamistes en France et en Europe, d'Antoine Sfeir, Plon, 263 pages, 125 F.

## Hongkong craint une recrudescence de l'immigration clandestine à l'approche de la rétrocession à la Chine

Le 1<sup>er</sup> juillet, Hongkong sera rattachée par Londres à Pékin, cédant ainsi la chronique de plus d'un siècle et demi de présence coloniale britannique dans un territoire qui s'est hissé parmi les économies les plus prospères du monde. A cinquante et un jours de l'événement, Le Monde entame une série d'articles dont l'ambition est de décrire les enjeux de ce transfert de souveraineté unique dans les annales de la décolonisation. Nous publions aujourd'hui deux articles traitant, l'un, de l'accélération de l'immigration illégale de la Chine populaire vers Hongkong, et l'autre, de la recomposition d'un capitalisme local désormais exposé aux luttes de clan au sein du régime pékinois (lire page 14).

PÉKIN de notre correspondant Le récent rapatriement vers le continent de la fille de neuf ans Chung Yuk-lam, qui n'a pas réussi à émouvoir les autorités de Hongkong chargées de la lutte contre l'immigration illégale, a relancé le débat sur ce problème qui va s'avérer après la transition de souveraineté le 1<sup>er</sup> juillet. Les autorités de la colonie et celles du continent vont éprouver de grandes difficultés - qu'elles pressentent déjà - à empêcher la population de prendre des risques

élevés pour tenter de gagner le territoire le plus riche de toute la Chine. Les autorités de Pékin semblent avoir émis des consignes très strictes pour éviter de donner à la population de Hongkong l'impression qu'elles se lavent les mains de ce problème touchant à la stabilité du territoire. Elles ont ainsi annoncé avoir arrêté aux frontières 4 700 migrants clandestins, dont un tiers s'efforçant d'aller à Hongkong, au cours du premier trimestre.

Le directeur de la défense frontalière au ministère de la sécurité publique, Liu Dianyu, a mis en garde le public à plusieurs reprises contre des rumeurs selon lesquelles la Chine ferait décréter à Hongkong une amnistie pour les personnes arrêtées dans ces circonstances après la rétrocession. Il a souligné que cette rumeur, qui court avec insistance en particulier dans la province du Guangdong, jouant l'ex-colonie, provenait de rumeurs « hors la loi » intéressés à faire monter les enchères de l'immigration clandestine.

Celle-ci rapporte, semble-t-il, assez gros à ses organisateurs, parmi lesquels se trouvent nécessairement des représentants de l'ordre. Cela a, au demeurant, toujours été le cas. C'est même ainsi que Hongkong a été peuplé au fil des décennies, avec des vagues de réfugiés achetant leur passage à des policiers corrompus qui les aidaient à gagner le territoire britannique. Au moins y avait-il dans la plupart des cas des raisons politiques évidentes à cette immigration : les réfugiés fuyaient

les guerres et les troubles internes, les deux dernières grandes vagues remontant à la famine de 1959-1961 et à la « révolution culturelle ». A ces arrivées de Chinois du continent s'est ajoutée celle des « boat people » d'Indochine dans la deuxième partie des années 70.

PRÊTS À TOUT Cependant, avec l'enrichissement qui a amené le territoire à un PIB brut supérieur à celui de la Grande-Bretagne, la compassion est devenue un sentiment de moins en moins largement partagé à Hongkong, d'autant que les clandestins venus du continent ne sont pas des persécutés mais des petits malins. L'immigration des enfants est à la fois une répercussion de la mise en symbiose économique qui s'est produite entre Hongkong et le cours inférieur de la rivière des Perles et une forme spécifique du phénomène migratoire. Beaucoup d'enfants ont un père à Hongkong et sont le fruit d'une liaison extra-maritale de celui-ci à la faveur de séjours professionnels sur le continent. Les autorités du Guangdong estiment ainsi que plus de 130 000 enfants attendent, dans cette province, une occasion de se glisser sur une liste de départs qui va en gonflant. Mais Hongkong impose des quotas. Actuellement, la colonie accepte soixante enfants par jour au titre de la réunification des familles et il est question de porter ce chiffre à une centaine par jour. Cependant, après les enfants, viennent les demandes de cousins, de parents éloignés, etc.

La corruption rend le problème plus difficile à maîtriser aux autorités de Hongkong comme de Pékin. Sur les 100 000 immigrants légaux que Hongkong a acceptés en 1995 et 1996, près de 70 % avaient déposé leur demande depuis trois ans environ et étaient passés, d'une manière ou d'une autre, devant des individus qui attendaient depuis un quart de siècle... Beaucoup d'entre eux reconnaissent avoir fait appel à la corruption de fonctionnaires pour faire avancer leur dossier. La rétrocession imminente alimente naturellement, à Hongkong, les craintes d'un flux d'immigrants introduits par les réseaux clandestins, surnommés « têtes de serpent ». Selon les autorités de la zone économique spéciale de Shenzhen, confiné de Hongkong, 10 000 personnes y ont déposé une demande pour émigrer à Hongkong, alors que le quota réservé à cette enclave néo-capitaliste est d'un visa par jour seulement. Les autorités hongkongaises et chinoises ont engagé des discussions pour tenter d'améliorer le système d'attribution des visas en sorte de canaliser l'émigration pour éviter que ne s'amplifie le pan clandestin du phénomène. Pékin pousse, dans cet effort, de sa difficulté à discipliner ses cadres subalternes, tentés par une population de migrants prêts à tout pour gagner les lumières de la colonie bientôt rétrocedée.

Francis Deron



# La Suisse tente de réagir aux accusations du rapport américain sur l'or volé par les nazis

Berne ne s'attendait pas à un pareil réquisitoire

Au lendemain de la publication à Washington du rapport Elzenstat la mettant sévèrement en cause, la Suisse se retrouve plus que jamais sur

la sellette pour les ambiguïtés de sa politique de neutralité pendant la deuxième guerre mondiale. Depuis plusieurs semaines, les respon-

sables de la Confédération appréhendaient les conclusions de cette étude de deux cents pages, mais ils ne s'attendaient pas à pareil réquisitoire.

**BERNE**  
de notre correspondant  
Le réveil est brutal pour la Confédération. Déjà il avait fallu les pressions de l'extérieur et des organisations juives pour amener les banques suisses à livrer le dossier des fonds en déshérence des victimes du nazisme et convaincre le gouvernement d'affronter les spectres du passé. Pendant cinquante ans, la Suisse officielle s'était complue dans sa bonne conscience et avait préféré faire l'impasse sur les pans d'ombre de ses activités pendant la guerre. Pourtant les avertissements n'avaient pas manqué et des travaux d'historiens avaient déjà en grande partie levé le voile sur nombre de faits qui apparaissent aujourd'hui comme des révélations alors qu'ils n'avaient guère attiré l'attention à l'époque de leur publication.

Fondamentalement, le rapport Elzenstat n'apporte guère d'éléments nouveaux si ce n'est qu'il vient étayer la présomption que l'or des victimes de la Shoah avait été incorporé aux lingots achetés par la Banque nationale suisse (BNS). Evidemment, l'argument prend une autre dimension et une autre résonance quand il émane d'un rapport gouvernemental américain. Dès lors, des accusations si graves ne pouvaient que relancer le débat ouvert en Suisse sur ce que le ministre de l'inté-

rieur, Ruth Dreyfus, a appelé « l'écart constaté entre le mythe et la réalité historique ». « Nous voulons, a-t-elle encore dit, que notre mémoire collective nous réconcilie avec nous-mêmes et nous permette de ne jamais plus commettre les mêmes erreurs. »

Acculé, le gouvernement helvétique a réaffirmé « avec force » sa volonté « de vérité et de justice ». Il devra maintenant redoubler d'efforts dans sa tentative d'auto-inspection, voire de réparation, trop souvent entravée par les pesanteurs du système helvétique. Ainsi, le président de la commission d'experts suisses et étrangers, créée par Berne, estime qu'il lui faudra au moins cinq ans de recherches pour faire la lumière sur le rôle de la Suisse pendant la deuxième guerre mondiale. D'ailleurs, ce n'est que début mai, plus de quatre mois après sa constitution, que cette commission a entamé ses travaux.

Un autre exemple des obstacles à surmonter a été la lapidation mise en place du Fonds spécial en faveur des victimes de la Shoah. L'idée de ce fonds avait été lancée au début de l'année par les trois principales banques suisses, inégalement des membres de boycottage brandies contre les filiales aux Etats-Unis. Afin de couper court aux critiques de ceux qui leur reprochent de traîner les pieds pour retrouver les avoirs en

déshérence de victimes de l'Alemagne hitlérienne, ces banques avaient décidé de « mettre immédiatement 100 millions de francs suisses (400 millions de francs) à la disposition des persécutés du nazisme ou de leurs héritiers dans le besoin ».

## LE VERDICT DES URNES

Les milieux économiques ont ensuite annoncé une contribution de 65 millions de francs suisses à ce fonds. De son côté, la BNS, mise en cause dans le blanchiment de l'or volé par les nazis, s'est engagée à verser 100 millions de francs suisses. La participation de l'institut d'émissions nécessitera encore une base légale et pourrait être contestée par référendum.

En accord avec les donateurs et des organisations juives, le gouvernement suisse a fixé, fin février, la structure de ce fonds qui doit être géré par une direction de sept membres, dont quatre suisses et trois personnes juives étrangères. A la mi-avril, le Conseil fédéral avait annoncé la nomination des quatre représentants suisses, confiant la présidence du fonds à Rolf Bloch, président des communautés israélites. Elle Wiesel a été confirmée à la direction du fonds, en hommage à « sa personnalité et à ses mérites exceptionnels ». L'écritain se voyait conférer le titre de « doyen » du fonds, « sans compétences particulières ». Mais après la

publication du rapport Elzenstat Elle Wiesel a refusé sa nomination, samedi 10 mai, estimant que son rôle n'était pas « de mesurer ou de quantifier les souffrances des autres ».

Beaucoup plus aléatoire est l'idée, émise le 5 mars, par le président de la Confédération, Arnold Koller, de la création d'une « Fondation suisse de solidarité » destinée à venir en aide à tous les déshérités en Suisse et à l'étranger. Une certaine confusion subsiste autour de ce projet qui consisterait à décaler 7 milliards de francs suisses (28 milliards de francs) de la réévaluation d'une partie des stocks d'or de la BNS et de mettre quelque 350 millions de francs suisses que rapporteraient les intérêts annuels de ce capital à la disposition de la Fondation.

Si cette idée, suggérée par l'Institut d'émission, avait pu séduire à l'origine, elle devra encore éviter plusieurs écueils avant de voir le jour. Le plus redoutable sera le verdict des urnes puisque la modification constitutionnelle, que la réalisation de ce projet implique, doit être soumise à référendum. Et, comme le remarque le *Nouvel Observateur* de Lausanne, la question est-elle encore de mise aujourd'hui quand il apparaît que « l'or de la Banque nationale suisse était en partie de l'or sale » ?

Jean-Claude Bührer

## La communauté juive de Pologne récupère certains de ses biens

**CRACOVIE**  
de notre envoyée spéciale  
« Cracovie comptait 65 000 juifs avant la guerre. La communauté avait des racines très anciennes re-

### REPORTAGE

La loi sur la restitution, adoptée fin mars, suscite des controverses

montant au XIV<sup>e</sup> siècle. La ville a eu son ghetto juif, Kazimierz. Au moment de la Shoah, les juifs de Cracovie ont été rassemblés dans un camp sur la rive droite de la Vistule, avant d'être emmenés à Auschwitz. Les nazis se sont occupés de la propriété des juifs, ils l'ont vendue, et après la guerre, elle a été saisie. »  
Lorsqu'on lui demande ce que sa municipalité fait des biens juifs confisqués pendant la guerre, Krzysztof Górcich, le vice-maire de Cracovie, commence par un constat d'historique. Puis, après un silence, il bécote dans le présent : « A Cracovie, les principales synagogues ont déjà toutes été restituées à la communauté, qui compte aujourd'hui moins de deux cents personnes. Cela a été fait pour des raisons de justice historique. » Cracovie n'a pas attendu l'adoption d'une loi par le Parlement polonais pour rendre les biens immobiliers de la communauté juive.

La loi a été votée le 20 mars 1997 par le Sénat, un mois après la Diète (Chambre basse). Elle ne règle pas la question de la restitution des biens privés des juifs (qui doit faire l'objet d'une loi sur les « reprivatisations », toujours attendue), mais permet à la communauté religieuse juive de redevenir propriétaire des synagogues, maisons de prière, écoles et cimetières dont elle disposait avant le 1<sup>er</sup> septembre 1939, date de l'invasion nazie.

Cette loi ne s'applique en fait qu'à un petit pourcentage des biens juifs, qui comprennent aussi des hôpitaux, des orphelinats, des stades, précise Konstanty Gebert, le rédacteur en chef de *Młodzi*, un nouveau mensuel qui s'adresse aux 5 000 juifs vivant aujourd'hui en Pologne - ils étaient 3,5 millions avant-guerre. La loi exclut tout ce qui a été acheté à l'Etat par des particuliers de bonne foi, poursuit-il. Certaines municipalités s'empressent de vendre les biens plutôt que de les restituer. Une commission doit trancher dans les cas litigieux, mais la question la plus délicate est l'évaluation même du nombre de biens concernés : 2 200 propriétés, selon les autorités polonaises, des dizaines de milliers, selon le Congrès juif mondial.

Kazimierz est « le dernier ghetto d'Europe centrale », dit-on à Cracovie. Les bâtiments juifs, les synagogues décrépies, et les six synagogues, dont une seule fonctionne encore,

sont visités par de nombreux touristes. C'est ici que Steven Spielberg a filmé des scènes de *La Liste de Schindler*. Pour les Polonais, l'endroit est mal famé. Le quartier, réputé « plein de criminelles le soir », a cependant accueilli une jeunesse polonaise bohème attirée par les loyers à bon marché et « une certaine curiosité » pour le site. A Kazimierz, avant-guerre, 200 des 270 immeubles appartenaient à des juifs.

### RELEVÉS D'ANTI-SEMITISME

« Les habitants polonais ont peur que les anciens propriétaires reviennent et réclament leurs immeubles », affirme Robert Gadek, un responsable du Centre culturel juif de Kazimierz, situé dans une ancienne maison de prière rénovée grâce à des aides de la Diaspora. « Cette peur du retour des juifs est une psychose, elle ne correspond à aucune réalité. D'ailleurs, la loi interdit à tout nouveau propriétaire d'expulser les occupants des immeubles avant le 2004. »

Signes de cette « psychose du retour », à Broditsa (Nur), des commerçants se sont organisés en comité de défense, de peur de perdre leurs magasins situés là où s'élevait l'ancienne synagogue, détruite pendant la guerre. A Wietrka (Sud), les occupants d'une ancienne synagogue transformée en appartements ont fait savoir qu'ils refuseraient d'être délogés. A Lodz, des jeunes ont fait irruption mil-

lars dans la synagogue, pendant la prière, poussant la petite communauté juive à réclamer une protection policière. Dans la nuit du 5 au 6 mars, un incendie a été jetté par des inconnus dans un vestibule de la synagogue de Varsovie, qui a subi d'importants dégâts. Avec l'adoption de la nouvelle loi, le climat s'est envenimé, constate Konstanty Gebert. Il évoque les récents antisémitismes véhiculés par une radio catholique, Radio Maryja (deux millions de fidèles auditeurs), et la montée d'un courant populiste de droite dans l'opinion publique à l'approche des élections de septembre. « Mais en même temps, ajoute-t-il, des petits pas sont accomplis, par exemple, les autorités nous ont récemment permis de récupérer l'ancien siège du rabbinat à Lodz. »

Le ministre polonais des affaires étrangères, Dariusz Rosati, a récemment parlé de « relations très émotionnelles, entre la Pologne et les survivants et descendants » de victimes de la Shoah, et de la « recherche de solutions aux questions soulevées dans le cadre du dialogue spécial avec la communauté juive ». L'application de la loi sur les restitutions a-t-elle valeur de test pour la jeune démocratie polonaise ? A cela Konstanty Gebert répond : « Ce n'est pas une question de test, c'est une question de temps. »

Natalie Nougayrède

## Les attentats de la mystérieuse « Armée de libération de Biélorussie »

**MOSCOU**  
de notre correspondant  
Tout commence par un accident très ordinaire dans l'ex-URSS. Un gazoduc de vingt ans d'âge et de plus de un mètre de diamètre explose, mercredi 30 avril, à une soixantaine de kilomètres au sud de Minsk, la capitale de la petite Biélorussie. Près de 80 mètres de tuyaux volent en éclats. Une centaine d'hectares de forêt sont réduits en cendres. Jusqu'à tout est banal. Ce genre d'accident, plus ou moins grave, plus ou moins spectaculaire, se produit régulièrement sur le territoire des anciennes Républiques soviétiques, à cause de la vétusté et du manque d'entretien des réseaux. Coup de théâtre deux jours plus tard. Une organisation clandestine et jusqu'alors inconnue, l'Armée de libération de Biélorussie, revendique auprès de la presse locale l'explosion du gazoduc. Ainsi que deux autres incidents passés inaperçus : une explosion, le 28 avril, d'un compresseur à gaz dans la région de Minsk et des tirs en l'air à l'arme automatique, le 1<sup>er</sup> avril, près de l'ambassade de Russie de la capitale biélorusse. « Ces actions sont des mises en garde aux intégrateurs de

Moscou et à leurs servants biélorusses », affirme le communiqué. L'Armée de libération justifie les attaques contre les installations gazières par le fait que, « sous le déguisement de l'intégration, la Russie veut protéger les intérêts stratégiques de ses super-manopoles Gazprom et Lukoil », respectivement le monopole de production de gaz et la plus grande société pétrolière de Russie.

### MANIPULATION DU POUVOIR ?

Même si les conclusions provisoires de l'enquête sur l'explosion du 30 avril penchent pour une fuite sur le gazoduc moribond, la présidence biélorusse, ardente partisane de l'union entre son pays et la Russie, fait mine de prendre l'affaire au sérieux. « Le terrorisme sur le territoire de la République est inadmissible, qu'il s'agisse d'une bombe contre un gazoduc ou d'autre chose », déclare le 5 mai, à Minsk, le président biélorusse Alexandre Loukachenko. Le chef de l'Etat aux tendances dictatoriales juge par ailleurs que « l'Armée de libération de Biélorussie est trop petite pour être signifiante ». Pour faire bonne mesure, Valeri Tolkatchov, le porte-parole du président, es-

time que, « potentiellement, les forces de l'opposition menées par le mouvement d'extrême droite radical du Front populaire pourraient avoir formé des groupes terroristes pour déstabiliser la situation dans le pays ».

Déjà durement touchée par la répression, l'opposition « d'extrême droite », c'est-à-dire libérale et pro-occidentale, dénonce une manipulation du pouvoir. « L'émergence d'organisations subversives mythiques à la veille de la signature d'un traité d'union avec la Russie joue en faveur des autorités biélorusses », note un de ses dirigeants. Ex-officier du KGB devenu un des responsables de la sécurité du « gouvernement fantôme » de l'opposition, Valeri Kostjougine, si une armée de libération existait, « le KGB et le ministère de l'Intérieur rechercheraient activement les terroristes », ce qui n'est pas le cas. Utilisant un autre argument en forme de menace, ce chef d'une opposition biélorusse presque réduite à la clandestinité estime aussi qu'une « véritable armée de libération serait beaucoup plus efficace ».

Jean-Baptiste Naudet

## Espagne : nouvelles accusations dans l'affaire des GAL

**MADRID**. L'ancien chef de l'exécutif espagnol, Felipe Gonzalez, a accusé le vice-président de l'actuel gouvernement conservateur d'avoir promis des mesures de clémence à deux ex-policiers condamnés dans l'affaire des Groupes anti-terroristes de libération (GAL), s'ils impliquaient le leader socialiste dans la « guerre sale » contre les séparatistes basques de l'ETA. Francisco Alvarez Cascos a « conspiré et promisc des choses » alors qu'il était dans l'opposition, a affirmé M. Gonzalez dans des déclarations, jeudi 8 mai, à l'université de Guadalajara (Mexique).

L'ancien président du gouvernement répondait ainsi à des déclarations de M. Cascos qui avait, la veille, accusé implicitement le leader socialiste d'avoir été le « cerveau » des GAL. Felipe Gonzalez a été définitivement lavé de toute accusation dans cette affaire, en novembre 1996, par le Tribunal suprême. Mais plusieurs autres personnalités socialistes, dont le ministre de l'Intérieur de l'époque, José Barrionuevo, ont été inculpées et doivent prochainement être jugées. - (AFP)

## Rencontres à Londres et à Paris pour préparer la CIG

**TONY BLAIR**, le premier ministre travailliste britannique, a rencontré, vendredi 9 mai à Londres, le président en exercice de l'Union européenne, le néerlandais Wim Kok, venu préparer les deux sommets européens prévus en mai et juin aux Pays-Bas pour boucler la conférence sur la réforme des institutions européennes (CIG). Ces préparatifs ont également été examinés à Paris par le nouveau chancelier autrichien, le social-démocrate Viktor Klima, et le président Chirac. Malgré des désaccords sur les institutions, M. Klima s'est déclaré confiant. Les deux responsables ont souligné l'importance de tenir les délais prévus pour la monnaie unique. « Il y a assez de flexibilité dans le Traité pour que la décision à prendre soit une décision sage et non pas seulement un exercice mathématique », a indiqué le chancelier, qui a également confirmé que l'Autriche serait prête à intégrer, en octobre prochain, l'espace Schengen.

### EUROPE

■ **TURQUIE** : 148 rebelles kurdes et 12 membres des forces de sécurité ont été tués lors d'opérations menées depuis mercredi par l'armée turque dans le sud-est anatolien à la frontière avec l'Irak, a rapporté, vendredi 9 mai, l'agence Anatolie qui cite un communiqué de la super-préfecture de Diyarbakir qui coordonne la lutte contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon ces informations, un chef de rebelle, du nom de guerre « Dagan », commandant du PKK dans le haut plateau de Cudi qui constitue un passage stratégique entre l'Irak et la Turquie, figure parmi les morts. - (AFP)

■ **BELGIQUE** : l'enquête sur le dépeceur de Mons, qui terrorise cette ville du sud de la Belgique en disséminant des sacs poissables contenant des restes humains, repart à zéro, après la remise en liberté vendredi 9 mai, du seul suspect. La chambre des mises en accusation de Mons, qui statuait en appel, a en effet estimé qu'il n'y avait pas suffisamment de preuves contre Leopold Bogaert, un marginal de 32 ans, arrêté le 23 avril dernier. - (AFP)

■ **ALBANIE** : le gouvernement de réconciliation nationale a adopté, vendredi 9 mai, un projet de loi électorale. Ce texte a été approuvé quelques heures après le départ de Franz Vranitzky, l'envoyé spécial en Albanie de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), qui avait réussi à imposer un compromis sur les prochaines élections législatives aux dix partis politiques albanais. Le texte propose un système mixte, en partie majoritaire à deux tours, en partie proportionnel. Le scrutin devrait se tenir avant la fin du mois de juin. - (AFP)

■ **ROUMANIE** : le premier ministre belge, Jean-Luc Dehaene, s'est prononcé vendredi 9 mai à Bucarest pour l'inclusion de cinq pays, et non seulement trois, dans la « première vague » de l'élargissement de l'OTAN, et a estimé que la candidature de la Roumanie devrait « être prise en considération ». La Roumanie « remplit les conditions, qui sont malheureusement plus politiques que moins objectives que celles prises en compte pour l'adhésion à l'Union européenne », a ajouté M. Dehaene.

■ **SLOVAQUIE** : la campagne du premier référendum sur l'adhésion à l'OTAN organisée en Europe centrale s'ouvre, dimanche 11 mai, en Slovaquie. Cette consultation aura lieu les 23 et 24 mai. Le gouvernement du premier ministre, Vladimir Meciar, a officiellement posé la candidature de la Slovaquie à l'Alliance atlantique, mais les partis de la coalition nationaliste et communiste qui le soutiennent, dont une partie du Mouvement pour une Slovaquie démocratique (le parti de M. Meciar) y sont opposés. - (AFP)

■ **POLOGNE** : le vice-président du SPD allemand, Rudolf Scharping, et le chef du parti social-démocrate polonais, Jozef Oleczy, ont lancé un appel, jeudi 8 mai à Varsovie, pour la libération de Nikolai Statkevitch, un opposant biélorusse arrêté le 1<sup>er</sup> mai par la police du président de cette république, Alexandre Loukachenko. - (AFP)

■ **RUSSIE/BIELORUSSIE** : le président russe Boris Eltsine et son homologue biélorusse, Alexandre Loukachenko, devraient se rencontrer le 23 mai pour approuver les statuts de l'« Union » entre leurs deux pays, qu'ils ont créée le 2 avril dernier, a indiqué, vendredi 9 mai, le premier ministre russe Viktor Tchernomyrdine. - (AFP)

■ **RUSSE** : le président russe Boris Eltsine a présidé, vendredi 9 mai, à une parade militaire sur la place Rouge - bien plus modeste que les défilés de l'ère soviétique - à l'occasion du 52<sup>e</sup> anniversaire de la victoire sur l'armée nazie. Les troupes d'élites et des élèves-officiers ont défilé devant le mausolée de Lénine, au milieu des drapeaux rouges dont M. Eltsine a rétabli l'usage l'an dernier l'utilisation pour les fêtes du 9 mai. - (AFP)

■ **Un couple de chômeurs qui essayait de vendre leur nouveau-né pour 23 000 dollars a été arrêté, jeudi 8 mai à Moscou, selon l'agence Interfax. Les parents, originaires de Melitopol dans le sud-est de l'Ukraine, ont été placés en détention pour une durée minimale de trois jours, tandis que l'enfant a été remis à un orphelinat. Un policier a souligné que les ventes d'enfants étaient devenues relativement fréquentes à Moscou. - (AFP)**

### AMERIQUES

■ **ETATS-UNIS** : le président américain Bill Clinton effectuera une brève visite à Londres, fin mai, à l'occasion de sa prochaine tournée européenne pour y rencontrer le nouveau premier ministre britannique, Tony Blair, a annoncé vendredi 9 mai la Maison Blanche. Il s'agira de la première rencontre entre les deux hommes depuis l'élection du leader du Parti travailliste comme chef du gouvernement britannique le 1<sup>er</sup> mai. - (AFP)

### AFRIQUE

■ **BURKINA-FASO** : les électeurs burkinabè sont appelés aux urnes, dimanche 11 mai, pour désigner leurs députés à l'issue d'une campagne quelque peu terne et dominée par le Congrès pour la démocratie et le progrès (CDP, majoritaire). Dans les 45 provinces du pays, 569 candidats de 13 partis - sur les 46 enregistrés - vont briger les suffrages de près de cinq millions d'électeurs répartis dans 6 517 bureaux de vote. Il s'agit des deuxième élections législatives organisées depuis le début du processus démocratique au Burkina Faso en 1991. - (AEP)

هكذا من الزميل



**CAMPAGNE** La droite vient de passer plusieurs jours à consacrer l'essentiel de son temps à critiquer le programme des socialistes. Cela lui a permis de ne pas préciser en quoi son

action, si elle remportait les élections législatives, serait différente de la politique qu'elle conduirait depuis son retour aux affaires. **DE NOMBREUSES INTERROGATIONS** subsistent sur les in-

tentions du PS qui pensait disposer de plus de temps pour préciser le projet adopté fin 1996. Ainsi, pas plus que la droite, il n'indique comment il finance-rait le déficit de la Sécurité sociale et

l'augmentation des retraites qu'il promet. **LA POLITIQUE SALARIALE** et fiscale annoncée par les uns et par les autres est tout aussi ambiguë. La gauche n'indique pas comment, pra-

tiquement, elle peut convaincre les chefs d'entreprise d'augmenter les salaires. La droite ne dit pas si elle mettra fin à la rigueur salariale qu'elle impose aux agents de l'Etat.

## A quinze jours du premier tour, le flou persiste sur les programmes

Sur l'emploi, la baisse des charges, la réduction du temps de travail, l'augmentation de la CSG, les socialistes ne répondent pas aux questions soulevées par leurs propositions. La droite n'indique pas ce qui changerait par rapport à la politique conduite depuis 1995

QUI CROIRE ? Au terme d'une semaine au cours de laquelle Alain Juppé et Lionel Jospin se sont renvoyé la responsabilité de la dégradation des finances publiques et de l'emploi - le premier sur l'air de l'héritage de la période socialiste, le second sur le thème du bilan de la période 1993-1997 -, les électeurs s'interrogent plus que jamais sur la crédibilité des propositions des uns et des autres. Les engagements en matière d'emploi et de lutte contre le chômage illustrent à merveille les difficultés des prétendants au pouvoir à dépasser le stade de généralités.

La droite fait campagne sur un bilan qu'elle juge positif, alors que le nombre de demandeurs d'emploi a progressé de 2,2 % depuis un an, et de 4,1 % si l'on retient l'ancien mode de calcul du chômage. Pris de court par la dissolution de l'Assemblée nationale, le PS n'a pas eu le temps de peaufiner son projet, ce qui explique les prises de position dissonantes, en particulier sur l'emploi, de Michel Rocard.

Les créations d'emplois. M. Juppé est-il vacciné contre les promesses chiffrées ? La droite n'en a fait aucune, se rappelant que le premier ministre avait promis 700 000 créations d'emplois entre juillet 1995 et décembre 1996 et que le secteur marchand, en a perdu

12 000 au cours de cette période. Sept cent mille « vrais emplois » d'une durée de cinq ans pour les jeunes (350 000 dans le public, autant dans le privé), c'est l'objectif que s'est fixé le PS. Ce chiffre, identique à celui du programme du PCF, et un peu supérieur au nombre des moins de vingt-cinq ans inscrits à l'ANPE (585 000). Son coût : 50 milliards de francs. Comment seront-ils financés ?

Par « redéploiement » de certaines aides à l'emploi, a répondu M. Jospin. Près de 2,5 millions de personnes bénéficient d'une telle aide, et le gouvernement avait déjà en du mal à les réduire de 15 milliards de francs dans le budget 1997. Où couper ? L'élagage pourrait porter sur le contrat initiative-emploi (CIE), mesure-phare du programme de Jacques Chirac. Le PS n'a cessé d'en dénoncer le coût exorbitant, puisque le CIE subventionne des emplois qui auraient été pour la plupart créés sans lui. Il sera néanmoins délicat de supprimer ce dispositif : modifié en août 1996, il bénéficie désormais à des chômeurs de très longue durée qui, sans le CIE, en seraient réduits à l'allocation de fin de droits ou au RMI.

Faut-il aussi réduire les contrats emploi-solidarité (un demi-smic), très utilisés dans le secteur public ? Le gouvernement a déjà engagé le



processus, comme il a taillé dans les stages d'insertion pour chômeurs et amorcé la décade des préretraites. D'autres questions restent sans réponse. Pourquoi privilégier les moins de vingt-cinq ans, créant un effet de seuil dont on sait qu'il a toujours des conséquences désastreuses pour les catégories vol-

ont bien sept cent mille emplois nets qui auront été créés, alors que plus de 1,5 million d'embauches (sur environ 4 millions) concernent, chaque année, les jeunes ? Si l'on y ajoute le fait que des entreprises se transforment en chasseurs de primes, comment éviter qu'elles n'embauchent des « jeunes avec volime » au détriment des autres ?

La baisse des charges. Le débat gauche-droite est moins vif, et le PS ne dénonce plus les « cadeaux » faits aux entreprises. A tel point qu'il ne devrait pas revenir sur la ristourne dégressive jusqu'à 1,33 fois le smic. Cette baisse du coût du travail est l'arme choisie par la majorité depuis 1993, privilégiant ainsi le traitement économique du chômage sur une approche sociale. La démarche part d'un constat peu discutable : ce sont les travailleurs non qualifiés qui sont les premières victimes du chômage. Elle est aussi plus exigeante, car cette politique ne porte ses fruits qu'à moyen terme. La plate-forme RPR-UDF propose d'« accentuer » cette baisse.

La majorité n'en est pas moins partagée sur les modalités. Ainsi, l'UDF préconise une franchise de cotisations sociales sur les 1 500 premiers francs de salaire, quel que soit son niveau, alors que Jacques Barrot veut la réserver aux bas salaires. C'est dans cet esprit que le ministre du travail a commencé à négocier avec la Commission européenne l'élargissement du « plan textile » (réduction de charges de 1 900 francs sur un smic) à d'autres secteurs à main-d'œuvre peu qualifiée, sachant néanmoins qu'il faudra revoir cette réduction à la baisse si elle est éten-

due à des centaines de milliers de salariés. Ces réductions coûtent cher à l'Etat : 48 milliards cette année.

La réduction du temps de travail. Le projet socialiste a le mérite de la simplicité : une loi-cadre sur les 35 heures sans baisse de salaires, qui, en plus, réduirait horaires abusifs et heures supplémentaires ; elle impliquerait une négociation patronat-syndicats. Ce projet est-il pour autant réaliste ? Les chefs d'entreprise sont hostiles à une mesure générale et risquent de s'y opposer, même si le PS leur donne du temps pour négocier la réorganisation de l'entreprise qu'une telle mesure implique. S'agit-il de 35 heures hebdomadaires, ou d'une moyenne sur l'année ? La recherche de plus de flexibilité impose que l'on tienne compte des formules existantes d'annualisation du temps de travail. La droite est si divisée sur ce dossier que son projet n'y fait pas allusion, même si elle est unanime pour rejeter une mesure générale. Le débat se cristallise autour de la loi Rohlen (baisse du temps de travail et embauches contre baisse des charges), qui vient de faire l'objet d'un double audit conduisant à ses effets positifs.

Jean-Michel Bezat

## L'avenir de la Sécurité sociale embarrasse la droite et la gauche

EMBARRAS, incertitudes, l'impératif de la Sécurité sociale (1 700 milliards de francs de dépenses en 1997), les programmes de la droite et des socialistes restent éphémères, de même qu'ils font l'impasse sur la manière de solder le déficit cumulé de 1996 et de 1997, qui dépassera soixante-dix milliards de francs, l'équivalent de 1,4 point de CSG élargie. Toute mesure se répercutant immédiatement sur l'équilibre financier du système, il est devenu difficile de prendre des engagements généraux, même si, en matière de retraite, le PS a fait quelques promesses.

Sur le financement de la « Sécurité », les programmes s'inspirent d'une même logique : remplacer une partie des cotisations salariales assises sur les revenus du travail par la CSG, prélevée sur tous les revenus, donc aussi sur ceux de l'épargne et sur les retraites. La majorité, comme le PS, espère ainsi libérer du pouvoir d'achat. Mais les socialistes ont du mal à expliquer comment, en élargissant encore l'assiette de la CSG, afin qu'elle ne soit plus prélevée sur 4 400 milliards mais sur 5 000 milliards de francs et en portant son taux à 7,9 % (contre 3,4 %), ils parviendraient à exonérer les retraités et les chômeurs non imposables.

Le PS s'est engagé à ce que « l'immense majorité des retraités » profite de ce transfert. Mais cette opération, rendue encore plus complexe par la création d'une franchise de 2 000 francs sur laquelle la CSG ne serait pas prélevée et par le plafonnement de la déductibilité de la CSG, n'a pas été clairement explicitée. On attend toujours le mode d'emploi de cette immense usine à gaz ! Plus prudent, Alain Juppé s'est engagé à poursuivre un transfert plus limité de la cotisation maladie sur la CSG, engagé en janvier, et sans en fixer le calendrier.

Majorité et PS sont, en revanche, plus proches sur la création d'une « assurance-maladie universelle » couvrant tous les résidents, voire sur la maîtrise des dépenses de santé. M. Jospin a beau assurer qu'il refuse une « maîtrise comptable », il est conscient de la nécessité de mettre les médecins devant leurs responsabilités. Dans un entretien à l'impact médecin

Hebdo (daté 2 mai), il se garde bien de dire qu'il reviendra sur le mécanisme de réversibilité d'honoraires en cas de dérapage des dépenses médicales, prévu par le plan Juppé. Il se contente de parler, de manière vague, de « mettre en place une autodiscipline du corps médical ».

Les points de divergence et les zones d'ombre sont aussi importants sur les retraites. Quand la majorité affirme sa volonté de « poursuivre la consolidation de notre système de retraite », sans plus de précision, comment ne pas penser à la refonte des régimes spéciaux (fonctionnaires, SNCF, etc.) qui compliquent les deux régimes importants engagés depuis 1993 : le réajustement du régime des salariés, qui n'est, peu ou prou, que l'application des remèdes prescrits par Michel Rocard dans son Livre blanc des retraites, en 1991 ; la création de l'épargne-retraite (fonds de pension) par la loi Thomas votée en février, dont les milieux financiers attendent toujours les textes d'application.

**DIVISIONS AU SEIN DU PS** Que dit le PS ? « Nous consolidons le système de retraite par répartition », prévoit son programme. Mais peut-on le faire si, dans le même temps, on « organise l'évolution des pensions sur celle des salaires nets » (et non plus sur celle des prix), qui devrait entraîner de nouvelles charges pour des caisses encore déficitaires ? Là encore, le projet du PS gagnerait à être précisé, comme il devrait l'être sur les fonds de pension, qui divisent les experts socialistes. Il est certes prévu d'« abroger » la récente loi sur l'épargne-retraite, mais le premier secrétaire du PS a laissé la porte ouverte, affirmant que « si nous devons faire une place à des systèmes complémentaires, ce sera de façon beaucoup plus progressive et sans menacer les systèmes existants ». Un peu plus précis, Pierre Moscovici, secrétaire national du PS aux études, indique, dans un entretien au Point (daté 10 mai), que le PS n'est « pas opposé à une forme d'épargne salariale (...) telle qu'elle existe déjà en France avec les fonds de participation ou les fonds d'intéressement » pour les salariés du secteur privé.

J.-M. B.

## Les incertitudes des politiques salariales et fiscales

IL EN VA de la politique des revenus comme de l'emploi : la polémique n'a guère permis d'éclaircir les zones d'ombre des projets en compétition. Dénonçant jour après jour la plate-forme socialiste, les dirigeants du RPR et de l'UDF n'ont pas apporté la moindre précision sur la politique salariale et fiscale qu'ils pourraient conduire, en cas de victoire. Ironisant sur la vacuité du projet de la majorité, les dirigeants du PS en ont, de leur côté, tiré profit pour ne pas s'expliquer sur les interrogations que soulèvent leurs propositions.

La politique salariale est un bon révélateur. Les socialistes l'ont en effet placée au cœur de leur proposition, en se prononçant pour une relance, grâce à une « conférence nationale » annuelle. « Notre première priorité est de libérer du pouvoir d'achat pour ceux qui en ont le plus besoin », affirme leur plate-forme. Le rôle de cette conférence, pourtant, est encore imprécis. Aura-t-elle seulement pour objet de favoriser le dialogue entre les partenaires sociaux et de faire le point sur les évolutions prévisibles, mais sans déboucher sur des normes contraignantes ? C'est la piste évoquée par Jacques Delors, mais sans que l'on sache s'il s'agit de la doctrine officielle des socialistes. Un gouvernement de gauche déciderait-il, par ailleurs, de donner l'exemple d'une politique salariale plus expansive, au travers des instruments de l'Etat, comme le salaire minimum ou les rémunérations du sec-

teur public ? Pour l'heure, aucun responsable socialiste n'a apporté de précision.

Le projet commun du RPR et de l'UDF fait, lui, totalement l'impasse sur le sujet. Faut-il en conclure que la politique salariale serait dans le prolongement de l'économique ? En l'absence de toute déclaration publique, on en est réduit à le supposer. Dans cette hypothèse, le cap serait celui de la rigueur. Pour les fonctionnaires, le gouvernement a d'ailleurs annoncé dès février que les hausses, en niveau, seraient limitées au total à 2,8 %, réparties en 1997 et 1998.

### ALLÈGEMENT DE LA TVA

Après la hausse de 4 % le 1<sup>er</sup> juillet 1995, au lendemain de la présidentielle, le gouvernement a, par ailleurs, renoncé, en 1996, à donner un « coup de pouce » au SMIC : pronant une politique d'économies, il s'en est tenu à la stricte obligation légale, soit une majoration de seulement 0,34 %. Défendant un « nouvel élan » mais dans la continuité de la politique actuelle, la majorité laisse donc à penser que cette orientation serait maintenue cette année.

Pour la fiscalité, les projets présentent les mêmes caractéristiques. D'un côté, il y a le PS, qui peut se targuer d'avoir versé au débat des propositions précises. On sait ainsi que la TVA serait allégée « sur les produits de première nécessité », que « le barème de l'impôt de solidarité sur la fortune » (ISF) serait relevé ou encore

que le taux de prélèvement libératoire sur l'épargne devrait être poussé jusqu'àux environs de 25 %, du fait d'une montée en puissance de la CSG. Mais le plan quinquennal de baisse de l'impôt sur le revenu, prévu par l'actuel gouvernement, serait-il maintenu ? L'alourdissement de la fiscalité serait-elle élargie à d'autres domaines, comme l'assurance-vie ? La réforme de l'ISF toucherait-elle aussi l'assiette de l'impôt, pour que l'outil de travail soit assujéti ? A droite, où l'on est embarrassé par ce dossier, il ne s'est trouvé personne pour soulever cette dernière question.

Le programme du RPR et de l'UDF est, lui, éphémère. En dehors d'une réforme de la taxe professionnelle, assez consensuelle, il n'est question que de « poursuivre la baisse de l'impôt sur le revenu » et d'« accentuer la réduction des charges sociales pour les bas salaires ». « Poursuivre... » Ce mot-là a visiblement été choisi à dessein. Alors qu'en début d'année, de nombreuses voix s'élevaient encore dans la majorité pour que les baisses d'impôt soient accélérées, le sujet est maintenant tabou, au nom de la priorité à donner à la baisse du déficit et à la réduction des dépenses. Alors, que faut-il entendre par « poursuivre » ? Est-ce seulement le statu quo ? Jouant de l'ambiguïté de la formule, la majorité n'a pas précisé son projet.

Laurent Mauduit

## Devinez-le dans mes silences !

**LA BATAILLE** tactique déclenchée par Jacques Chirac, le 21 avril, en dissolvant l'Assemblée nationale, a pour caractéristique d'occulter presque totalement les pro-

### ANALYSE

Les projets des partis en lice se trouvent entre les lignes de leur plate-forme

grammes entre lesquels les électeurs sont invités à choisir. Celui de la droite, qu'on aurait pu croire facile à écrire, en mettant bout à bout toutes les réformes auxquelles elle renonce depuis trois ans - la réduction du nombre des fonctionnaires, la baisse accélérée des impôts, la flexibilité dans le droit du travail, voire la suppression du SMIC -, se présente comme un compromis couleur de muraille.

Si la majorité sortante est reconduite, nous assure-t-elle, elle continuera comme avant : sur le calendrier de baisse de l'impôt sur le revenu voté à l'automne de 1996

par le Parlement ; sur le rythme de baisse du nombre des fonctionnaires retenu à la même époque ; sur le financement de la Sécurité sociale par un modeste transfert des cotisations sociales vers la CSG ; sur un léger aménagement des aides à l'emploi et sans toucher au code du travail. Autrement dit, la dissolution serait uniquement destinée à permettre au gouvernement d'avancer sur la même voie. L'idée d'un « tournant libéral », caressée par Alain Madelin avec les encouragements du secrétaire général adjoint de l'Elysée, Jean-Pierre Denis, n'aura vécu que quelques jours. Votez tranquilles, il ne se passera rien !

Faute de réformes à proposer et à défendre, la droite s'est employée à démolir le programme de la gauche. Ses critiques font souvent mouche. Comment les socialistes s'y prendraient-ils pour créer les sept cent mille emplois annoncés pour les jeunes ? Comment financeraient-ils leur budget sans privatiser, notamment, France Télécom ? Comment les entreprises pourraient-elles payer trente-cinq heures de travail heb-

domadaires au prix de trente-neuf ? Comment le gouvernement comblerait-il le déficit de la Sécurité sociale ? Par quoi remplacerait-il les « lois Pasqua-Debré » sur l'immigration ? Et, surtout, que fera la gauche si les « conditions » qu'elle met au passage à l'euro sont rejetées par les partenaires européens de la France, à commencer par l'Allemagne ? A ces questions s'en ajoutent d'autres, que la droite ne peut pas poser, sur la timidité du PS en matière de fiscalité du capital, par exemple.

### ADRESSE MANOEUVRIERE

Ainsi interpellé, Lionel Jospin a choisi de réagir tactiquement, lui aussi, en tirant avantage de l'attention que la droite concentrait sur lui. Il a accusé Alain Juppé de ne pas pouvoir mener campagne sur son propre programme, voire de feindre d'emprunter certaines préoccupations à celui du PS et de s'en remettre ensuite à M. Chirac, dont l'intervention était elle aussi consacrée essentiellement à critiquer les propositions socialistes. Ce faisant, le premier secrétaire socialiste a joué habilement, mais

cette adresse manoeuvrière pourrait se retourner contre lui ; se dispensant de préciser ce qu'il ferait s'il devenait, au lendemain du 1<sup>er</sup> juin, chef d'un gouvernement de gauche comprenant, éventuellement, des ministres communistes, n'avoue-t-il pas que son programme n'est guère plus explicite ni défendable que celui de la majorité sortante ?

Ce jeu de cache-cache, qui n'est pas de nature à éveiller chez les électeurs un intérêt intense pour la consultation et qui incite les candidats à mener des campagnes avant tout locales, inaugure un nouveau genre : le sous-entendu programmatique. Chacun est invité à comprendre, sans que cela soit dit, qu'une droite confortée pour cinq ans attaquerait sans doute la « modernisation » du pays par le versant libéral, tandis qu'une gauche victorieuse recourrait peut-être à des ponctions plus importantes sur les patrimoines et les hauts revenus. « Ne me demandez pas mon programme, devinez-le dans mes silences ! »

Patrick Jarreau



## Laurent Fabius et les conditions pour l'euro : « Lionel Jospin le disait fort bien... »

L'ancien premier ministre rappelle que cette élection « n'est pas le troisième tour de 1995 »

Laurent Fabius participe pleinement à la campagne des socialistes : il a ainsi tenu un meeting à Villeneuve-d'Ascq, vendredi 9 mai. Pour au-

tant, il n'oublie pas sa circonscription de Seine-Maritime, où il fait face à treize candidats. Au niveau national, s'il se félicite de la façon dont Li-

onel Jospin mène la bataille, il s'inquiète d'un risque de présidentialisation de ces élections législatives et estime la victoire possible.

**LILLE**  
de notre envoyé spécial  
« Dans les meetings, on arrive comme une volée et on repart comme une volée. On ne sent pas bien les choses. » Dans le TGV qui le conduit à Lille, vendredi 9 mai, Laurent Fabius est pourtant en plein dans la campagne. Plongé dans un étonnant cahier de textes d'écolier, aux couleurs différentes, rempli d'annotations classées, il sélectionne sur une fiche les thèmes qu'il va aborder deux heures plus tard. Tout en assurant que Lionel Jospin ne pouvait pas faire autrement que de répondre, il ne cache pas une petite réserve face à l'échange de tribunes entre le chef de l'Etat et le premier secrétaire du Parti socialiste : « Il faut faire attention à ne pas trop présidentialiser l'élection, qui n'est pas le troisième tour de l'élection de 1995 ».

Pourtant, depuis la dissolution, Laurent Fabius joue le jeu. Chaque mercredi, il participe au bureau national et fait part, à l'occasion, de ses observations à Lionel Jospin. Pour lui, le premier secrétaire n'a pas fait de faute jusqu'à présent, et il a eu raison de mettre l'accent sur le bilan de la droite ou sur le fil de son projet. Mais c'est sur les deux dernières semaines

qu'il ne faut pas faire de faux pas. Pour l'ancien premier ministre, il faut prendre garde à ne pas trop personnaliser les attaques contre Alain Juppé mais montrer que, quel que soit le chef du gouvernement en cas de victoire de la droite, il s'agira de la même politique économique inévitablement aggravée.

### INÉVITABLE BALLOTAGE

Le député sortant de Seine-Maritime pense que le PS devra mettre l'accent dans les deux prochaines semaines sur « l'équilibre des pouvoirs » et ce qu'il appelle « l'humorisme actif ». « M. Chirac nous demande de lui donner un chèque en blanc jusqu'à l'an 2002. Si la droite l'emporte, elle aura tous les pouvoirs », affirme-t-il, en ajoutant qu'elle pourra alors se livrer à ses « projets de démolition » de la protection sociale. Quant à l'« humorisme actif », c'est ce qui distingue, selon lui, la droite de la gauche sur la conduite des nécessaires mutations. Dans le premier cas, celles-ci « se feront à la hache ». Dans le second, elles seront « anticipées et accompagnées de façon humaine ».

Laurent Fabius partage sa campagne entre sa circonscription, la quatrième de Seine-Maritime, et

sa contribution à la bataille nationale, à travers des émissions télévisées et une dizaine de meetings partout en France. Le maire du Grand-Quevilly s'est déjà rendu à Arles, à Bordeaux, dans les Landes. Il sera le 11 mai dans le Pas-de-Calais puis ira notamment dans l'Eure, les Vosges et la Nièvre. Mais il veille à ne pas négliger son combat personnel, sachant que, face à treize candidats, devant une trentaine de personnes, Laurent Fabius va participer à la Fête de l'Europe de Villeneuve-d'Ascq, organisée par le maire, son ami Gérard Caudron, député européen et président de Croyen d'Europe. Les quinze pays de l'Union européenne y offrent leurs spécialités gastronomiques que les 1 500 participants sont invités à payer en euros.

Le 7 mai, il est venu soutenir deux de ses amis, Alain Cacheux, à Lille dans la troisième, et le sortant Bernard Derosier, dans la deuxième. Après une courte halte, dans le quartier de la gare de Lille, devant une trentaine de personnes, Laurent Fabius va participer à la Fête de l'Europe de Villeneuve-d'Ascq, organisée par le maire, son ami Gérard Caudron, député européen et président de Croyen d'Europe. Les quinze pays de l'Union européenne y offrent leurs spécialités gastronomiques que les 1 500 participants sont invités à payer en euros.

Juste avant un spectacle de danses folkloriques, l'ancien premier ministre se lance dans un vibrant plaidoyer européen, se faisant l'avocat de la monnaie unique « pour l'emploi et non pour l'austérité » et citant François Mitterrand : « La France est notre patrie, l'Europe notre avenir. » A proximité de l'usine Renault de Villeneuve-d'Ascq, il évoque la situation de l'Europe sociale, en salue l'appui que va apporter Tony Blair. Quand il évoque les conditions socialistes à l'euro, il n'oublie pas ses références : « Lionel Jospin le disait fort bien l'autre jour... ».

Laurent Fabius a juste le temps de déguster une palette avant de repartir. Perplexe sur les sondages, il pronostique pourtant plus de dix élus de gauche à Paris et peut-être huit en Gironde. Pour l'ancien premier ministre, la gauche doit obtenir 50,5 % des voix pour l'emporter : « En 1995, Lionel Jospin a obtenu 47,3 %. Trois points en deux ans, alors qu'il y a un tel rejet pour le pouvoir, c'est jouable. » Quel rôle jouera-t-il en cas de victoire ? « On verra. » Et en cas d'échec ? « On verra aussi mais il y aura moins de discussions. » Laurent Fabius repart. Au même moment, à Lille, Martine Aubry achève un meeting.

Michel Noblecourt

## Delphine Mayrargue, la benjamine socialiste

Candidate dans la 6<sup>e</sup> circonscription du Val-d'Oise, elle n'a que peu de chances face à Jean-Pierre Delalande, député RPR sortant

VINGT-NEUF PRINTEMPS éclairent le visage de Delphine Mayrargue. Vingt-neuf printemps et un hiver. C'était en décembre 1986. La plus jeune candidate so-

### PORTRAIT

Le « dédicé » des luttes lycéennes de 1986, l'expérience du syndicalisme étudiant

cialiste aux élections législatives, alors lycéenne, allait aux manifestations étudiantes, « parce que c'était sympa ». Elle y a découvert « comment un gouvernement pouvait mépriser la jeunesse », et en est repartie avec la ferme volonté de ne pas garder pour elle sa passion pour la politique.

Ce « dédicé » était-il vraiment nécessaire ? En classe de CM 2, invitée à rédiger une lettre, elle choisit d'écrire au président de la République pour l'entretenir des questions diplomatiques dont elle entend parler à la radio. Au printemps 1981, elle a treize ans, et suit « activement » la campagne électorale, en collant sur un cahier photos et programmes des candidats. Delphine Mayrargue choisira son camp quelques années plus

tard : quinze mois après le mouvement étudiant, elle prend sa carte au PS. François Mitterrand entame son second septennat, Michel Rocard est à Matignon. A la fin de 1988, au sortir d'hypokhâgne, elle entre à Tolbiac - « une fac assez politisée » - et s'inscrit aussitôt à l'UNEF-ID, dont elle deviendra vice-présidente. Des études en histoire lui laissent suffisamment de temps libre pour participer activement au club rocardien Forums.

« On cherchait à être le plus sérieux et le plus objectif possible, dit-elle aujourd'hui. Sur le fond, on avait raison. Mais nos messages étaient peut-être moins clairs qu'ils ne le sont aujourd'hui. » Issue de cette mouvance qu'elle qualifie de « plus proche des citoyens, plus ouverte sur les questions de société, moins oustière et plus réformatrice », elle est restée fidèle à son chef de file, tout en affirmant avoir pris quelques distances avec « des héritiers qui se contentent de gérer l'héritage ».

Son ancien ancrage dans un courant du PS tout comme son apprentissage des joutes politiques au fil des « psychodrames » émailant les congrès de l'UNEF-ID ont permis à la jeune militante, devenue chef de cabinet du maire de Fontenay-aux-Roses (Hauts-de-Seine), de tenir la route parmi les candidats potentiels. Le Val-d'Oise rocardien, où sont notamment implantés Manuel Valls, secrétaire national du PS à la communication, et le sénateur Alain Richard, lui a ouvert sa porte. Ou plutôt légèrement entrouvert. Car la 6<sup>e</sup> circonscription, où se représente un candidat RPR solidement implanté, Jean-Pierre Delalande, n'est pas franchement un cadeau.

« Il fallait une circonscription pour Strauss-Kahn, une pour Valls, une autre pour les Verts... » Delphine Mayrargue n'est pas vexée. Sans doute aurait-elle protesté si elle avait « dix ou quinze ans de plus ». Mais, pour cette fois, elle n'a « rien à perdre ». Reconnaisant volontiers qu'elle a besoin de « crédibiliser sa candidature », elle s'est donc lancée dans la campagne, autant prise de court que motivée par la dissolution de l'Assemblée nationale, manifestement ravie de « descendre sur le terrain ». « Ni algérie ni décade », Delphine Mayrargue veut simplement que « les choses changent ».

Rafaële Rivais

Jean-Baptiste de Montvalon

## Les clients de la Camif ont plutôt le cœur à gauche

**RONCHIN (Nord)**  
de notre envoyé spécial  
Instituteur et infirmière scolaire à la retraite, Michel et Annie veulent changer leur salon. Ils ont fait 200 kilomètres, ce



jour-là, pour voir les meubles que vend la Camif, dans son magasin de Ronchin, près de Lille. « A la Camif, on trouve du solide », explique Michel. Et en plus, le service après-vente est mieux assuré qu'ailleurs. D'habitude, il se fie au catalogue de cette Coopérative des adhérents de la mutuelle des instituteurs de France, créée en 1947, et spécialisée dans la vente par correspondance. Mais « pour du mobilier », il préfère « juger sur pièces ».

Le président de la Camif, Maurice Piques, a interdit au Monde l'accès de ses magasins, sous prétexte que les questions posées gêneraient les clients pendant leurs cours. C'est pourtant de bonne grâce que Michel confie, avant d'entrer dans le bâtiment, que, aux élections législatives, il

choisira le candidat du Parti socialiste : « Je vote à gauche depuis toujours, je ne vois pas changer mes habitudes à mon âge ! » En outre, Michel n'est pas d'accord avec « le gel des salaires des fonctionnaires et les suppressions de postes dans l'éducation nationale décidées par Juppé ». Il réprovoque à la fois ces mesures et « la façon autoritaire-dont elles ont été imposées ».

C'est aussi pour le PS que votera Jean-Luc, instituteur, militant associatif, syndiqué à la FEN et élu socialiste d'une petite commune du Nord : « Seule la gauche défend l'école laïque et l'égalité des chances. Chez nous, il n'y a pas d'élitisme, on occupe tous les enfants. François de souche et immigrés, riches et pauvres, ce qui n'est pas le cas de l'école privée. » Psychologue scolaire venu acheter un ionisateur d'air, Dominique estime lui aussi que « seule la gauche, philosophiquement, place la formation du futur adulte au cœur de ses préoccupations : un régime libéral occupe-t-il que des enfants ayant des difficultés bénéficient d'un soutien porteur et coûteux ? ».

Professeur de français dans un institut universitaire, syndiqué au SGEN-CFDT,

Laure n'est pas d'accord avec les suppressions d'emplois auxquelles le gouvernement d'Alain Juppé a procédé. Elle estime au contraire qu'il faudrait plus de conseillers éducatifs et plus de médecins scolaires pour prévenir la délinquance et la drogue. Militante socialiste, elle estime en outre que seule la réduction du temps de travail, promise par Lionel Jospin, pourra favoriser la lutte contre le chômage.

### PREMIER TOUR PROTESTATAIRE

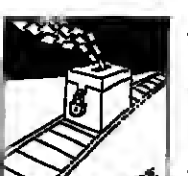
Beaucoup de clients de la Camif ont, manifestement, le cœur à gauche. Mais tous ne font pas pour autant confiance aux hommes politiques qui la représentent. Thierry, instituteur aux cheveux longs, votera « PS ou second tour, mais Lutte ouvrière ou premier tour, comme toujours », parce que « Arlette Laguiller est la seule qui ne mente pas ». Il sait bien que « son programme est irréaliste », mais « elle, ou moins, elle est honnête ». Didier, fils d'une dentellière de Calais et d'un mécanicien, votera « utile » au second tour, et communiste au premier, « parce que s'il n'y a pas une contestation forte, les socialistes vont

encore oublier leurs promesses lorsqu'ils seront au pouvoir ».

Certains ont été tellement déçus par la gauche qu'ils ont cessé de lui accorder leurs suffrages. « En 1981 et en 1983, j'ai voté Mitterrand. Mais en 1995, j'ai voté Chirac », raconte Pierre, en regardant le prix des toboggans roses exposés à l'extérieur du magasin. A la différence des principaux clients de la Camif, Pierre et son épouse ne font pas partie du milieu enseignant. Ils ont toujours travaillé dans une mairie socialiste du Nord, et ont été syndiqués à Force ouvrière. Ils jugent qu'« il était nécessaire de réduire les défits », et que « Juppé ne s'y prend pas si mal ». Professeurs de mathématiques à la retraite, Jacques et son épouse veulent « donner un overissement à Juppé et à Jospin, qui ne font rien pour lutter contre l'insécurité dans les établissements scolaires ». Ils s'abstiendront au second tour, mais ils voteront Front national au premier, bien qu'ils ne soient « pas d'accord avec les idées antisémites et révisionnistes de Le Pen ».

## La ronde des « Zorros » et des « zozos »

**IL EST TECHNICIEN** du bâtiment. Elle est hôtesse d'accueil. Jean-Louis Lapiere et Madame, prénommée Viviane, sont tous deux candidats aux législatives, l'un



RECIT  
« Guadeloupe, nature, environnement ». Que c'est beau, la politique en famille ! Ces deux candidats - totalement inconnus sous le soleil des Antilles - ne font pas mystère de leur adhésion au parti politique... « Metz pour tous », ville où ils habitent et où ils sont inscrits sur les listes électorales. Leurs suppléantes respectives, Dominique et Isabelle Masson sont la femme et la fille du député RPR de Moselle, Jean-Louis Masson, dont « Metz pour tous » est précisément l'association de financement destinée à recevoir l'aide publique réservée aux partis qui présentent au moins cinquante candidats.

Les époux Lapiere, qui ne se sont déplacés en Guadeloupe que pour déposer leur candidature, ne savent pas s'ils feront campagne. Là d'ailleurs n'est peut-être pas leur propos : employé de l'Office public d'aménagement et de construction (OPAC) de Moselle, dont M. Masson est président, M. Lapiere n'aime guère qu'on l'interroge sur sa soudaine voca-

tion à défendre l'écologie guadeloupéenne depuis Metz. Pas plus que M. Masson n'accepte de préciser le rôle joué par sa femme et sa fille dans cette étrange opération. Impossible de savoir s'il présente d'autres candidats sous la bannière de cette association qui sert à financer ses propres campagnes électorales. M. Masson, régulièrement élu depuis 1978, préfère garder pour lui ses petits secrets.

Ainsi se tricotent les bizarreries de cette campagne où derrière l'étiquette « divers », les électeurs sont conviés à examiner les candidatures les plus saugrenues. Qu'il s'agisse, de manière à peine voilée, de renflouer, les caisses, en utilisant toutes les ficelles qu'offrent les textes sur le financement des campagnes électorales, en rabattant, à la manière de Génération Ecologie, les plus improbables des candidats comme on ferait la recette pour un mauvais spectacle, ou encore d'exprimer, une fois n'est pas coutume, ce qu'on a sur le cœur.

N'appellez pas le seul Michel Corrier de Paris dont les coordonnées sont communiquées par Minitel : le pauvre homme est, dit-il, saturé d'appels destinés à son homonyme, candidat dans la première circonscription de la capitale, sous le délicieux slogan « La poésie est déclarée ! ». Hélas, le militant-poète, ou le poète-militant est introuvable ! Pas d'affiche sur les panneaux électoraux, pas de tracts, pas de haikus sur les murs du quartier : on cherche le poète,

désespérément... Dans la cinquième de l'Isère, Georges Dupont est le candidat de « l'écho du silence ». Jusqu'ici, il ne fait pas grand bruit. Dans la troisième du Gard, Philippe Gamard, libraire à Bagnols-sur-Cèze, veut, en toute simplicité, « inclure la notion de bonheur en politique ».

### LES CHÔMEURS EN NOMBRE

A Bordeaux, Alain Juppé aura fort à faire contre José Darroquy, animateur du café nocturne « Le grand Phylloxéra », qui succède à « Coulez le Colbert », liste présentée aux municipales. A Bordeaux toujours, le photographe Richard Zéboulon se défoule sur son site Internet où il poursuit de son ire le président de la commission des lois qu'il juge (pourquoi lui ?) responsable du désastreux noir et blanc des tracts du Premier ministre-candidat. Dans les Pyrénées-Orientales, Jony Pantobe, élu municipal d'Argelès-sur-Mer, veut un nouveau lycée à Argelès ou à Elne. Il n'est pas regardant : son slogan, c'est « dessine-moi un lycée », comme le nom de l'association qu'il a créée pour dénoncer le traitement infligé aux enfants de sa cité, contraints de se lever à 6 heures pour se rendre au lointain lycée de Cerdà. Dix mille personnes ont signé sa pétition.

Près de Grenoble, Charles Basset, patron de la boîte de nuit « Le Drac-Ouest » et qui eut des sympathies pour le SAC, « mettrait des bombes, s'il avait quarante ans ! ». Sexagénaire, il préfère se présen-

ter aux législatives, « contre l'odmisation et la police bidon ». A Valence, il ne faudra pas chercher la tête des candidats d'Initiative républicaine sur les affiches : il n'y en a pas. Les membres de ce parti sans visage, résolument ancrés à gauche, parlent du dialogue entre citoyens et élus, dont la campagne dans des « bistros républicains ». Dans la Drôme encore, Pierre Coup se veut « le défenseur de ceux qui ne peuvent se faire entendre ». Pupille de la nation, après la mort de son père en déportation, il se bat aussi pour la mémoire de son fils, mort sur un circuit de karting, accident dont les responsables n'auraient, selon lui, jamais été poursuivis.

La tribune, si minuscule soit-elle, sert donc aussi à exposer ses souffrances, son indignation, sa colère. Parole trop contenue, solitude que l'on peut enfin briser... Plusieurs chômeurs entrent dans cette ronde de ronde. A trente-neuf ans, Alain Voyer, homme au foyer, fait campagne avec son bébé de huit mois bien calé dans sa poussette. Malgré l'opposition de l'ANPE qui voulait en profiter pour le rayer de ses listes, cet ancien manager d'un groupe de rock, sans emploi depuis le dépôt de bilan de son magasin de disques, s'est engagé aux partis « qui n'ont plus d'idée », à « ces vieillards qui s'accrochent à leur fauteuil de l'Assemblée nationale » et n'ont rien à proposer contre le chômage. Chômeur, lui aussi, « mois de droite », il y a Lionel Lemaire à

Saint-Brieuc. Et à Rennes, le « RUT », entendez « Rassemblement utile pour tous », qui réunit artistes, chômeurs, RMIstes, ou patrons de bars. « Six candidats, sept candidots et un gay » qui veulent « faire rire contre une élite, agacer les politiques et donner la parole aux petites gens, comme nous ». Leur slogan : « Nitrate, ni autre chose, votez rutile. » Vous cherchez un « AMI », vous votez à Rouen : votez pour Louis Sorreda, chandronnier de cinquante-cinq ans, au chômage depuis deux mois. Son programme : « Action, Méthode, Innovation. » Il fait les marchés, avec un panneau dans le dos où est écrit : « Votez pour un inconnu. » Sous l'étiquette du Mouvement des citoyens indécidés, Albert Mévellec, à Brest, pourfend « l'économie monétariste », lui qui a fondé un SEL, système d'échange local qui permet à un réseau de familles de troquer des biens contre des services.

### POUR TOUTES LES GOÛTES

Que manque-t-il encore dans la besace des électeurs ? A l'intention des grincheux qui oseraient encore affirmer que cette campagne électorale n'intéresse que ceux qui n'ont pas mieux à faire, la pléthore de candidatures offre le plus changeant des défilés. SOS-Papa présente des candidats dans six circonscriptions de la capitale « pour le droit des enfants à leurs deux parents ». Pierre Larrourou, infatigable militant de « l'union pour la semaine de quatre jours », pré-

sente deux cents candidats. Des médecins, issus de la coordination nationale qui a tant ferrailé contre la réforme de la Sécurité sociale, se sentent « cocus et orphelins de la majorité », défient, par exemple, le secrétaire d'Etat à la Santé, Hervé Gaymard, en Savoie, ou Alain Juppé, à Bordeaux. « Brûler l'ENA », c'est le programme d'Alain-Serge Clary, chef de bureau au ministère des affaires étrangères et président de l'association Oscena (Organisation contre le système ENA) qui présente quatre candidats à Paris et dans la région parisienne.

Avec deux cent quatre candidats pour seize sièges, les Bouches-du-Rhône battent leur record de candidatures par circonscription. Milliards de la cause animale, les Nouveaux écologistes du Rassemblement nature et animaux présentent un candidat dans chacune des quarante circonscriptions de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Hormis leur soutien à un curé qui recueille les chiens abandonnés, on ne leur connaît pas d'activité hors périodes électorales. Nostalgiques de Bernard Tapie, qui espérait bien, au cours du procès des comptes de l'OM, décrocher son appui ; adeptes du vol yogique du Parti de la loi naturelle ; révoltés de la crise qui veut « décaler les produits de première nécessité » ; il y en a pour tous les goûts. Des snobes, des combinards, des illuminés : des Zorros et... des zozos.

Récit du service France

هكذا من لاجل



Delphine Mavrargue,  
la benjamine socialiste

## « Marie-Jo » et « Elisabeth » s'affrontent dans la bataille d'Avignon

L'extrême droite est l'arbitre du duel

**AVIGNON**  
de notre correspondant  
Il y a quinze candidats dans la première circonscription de Vaucluse (Avignon), mais elles sont deux pour le fauteuil à l'Assemblée nationale. Combat de femmes. La locale contre la parachutée, disent les uns. Marie-José Roig, la fidèle de Chirac, contre Elisabeth Guigou, l'épouse de Mitterrand, murmurent les autres. A droite, Marie-José Roig (RPR), maire d'Avignon depuis 1995, député sortant, 59 ans, ancien professeur de français, originaire de Perpignan. A gauche, Elisabeth Guigou (PS), député européen depuis 1994, conseillère régionale, 50 ans, ancien ministre, née au Maroc d'une famille originaire d'une commune des Bouches-du-Rhône proche d'Avignon. Deux personnalités qui n'ont pas été épargnées par le machisme politique.

Marie-José Roig doit son ascension à un coup de pouce de son ange gardien, Alain Dufaut, sénateur et vice-président du conseil général du Vaucluse. M<sup>me</sup> la députée sortante, jugée par les Avignonnais femme potiche de ce « coach » du RPR, a réussi à lui faire comprendre qu'elle serait maîtresse à part entière et non sa « petite télégraphiste ». M. Dufaut est son premier adjoint. Cabinets parallèles, relations assouplies. Marie-José Roig a vite appris les lois du monde politique. Aujourd'hui, « la petite » est la vraie patronne de la ville.

Parrainée en politique par François Mitterrand, qui la poussa vers les urnes, Elisabeth Guigou, pugnace, obtint l'investiture pour mener la liste des régionales en 1992 dans le Vaucluse. La fédération socialiste ne manqua pas de glisser des peaux de banane sous les hauts :

talons de la « belle blonde ». Les rancœurs sont tenaces. Pour ne pas avoir à la soutenir, Guy Ravier, ancien député et maire d'Avignon, vient tout juste de donner sa démission du Parti socialiste dont il était adhérent depuis trente ans. « Puisque je suis rejeté, affirme-t-il, je vais rester chez moi. » Pas tout à fait, car tout le monde le soupçonne d'aider un de ses anciens adjoints, candidat du Mouvement des citoyens.

Assurément, le face-à-face est meurtrier mais les deux candidates défendent l'honneur d'être « femme en politique ». Les mots de la campagne cingent, mais ils font mouche. Il arrive bien à Marie-José, parfois, de déraiser un peu. Le 6 mai, elle reçoit le soutien de Philippe Séguin et traite Elisabeth de « suffragette attardée ». Si Marie-José Roig est antimastrichienne, Elisabeth Guigou semble engeignée dans son européisme. Si Marie-José s'installe naturellement à la terrasse d'un bistrot pour boire un café, Elisabeth, accompagnée de son époux, a plutôt les yeux baissés pour éviter de voir quelques connaissances. Sauf en campagne électorale. Elisabeth porte une vision large sur la ville, Marie-José a du mal à dépasser les querelles de voisinage.

Bien sûr, ce combat sera arbitré. Et l'arbitre ne sera autre que Thibault de la Tocque, conseiller municipal Front national. Son engagement pour la cause croate dans l'ex-Yugoslavie ne fut un secret pour personne. Le coup de sang est une tradition familiale. Centralien de 38 ans, il a obtenu 22,3 % des voix au premier tour des municipales de 1995. Certains quartiers lui ont donné jusqu'à 35 %.

Monique Glasberg

## Jean Tiberi s'affiche comme député de Paris

DANS LA MAIRIE du 5<sup>e</sup> arrondissement de Paris, un tableau lumineux électronique délivre des messages destinés à l'information des habitants du quartier. Après avoir annoncé que « Jean Tiberi, député de Paris, vous souhaite la bienvenue », ce panneau d'affichage donne les heures d'une permanence juridique, puis précise que « Jean Tiberi repart pour les inscriptions en crèche et en halte-garderie, le mercredi de 17 à 19 heures ». Depuis la dissolution, le député de Paris n'a plus de permanence juridique, mais il n'a pas dit adieu à son rôle de député. Par ailleurs, l'avocat Pierre-François Divier, l'un des vingt-huit candidats qui se présentent contre M. Tiberi, a déposé, vendredi 9 mai, une requête « aux fins de constat d'urgence » auprès du président du tribunal administratif de Paris. Il demande la désignation d'un mandataire de justice pour « procéder à toutes les constatations utiles » afin d'établir ou d'infirmer les inscriptions et radiations indues sur les listes électorales de cette circonscription révélées par Le Canard enchaîné.

### DÉPÊCHES

■ **CUMUL.** Alain Juppé a affirmé, vendredi 9 mai, à Bordeaux, qu'après la mise en place de la loi, proposée par la majorité sortante, sur le cumul des mandats, selon laquelle on ne pourrait pas être à la fois ministre et maire d'une grande ville, il se consacrerait à ses « fonctions bordelaises ».

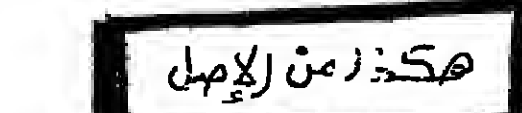
■ **FONCTIONS BORDELAISES.** Jean-Pierre Chevènement estime, dans Le Point daté du 10 mai, que la participation du Mouvement des citoyens (MDC) à un éventuel gouvernement de gauche dépendra du résultat de la discussion sur l'Europe. « Si les conditions mises par la réalisation de la monnaie unique ne sont pas réunies, nous proposerons un projet de relance à la fois national et européen sur la base d'une politique monétaire réaliste et flexible », déclare le député sortant du Tarn-et-Garonne de Belfort.

■ **RÉFÉRENDUM.** Robert Hue, secrétaire national du Parti communiste, a affirmé, vendredi 9 mai, que « le référendum [sur le passage à la monnaie unique] n'était pas un élément d'un programme éventuel de gouvernement », si la gauche l'emportait aux élections législatives. Il a réaffirmé, en outre, qu'il n'excluait aucun ministre socialiste des communistes entrant au gouvernement. « La gauche est pluraliste. Il n'y a aucune discrimination possible, ni aucun hégémonisme qui doit trahir, et donc je ne vois pas de compétence ministérielle qui pourrait ne pas, pour une raison quelconque, revenir au PCF », a-t-il déclaré.

■ **LOTTE OUVRIÈRE.** Arlette Laguiller a indiqué, vendredi 9 mai, à Limoges, que son parti ne donnerait aucune consigne de désistement entre les deux tours. « Je ne vois pas de différence entre les politiques proposées pour sortir du chômage et de la misère. (...) En votant PS, on ne vote pas contre la politique d'Alain Juppé », a ajouté la dirigeante de LO.

■ **IMMIGRATION.** Jean-Louis Debré s'est expliqué, vendredi 9 mai, au micro d'Europe 1, sur une déclaration qu'il avait faite sur les immigrés, en reconnaissant qu'elle avait été « maladroite ». Le 28 avril à Tours, il avait déclaré : « Est-ce que vous acceptez que des étrangers viennent chez vous, s'installent chez vous, et ouvrent votre frigidaire, se servent ? », en s'adressant à des militants. « Non, bien naturellement », avait-il ajouté. Le ministre de l'Intérieur a toutefois regretté « l'exploitation qu'en a faite ».

■ **RPR.** Gabriel Kasperet, député sortant de la 4<sup>e</sup> circonscription de Paris et candidat contre Pierre Leclerc, investi par la majorité, a été exclu du RPR. Il bénéficie cependant du soutien de Charles Pasqua.



LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES DU 25 MAI ET DU 1<sup>er</sup> JUIN LE MONDE / DIMANCHE 11- LUNDI 12 MAI 1997 / 7

## Le Front national sera présent dans toutes les circonscriptions métropolitaines

Tous les dirigeants du parti d'extrême droite sont candidats, à l'exception de Jean-Marie Le Pen

Le Front national présente des candidats dans toutes les circonscriptions à ces élections législatives anticipées. En 1993 il n'avait pas pu remplir

totallement l'objectif qu'il s'était donné, il lui manquait trois candidats : dans la troisième circonscription de l'Aveyron, la deuxième du Cal-

vados et la première circonscription de Corse-du-Sud. Le président du parti, Jean-Marie Le Pen, ne se présente pas.

■ **AIN :** 1<sup>re</sup> (Bourg-en-Bresse) Amick Vellard, 2<sup>e</sup> (Oyonnax) André Clavel, 3<sup>e</sup> (Frenay-Voltaire) Olivier Weiss, 4<sup>e</sup> (Délémont) Jean-Loup de Lacharrière.  
■ **ALPES :** 1<sup>re</sup> (Laon) Michel Salek, 2<sup>e</sup> (Saint-Quentin) François Piquet, 3<sup>e</sup> (Pons, Verdon) Jacques de la Fontaine, 4<sup>e</sup> (Collobrières) Walther de Saint-Jest, 5<sup>e</sup> (Château-Thierry) Collette Focci-Finad.  
■ **ALLIER :** 1<sup>re</sup> (Moulins) Georges Dourou, 2<sup>e</sup> (Montluçon) Lucette Vachet, 3<sup>e</sup> (Gannat) Jean-Pierre Piquet, 4<sup>e</sup> (Vichy) Jacques Maynadou.  
■ **ALPES-DU-SUD :** 1<sup>re</sup> (Gap) Bernard Nagellier, 2<sup>e</sup> (Manoche) Mireille O'Connell.  
■ **HAUTES-ALPES :** 1<sup>re</sup> (Gap) Michel Maitre, 2<sup>e</sup> (Gap) Michel Maitre, 3<sup>e</sup> (Gap) Michel Maitre.  
■ **ALPES-MARTIMES :** 1<sup>re</sup> (Nice 1, 2, 3, 12) Jean-Pierre Goss, 2<sup>e</sup> (Nice 4, 5, 6, 7) Christian Desvignes, 3<sup>e</sup> (Nice 8, 9, 10, 11, 12) Jean-Pierre Schmitt, 4<sup>e</sup> (Nice 13, 14) Robert Goss, 5<sup>e</sup> (Cagnes-sur-Mer) Jean-Paul Ripoll, 6<sup>e</sup> (Antibes) Robert Goss, 7<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 8<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 9<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 10<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 11<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 12<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 13<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 14<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 15<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 16<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 17<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 18<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 19<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 20<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 21<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 22<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 23<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 24<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 25<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 26<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 27<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 28<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 29<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 30<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 31<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 32<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 33<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 34<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 35<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 36<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 37<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 38<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 39<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 40<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 41<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 42<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 43<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 44<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 45<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 46<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 47<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 48<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 49<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 50<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 51<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 52<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 53<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 54<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 55<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 56<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 57<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 58<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 59<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 60<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 61<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 62<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 63<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 64<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 65<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 66<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 67<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 68<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 69<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 70<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 71<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 72<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 73<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 74<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 75<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 76<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 77<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 78<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 79<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 80<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 81<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 82<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 83<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 84<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 85<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 86<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 87<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 88<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 89<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 90<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 91<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 92<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 93<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 94<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 95<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 96<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 97<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 98<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 99<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron, 100<sup>e</sup> (Cannes) Albert Peyron.

■ **ARDECHES :** 1<sup>re</sup> (Troyes est) Bruno Subtil, 2<sup>e</sup> (Troyes ouest) Marc Maloney, 3<sup>e</sup> (Romilly, Sainte-Savine) Jean-Pierre Constant.  
■ **ARDENNES :** 1<sup>re</sup> (Charleville) Henri Escott, 2<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 3<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 4<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 5<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 6<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 7<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 8<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 9<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 10<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 11<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 12<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 13<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 14<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 15<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 16<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 17<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 18<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 19<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 20<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 21<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 22<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 23<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 24<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 25<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 26<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 27<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 28<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 29<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 30<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 31<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 32<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 33<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 34<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 35<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 36<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 37<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 38<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 39<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 40<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 41<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 42<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 43<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 44<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 45<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 46<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 47<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 48<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 49<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 50<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 51<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 52<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 53<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 54<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 55<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 56<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 57<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 58<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 59<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 60<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 61<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 62<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 63<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 64<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 65<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 66<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 67<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 68<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 69<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 70<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 71<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 72<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 73<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 74<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 75<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 76<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 77<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 78<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 79<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 80<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 81<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 82<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 83<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 84<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 85<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 86<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 87<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 88<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 89<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 90<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 91<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 92<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 93<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 94<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 95<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 96<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 97<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 98<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 99<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 100<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott.

■ **ARDECHES :** 1<sup>re</sup> (Troyes est) Bruno Subtil, 2<sup>e</sup> (Troyes ouest) Marc Maloney, 3<sup>e</sup> (Romilly, Sainte-Savine) Jean-Pierre Constant.  
■ **ARDENNES :** 1<sup>re</sup> (Charleville) Henri Escott, 2<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 3<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 4<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 5<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 6<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 7<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 8<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 9<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 10<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 11<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 12<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 13<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 14<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 15<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 16<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 17<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 18<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 19<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 20<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 21<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 22<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 23<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 24<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 25<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 26<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 27<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 28<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 29<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 30<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 31<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 32<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 33<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 34<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 35<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 36<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 37<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 38<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 39<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 40<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 41<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 42<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 43<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 44<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 45<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 46<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 47<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 48<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 49<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 50<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 51<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 52<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 53<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 54<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 55<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 56<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 57<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 58<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 59<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 60<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 61<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 62<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 63<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 64<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 65<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 66<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 67<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 68<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 69<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 70<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 71<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 72<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 73<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 74<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 75<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 76<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 77<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 78<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 79<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 80<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 81<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 82<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 83<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 84<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 85<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 86<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 87<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 88<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 89<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 90<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 91<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 92<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 93<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 94<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 95<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 96<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 97<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 98<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 99<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 100<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott.

■ **ARDECHES :** 1<sup>re</sup> (Troyes est) Bruno Subtil, 2<sup>e</sup> (Troyes ouest) Marc Maloney, 3<sup>e</sup> (Romilly, Sainte-Savine) Jean-Pierre Constant.  
■ **ARDENNES :** 1<sup>re</sup> (Charleville) Henri Escott, 2<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 3<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 4<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 5<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 6<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 7<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 8<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 9<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 10<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 11<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 12<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 13<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 14<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 15<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 16<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 17<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 18<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 19<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 20<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 21<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 22<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 23<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 24<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 25<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 26<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 27<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 28<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 29<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 30<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 31<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 32<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 33<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 34<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 35<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 36<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 37<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 38<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 39<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 40<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 41<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 42<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 43<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 44<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 45<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 46<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 47<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 48<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 49<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 50<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 51<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 52<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 53<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 54<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 55<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 56<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 57<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 58<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 59<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 60<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 61<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 62<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 63<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 64<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 65<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 66<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 67<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 68<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 69<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 70<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 71<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 72<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 73<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 74<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 75<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 76<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 77<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 78<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 79<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 80<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 81<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 82<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 83<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 84<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 85<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 86<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 87<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 88<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 89<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 90<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 91<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 92<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 93<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 94<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 95<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 96<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 97<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 98<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 99<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott, 100<sup>e</sup> (Charleville) Henri Escott.

Commandez  
vos livres  
par Minitel

36 15 LEMONDE

VOTRE CAVES A VIN

SANS MOTEUR

Conservation et vieillissement des vins.  
Température réglable.  
Humidité contrôlée.  
De 75 à 1300 bouteilles.  
Pour le particulier et le professionnel.

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE  
GRATUIT AU 04.68.50.04.05







**JUSTICE** Trois jours après la mise en examen, mardi 6 mai, pour « viol et agressions sexuelles sur mineurs de moins de 15 ans par personne ayant autorité », de Jacky

Kaisersmertz, un instituteur retraité de cinquante-huit ans, écroué à la prison de Nevers, la ville de Cosne-sur-Loire (Nièvre) est sous le choc. ● DÉCRIT par ses voisins comme

« un homme très sympathique, avec deux enfants bien élevés », l'instituteur « sévère mais apprécié », selon un ancien élève, avait présidé les sociétés de chasse et de pêche de la

commune de Saint-Père, dont dépendait son hameau. Il avait également créé, il y a quatre ans, un club de karaté et dirigeait un cercle de billard. ● LES PSYCHIATRES

expliquent le silence des dizaines d'enfants victimes par leur « culpabilité très profonde », qualifiant le mutisme des habitants d'« attitude archaïque ».

## Pédophilie : les silences terribles et douloureux de Cosne-sur-Loire

La mise en examen, le 6 mai, d'un ancien instituteur soupçonné d'avoir violé des dizaines d'enfants laisse abasourdie la petite ville de la Nièvre. Seuls les parents de Thierry Debain, auteur d'une plainte avant de se suicider, en janvier, tentent de raconter le calvaire de leur fils

### COSNE-SUR-LOIRE

Sortir du silence. Trouver les mots pour exprimer l'indicible. Regarder l'horreur en face et tenter de comprendre trente années de mutisme. Trois jours après la mise en examen, mardi 6 mai, pour « viol et agressions sexuelles sur mineurs de moins de quinze ans par personne ayant autorité », de Jacky Kaisersmertz, un instituteur retraité de cinquante-huit ans (Le Monde du 10 mai), la ville de Cosne-sur-Loire (Nièvre) semble comme prise de vertige.

Parmi les quelque douze mille habitants de cette commune, il n'en est sans doute plus un qui n'ait pris connaissance des faits reprochés à l'ancien enseignant. Des violents, attouchements et autres gestes à caractère sexuel ont été commis, entre 1966 et 1997, sur plusieurs dizaines de jeunes garçons. Des actes réalisés pendant des parties de pêche ou des cueillettes de champignons, auxquelles Jacky Kaisersmertz aimait conduire ses élèves après la classe ou pendant les week-ends. Désor-

mais, toute la ville en parle. Mais, devant le trou noir de trois décennies qu'il s'agit aujourd'hui d'affronter, chacun semble bésiter, comme tétanisé par la peur du vide.

Pour n'avoir plus supporté de vivre sur cette brèche, Thierry Debain est mort le 26 janvier. Un peu après son décès, ce CRS de vingt-sept ans a absorbé une grande quantité de barbituriques. Puis il s'est allongé sur son lit. Lorsque ses parents ont ouvert la porte de sa chambre, ils ont trouvé son corps inanimé. Et, inscrit sur les deux portes vitrées de l'armoire, face aux palmiers du papier peint, le résumé d'une vie : « Mes amis : papa, maman, ma sœur. Mon ennemi : M. Kaisersmertz, violeur d'enfants ».

### LA RÉVÉLATION DU SECRET

Dans le petit pavillon du hameau du Gué-Botton, Guy et Simone Debain en sont convaincus : « Notre fils n'a pas supporté la révélation de son secret ». Deux mois auparavant, le jeune homme avait réuni ses parents autour de la table

du salon. « J'ai quelque chose à vous dire. J'ai été violé par Kaisersmertz entre huit et douze ans. » Visage immobile, le père récite les mots du fils. Il poursuit : « Je lui ai dit que je voulais l'aider. Il m'a dit qu'il avait vingt-six ans, qu'il était un homme, qu'il allait s'en occuper seul. » Thierry avait contacté un avocat. Et, le 27 décembre 1996, il déposait une plainte, avec constitution de partie civile, auprès du doyen des juges d'instruction de Nevers. « Il nous a expliqué qu'il fallait qu'il porte plainte avant vingt-huit ans pour éviter la prescription », se souvient la mère. La loi prévoit en effet que ce type de faits tombe sous le coup de la prescription dix ans après la majorité de la victime. « Il n'avait pas voulu porter plainte avant », ajoute M<sup>me</sup> Debain, parce que Kaisersmertz avait deux garçons encore jeunes et qu'ils ne devaient pas souffrir pour lui.

Du 27 décembre au 26 janvier, les parents ont gardé le silence. « Entre nous, on en parlait très peu, précise la mère. Juste le soir, lorsqu'il la tâtait les mantraintes Dutoix,

Thierry nous disait : "Ici aussi, ça va se savoir." Mais à l'intérieur, on dit rien. » Tout juste Simone avait-elle lâché quelques mots le jour où Jacky Kaisersmertz avait franchi les 800 mètres qui séparent leur maison du hameau de Saint-Père. « J'ai refusé. Il m'a dit que l'esprit, on demandait s'il fallait compter les grains. J'ai dit non, vous avez rien du tout. Il m'a demandé pourquoi. J'ai pas répondu. Il a posé la question. Je lui ai dit : "Demandez à Thierry." Il a pris son seau vide et il est parti ».

Après la mort de leur fils, Guy et Simone Debain ont commencé à raconter la vérité à quelques amis. Aux gendarmes, aussi, qui avaient entamé leur enquête et interrogé des dizaines d'anciens élèves. Enfin, au juge François Guyon, chargé de l'instruction. Pourtant, aujourd'hui encore, ils ne parlent que « pour respecter les volontés de Thierry ». Les faits, elle les évoque le regard éteint, lui, la voix rauque et le regard embué. Leurs visages s'animent, en revanche, lorsqu'ils parlent de Thierry, ce petit bon-

homme de la Ddass, arrivé chez eux à deux ans. « On en avait eu d'autres avant, en nourrice. Mais lui, tout de suite, il était ici chez lui. A cinq ans, on l'a adapté. » Une scolarité qu'ils croient sans histoires, le service militaire, puis l'entrée dans la police. Et toujours le sport : football, course à pied, moto... et gymnastique.

### DE NOMBREUSES ACTIVITÉS

Cette dernière activité, c'est Jacky Kaisersmertz qui la pilotait. Avec succès d'ailleurs, puisqu'il avait hissé le petit club de Cosne jusqu'à l'échelon national. Mais l'instituteur avait bien d'autres activités. Bon chasseur, pêcheur émérite, mycologue averti et passionné de fossiles, il avait présidé les sociétés de chasse et de pêche de la commune de Saint-Père, dont dépendait son hameau. Il avait également créé, il y a quatre ans, un club de karaté. Plus récemment, il dirigeait le cercle de billard de Cosne. « Je lui avais demandé de faire partie du conseil municipal, confesse le maire de Saint-Père, Marc Avraï. C'est la seule fois qu'il m'a refusé quelque chose. Il voulait garder du temps pour la pêche et les champignons ».

Dernière « un homme très sympathique, avec deux enfants bien élevés », des voisins parisiens peinent à discerner un pédophile. « Un instituteur sévère mais très apprécié », témoigne un ancien élève, aujourd'hui âgé d'une trentaine d'années. Devant l'école qu'il a longtemps fréquentée, qui accueille aujourd'hui son fils et où Jacky Kaisersmertz a exercé jusqu'à sa retraite, en septembre 1993, il hésite : « Je n'arrive pas à croire que tant de personnes aient pu rester si longtemps sous le silence. Et que nous on n'ait rien vu. On savait tous qu'il était homosexuel. Il y a bien des gens qui ont dû savoir qu'il était aussi pédophile ».

« Bien sûr, ça se savait. Il avait même eu un blâme il y a six ans, à cause de ça », assure un autre parent d'élève. « Il avait été muté pendant deux ou trois ans, et puis il était revenu, c'était il y a très longtemps », croit se souvenir le maire de Saint-Père. Au rectorat, on dément de telles affirmations (lire ci-contre). Sa femme même n'était pas au courant, renchérit ses collègues. « Dans l'état actuel de l'enquête, rien ne permet de penser

que les gens savaient, explique le procureur de la République de Nevers. Mais j'avoue que c'est difficile à croire... La nature des faits est malheureusement banale, mais un secret gardé à pareil échelle, c'est vraiment troublant ».

Comme semblent également troublantes les dernières agressions, commises il y a seulement « quelques semaines », selon le procureur. Celles-ci devraient

### « De bons rapports d'inspection », selon le rectorat

« C'était un bon instituteur, avec de bons rapports d'inspection, corrects, de qualité », nous a déclaré, vendredi 9 mai, le recteur de l'académie de Dijon, Josiane Attuel, à propos de Jacky Kaisersmertz. « Sur le plan de la rumour publique, rien n'avait filtré, on est très surpris », a-t-elle ajouté.

Par ailleurs, le recteur explique que la gendarmerie est venue, le 23 avril, à l'inspection académique de Nevers pour étudier le dossier administratif de l'ancien instituteur et qu'elle a « emporté toutes les pièces jugées nécessaires ». Concernant un éventuel blâme dont Jacky Kaisersmertz aurait fait l'objet, M<sup>me</sup> Attuel estime que « on ne peut rien dire sur ce dossier. L'opinion publique n'a pas à savoir avant que la justice ait fait son travail. De toute façon, il n'est pas dangereux, il n'est plus devant les élèves », avant de conclure : « Il n'y a pas eu de sanction administrative, d'après ce que l'on a comme informations ».

certaines permettre de confondre Jacky Kaisersmertz, car, contrairement à nombre de plaintes déposées, elles ne seront pas frappées par la prescription. Mais elles posent une autre question : comment alors qu'il avait été formellement désigné par Thierry Debain, Jacky Kaisersmertz a-t-il pu, depuis décembre 1996, faire de nouvelles victimes ? Cette question laisse muet le palais de justice. Comme si, ici aussi, résonnait encore des silences vieux de trente ans.

Nathaniel Herzberg

## Les psychiatres soulignent « la culpabilité très profonde » des victimes

Parmi les quelque 65 000 enfants en danger de maltraitance en 1995, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée a recensé 5 500 mineurs victimes d'abus sexuels ou risquant de l'être. Depuis quelques années, ces chiffres sont en constante augmentation. Ce qui ne signifie pas que le nombre d'agressions sexuelles sur des mineurs augmente. Les langues commencent en effet à se délier : les campagnes nationales d'information et la mise en place d'un numéro d'appel gratuit et non identifiable (119) aident chaque jour de nombreux témoins à sortir de l'ombre. Le silence reste en effet la caractéristique majeure des affaires de délinquance sexuelle.

Pourquoi les victimes de Jacky Kaisersmertz sont-elles restées silencieuses aussi longtemps ? Le professeur Cyrille Koupemik, psychiatre d'enfants, explique qu'il est difficile d'accuser quelqu'un qui est porteur de l'autorité et qui, en plus, est populaire. Cela revient presque à accuser son propre père. Les jeunes victimes ressentent en outre « une culpabilité très profonde ». L'instituteur a sans doute « usé de son autorité de maître pour interdire aux enfants de parler, nous a précisé le professeur Koupemik. « Dans les affaires qui durent, la relation relève de la mentalité d'un couple pathologique ».

Le professeur Stanislaw Tomkiewicz, pédop-

psychiatre et directeur de recherches honoraire à l'Inserm, constate la « peine effroyable à parler » des jeunes victimes. Selon lui, cette peur de la révélation, très fréquente, est « à la fois intrinsèque à l'enfant, qui a honte et peur d'être accusé d'avoir séduit son agresseur, et de la technique du pédophile » pour le faire taire. Avec les plus petits, âgés de cinq ou six ans, le pédophile peut invoquer « des choses magiques ». Le professeur Tomkiewicz se souvient ainsi du cas d'un abusé qui jurait à sa victime qu'il détenait « le pouvoir de le faire englander par le trou de la baignoire ».

### TOUT SOUS-PRÉTEXTE DE MAUVAIS TRAITEMENT

Certains menacent l'enfant de mort, d'autres lui jurent que « personne ne le croira », qu'il sera « ridiculisé ». Les psychiatres évoquent une autre explication, elle aussi « foiboy en France », au silence des victimes : bornés dans les cas de « viol durable », si un enfant prend « un tant soit peu de plaisir » à des attouchements, souligne le professeur Koupemik, « sa culpabilité sera renforcée » et sa parole encore plus interdite. Les enfants pensent aussi parfois que « l'adulte est dans son droit ».

Pourquoi les parents de Cosnes-sur-Loire n'ont-ils pas parlé ? Sans exclure le fait que certains d'entre eux ont pu ignorer les faits, leur silence reste pesant. « Il est vraisemblable que

des gens étaient plus au mains au courant », avance le professeur Koupemik. Les médecins, que la loi oblige à signaler tout soupçon de mauvais traitement à enfant « hésitent parfois à le faire, de peur de perdre leur clientèle ». Les mères, quant à elles, ont « à choisir entre la souffrance de leur gosse et le maintien de la cellule et de la réputation familiale », affirme le professeur Tomkiewicz, pour qui l'affaire Kaisersmertz s'inscrit dans « une attitude, un peu archaïque, heureusement de plus en plus rare », selon laquelle « l'innocence du mineur vaut plus que la souffrance de l'enfant ». Le spectacle regretté par ailleurs, lorsque de tels abus se produisent en milieu scolaire, que « la hiérarchie puisse également se taire ».

Le projet de loi du gouvernement sur la prévention et la répression des atteintes sexuelles commises sur des enfants prévoit la présence d'un psychologue lors de l'audition des victimes. Une commission d'experts planche par ailleurs sur les possibilités d'enregistrement des témoignages des jeunes abusés, ce qui permettrait d'éviter les interrogatoires à répétition et, sans doute, d'accélérer les procédures (Le Monde du 27 mars). En amont, il faut absolument dévier la parole pour « stimuler la révélation », conclut Cyrille Koupemik.

Laurence Folléa

## Bernard Tapie tiendra à nouveau la vedette dans le procès des comptes de l'OM

C'EST beaucoup plus qu'un simple procès de fausses factures et de détournements de fonds qui va se tenir, du 12 au 30 mai, devant le tribunal correctionnel de Marseille. Au-delà de la comptabilité passée du club de football de l'OM, toute une époque devrait resurgir : celle d'une équipe triomphante sur les terrains ; celle, aussi, d'un Bernard Tapie donneur d'ordres, mêlant ambitions sportives et carrière politique. Pour une ville à peine remise de la disgrâce de son club dans le feuillet du match « arrangé » VA-OM, en mai 1993, il y a là comme une ultime épreuve à surmonter, un passage obligé pour en finir définitivement avec les années Tapie, président du club phocéen d'avril 1986 à décembre 1994.

Une fois de plus, Bernard Tapie sera le personnage central de l'audience. Comme à Valenciennes, pour le procès VA-OM. Comme à Béziers, pour celui de l'entreprise Testut. Comme à Paris, pour la gestion du Phocée. Condamné à huit mois d'emprisonnement ferme dans le dossier valenciennois, Bernard Tapie effectue, depuis le 13 avril, sa peine sous un régime de semi-liberté, dormant chaque soir à la maison d'arrêt de Lymnes. Ce régime sera suspendu pendant la durée du procès marseillais.

Si l'on s'en tient aux conclusions du juge d'instruction Pierre Phil-

pon dans son ordonnance de renvoi du 13 décembre 1996 (Le Monde du 3 janvier), toutes les manœuvres financières du club devraient être examinées : les transactions douteuses, l'utilisation de sociétés écran, les salaires attribués à certains joueurs sous forme de prêts (Vercruysee, Fortier, Giresse...), les fortes sommes versées à divers intermédiaires. Sur ce plan, au moins, l'audience sera fort instructive, même si les abus de biens sociaux et autres délits reprochés à la plupart des vingt prévenus concernent une période (1987-1993) qui paraît aujourd'hui bien lointaine.

### AU CŒUR DU SYSTÈME

En dehors de M. Tapie, d'autres anciens dirigeants devront s'expliquer. A commencer par Jean-Pierre Bernès, directeur général du club au moment des faits. Il avait joué un rôle décisif dans le dossier VA-OM en recommandant la culpabilité marseillaise dès le premier jour d'audience, fragilisant du même coup la position du « patron », Michel Hidalgo, ancien manager général du club, sera également présent, ainsi que Jean-Louis Leveau, ancien vice-président de l'OM et ex-rédacteur en chef du Pravençol, qui comparait pour avoir largement contribué aux détournements de fonds, selon l'accusation. Parmi les autres « vedettes » annoncées, plusieurs

intermédiaires du football. Agents de joueurs, organisateurs de matchs, maquignons chargés de « s'accaparer » des arbitres, ils étaient au cœur du système. Rien de plus efficace, en effet, qu'un intermédiaire rémunéré sur des commissions bancaires à l'étranger. Mais ils ne devraient pas être tous présents sur les bancs du palais de justice. Le Grec Spyros Karageorgis, dont le nom est cité à maintes reprises dans l'ordonnance de renvoi, manquera probablement à l'appel. Cet homme de couilles, radié par les instances européennes du football en 1990, est présenté par le juge comme un « faux facturier-corrupteur ». Il fait l'objet d'un mandat d'arrêt international.

### La liste des vingt prévenus

Outre Bernard Tapie, sept anciens dirigeants du club figurent parmi les prévenus : l'ancien directeur financier, Alain Laroché ; l'ancien manager général de l'OM, Michel Hidalgo ; l'ex-vice-président, Jean-Louis Leveau ; Elie Féjoux, ancien directeur du groupe financier Tapie et, à ce titre, trésorier de l'OM ; Claude Chidalla et Dominique Fatras, les deux animateurs de la société RMGP, régie publicitaire ; l'ancien directeur général, Jean-Pierre Bernès. Sont également prévenus, plusieurs intermédiaires : le Croate Ljubo Barin, le Français Alain Migliaccio, l'Italien Licio D'Onofrio, le Portugais Manuel Barbosa, le Grec Spyros Karageorgis. Enfin dix-sept personnes comparaitront : l'entraîneur de Nantes Miroslav Blazevic ; l'ancien président du club de Mulhouse André Goeig ; un avocat anglais, Melvyn Stela ; un homme d'affaires, Jean-Louis Haguenauer ; un expert-comptable, Lennard Lazarus ; un imprimeur, Michel Tincier ; et David Ben Attar, chef vendeur.

Même s'il a souvent été limité dans son enquête par la dimension internationale de ces réseaux d'intérêts, le juge Philippe a évalué à un peu plus de 88 millions de francs le montant des « détournements commis au préjudice de l'association et de la SAOS Olympique de Marseille ». Quant au préjudice subi par la régie publicitaire officielle de l'OM, la société RMGP, il s'élevait à près de 13 millions de francs. Soit un total d'environ 101 millions de francs. Nul ne sait trop si ces millions ont servi à payer des joueurs ou « ooir », à enrichir certains dirigeants, à corrompre des arbitres, voire à tout cela à la fois.

Certains prévenus s'expliqueront-ils sur l'utilisation faite de cet

argent ? C'est toute la question. Aucun d'entre eux n'ayant été renvoyé devant le tribunal pour corruption, le sujet des matchs « achetés » ne sera pas abordé directement. Le problème sera néanmoins omniprésent, obligeant les uns et les autres à s'expliquer. Sur ce point, l'ordonnance peut en effet paraître quelque peu contradictoire. Bien qu'aucune poursuite en ce sens ne soit demandée, le terme « corruption » apparaît dans le texte à diverses reprises.

### COMPÉTITION FAUSSEE

En s'appuyant sur l'étude des circuits financiers et les déclarations de plusieurs prévenus, M. Philippe estime que les fonds étaient détournés dans le but de « fausser la compétition sportive ». Le magistrat écrit que M. Tapie « achetait des joueurs de renommée internationale, payait des sommes excessives au injustifiées à certains intermédiaires, surfacturait le montant de certains transferts et faisait appel à de faux facturiers, ce qui lui permettait de disposer de fonds occultes afin de pouvoir, le cas échéant, acheter certains matchs, approcher certains joueurs ou corrompre certains arbitres ».

Au cours de l'instruction, plusieurs personnes ont clairement fait référence à des matchs « arrangés », notamment Jean-Pierre Bernès et l'intermédiaire croate

Philippe Broussard

GRAND JURY  
RTL - Le Monde

NICOLAS  
SARKOZY

18 H 30

RTL



## Un nouveau témoignage met à mal les accusations contre Jean-Marc Deperrois

« L'un des gendarmes m'a dit : "Après tout, il y a déjà eu des erreurs judiciaires" »

Les thèses de l'accusation ont été à nouveau malmenées, vendredi 9 mai, devant la cour d'assises de la Seine-Maritime, qui doit juger Jean-

Marc Deperrois. Un directeur d'école a témoigné de la façon dont les gendarmes en charge de l'affaire de la Josacine empoisonnée n'ont eu de

cesse, selon lui, de « charger » l'accusé. « Quel-

quefois, ça me faisait froid dans le dos. Ils

avaient leur conviction », a déclaré le témoin.

ROUEN

de notre envoyé spécial

C'est une voix étranglée, qui jaillit par saccades, dont on se situe pas immédiatement la provenance dans la salle comble. Puis le regard se pose sur l'accusé.

Après douze heures d'audience, vendredi

9 mai, Jean-

Marc Deperrois s'effondre sur son banc, relève la tête, passe ses

maïns dans ses cheveux : « C'est pas vrai ! On ose des choses pareilles... Ah, les saloups ! Il en fallait un ! »

Mr Charles Libman, son défenseur, fait un geste pour apaiser l'accusé, puis, revenant à ce qu'il vient d'entendre : « Monsieur le

président, c'est la première fois depuis cinquante ans que je suis ou

assises... » A la barre, Jacques Isaac, directeur de l'école privée Sainte-

Geneviève de Bolbec (Seine-Maritime), mesure encore à peine la portée des propos qu'il vient de

porter.

Invité à confirmer que Jean-

Marc Deperrois, accusé d'avoir tué, en juin 1994, la petite Emilie Tanay en empoisonnant de la Josacine, se trouvait bien à la cérémonie

de son école le 29 mai 1994 - soit un jour où d'autres témoins affir-

ment l'avoir vu à la mairie de Gruchet-le-Valasse -, le directeur

d'école a expliqué son émotion de-

vant, selon lui, l'insistance des ge-

darmes qui sont venus l'entendre à

plusieurs reprises à « charger » l'accusé pendant l'enquête. « Quel-

quefois, ça me faisait froid dans le dos. Ils avaient leur conviction. Je

l'avais l'impression qu'ils agissaient sur ordre... Au début, ils disaient :

"Vous verrez, ça ne sera pas une nouvelle affaire Grégory." »

Puis Mr Libman a rappelé au té-

moïn, qui ne cache pas sa propre conviction de l'innocence de l'accu-

sé, les propos qu'il lui a rappor-

tés dans une lettre, en décembre 1996. « C'est vrai, un jour, l'un des

gendarmes m'a dit : "Si Deperrois était vraiment innocent, il ferait la

grève de la faim au il se suiciderait."

"D'ailleurs, l'un d'eux m'a dit aussi :

"Après tout, il y a déjà eu des erreurs judiciaires. Ce ne sera ni la première

ni la dernière..." Il a peut-être aussi

ajouté : "malheureusement". »

Ces dernières assertions, inédites, ajoutent à l'expéditive psy-

chologie des enquêteurs. Du box s'élèvent toujours les convulsions

qu'elles ont provoquées. « Il en fal-

loit un ! », répète l'accusé, tandis que sa mère et son épouse quittent

la salle. Puis Mr Libman fait acter les propos du témoin. Alors, Jean-

Marc Deperrois se lève, saisit le micro : « Monsieur le président, je suis innocent et vivant. » Et puis :

« La petite Emilie, elle me tient la main depuis tellement longtemps et j'y suis pour rien. Monsieur (sem-

blant regarder le père d'Emilie), je vous ai écrit... Depuis le 27 juillet...

On s'acharne contre moi et, avec ce

que j'ai entendu... que voulez-vous

que je pense ? »

Comme un château branlant, le

« faisceau de présomptions » de l'accusation montre chaque jour

un peu plus ses fragilités. Vendre-

di 9 mai, Monique et Jean-Pierre Made-

leine, un couple de voisins de la

mairie de Gruchet-le-Valasse, dont

Jeao-Marc Deperrois était deuxi-

ème adjoint au maire, a témoigné. Ils ont affirmé avoir vu l'accu-

sé à deux reprises, les 8 et 29 mai 1994, sorti du domicile de

Sylvie Tocqueville, la secrétaire de

mairie avec qui l'accusé entretenait une relation secrète. « La deuxième

fois, ses mains étaient recouvertes d'une poire de gants en latex », a

précisé le mari.

« UN AFFABULATEUR »

Des débats, il est apparu que ces

témoins n'ont jamais fait mention de leurs observations à quiconque

avant le 31 août 1994, soit quinze

jours après qu'eut été connue l'ar-

restation, fin juillet, de M. Deper-

rois. Monique Madeleine avait affirmé en avoir parlé à son fils, ce

que celui-ci a infirmé. Matériellement, il a été de plus constaté par

le juge d'instruction qu'une partie des affirmations de Monique Ma-

deleine, qui aurait fait « miroiter » une fiole pour épier ses voisins,

étaient impossibles. De même pour certaines affirmations de

Jean-Pierre Madeleine, contredites par une reconstitution.

Imprécise lors de l'instruction

quant à la date de ces observa-

tions, Monique Madeleine affirme

aujourd'hui être sûre des dates du

8 et du 29 mai pour « avoir retrouvé

un calendrier des postes » sur lequel

elle avait coché les jours de ces

« faits troublants ». Calendrier

qu'elle n'a cependant jamais

communiqué aux enquêteurs. Suc-

cédant à une multitude de contra-

dictions internes aux déclarations

des époux Madeleine, le président

Reynaud a finalement rappelé les

dispositions du code pénal en ma-

tière de faux témoignage.

Uo témoin, cousin, est venu dire

pour sa part quel crédit il accordait

au maçon retraité : « Madeleine, il

o tout vu, il o tout fait. C'est un affa-

bulateur. Il croit ce qu'il dit, même si

ço paraît invraisemblable. Il est fort

en paroles ; faible en actes ; il fait

l'imbécille. » La défense a suggé-

ré que le couple avait cherché à

« occréder la thèse des enqû-

teurs ».

Convaincu par le président Reynaud

à témoigner sur d'éventuels inci-

dents qui se seraient produits dans

la salle des témoins destinée à les

isoler des débats en cours et à évi-

ter toute coaccération, le gardien

chargé de le surveiller a apporté

cette précision : lorsque sa femme

témoignait à la barre, M. Made-

leine « poussait la porte pour écou-

ter ce qui se disait dans la salle

d'audience ».

Jean-Michel Dumay

## L'employé ayant découvert les archives du camp de Rivesaltes s'explique

PERPIGNAN

de notre correspondant

C'est un employé municipal du service d'oc-

cupation de la ville de Perpignan, Jacques Cha-

mon, quarante et un ans, qui a retrouvé dans

une décharge publique une partie des archives

du camp de Rivesaltes, où ont été internés des

milliers de Juifs pendant l'Occupation (Le Monde du 10 mai). L'homme, qui avait tout

à rester anonyme lorsque le quotidien L'Indé-

pendant a révélé cette découverte le 8 mai, s'est

présenté vendredi 9 mai à l'occasion d'une

conférence de presse tenue par le directeur des

archives départementales des Pyrénées-Orie-

tales et un représentant de la préfecture.

Jacques Chamoux a alors remis à la res-

ponsable des archives deux épaisses chemises de

documents en disant : « Je ne voulais pas qu'ils

finissent à la poubelle. Je suis content de les avoir

sauvés. » L'employé municipal a alors expliqué

avoir fait cette découverte en novembre 1996.

« Je ne savais pas trop quoi en faire, a-t-il décla-

ré. Quand j'ai vu qu'il s'agissait de documents

concernant les Juifs, je suis allé à la synagogue et

au centre communautaire du Moulin à vent, à

Perpignan, j'ai glissé des mots dans la boîte aux

lettres pour dire ce que j'avais trouvé. Personne

m'a jamais contacté. C'est pour cela que je

suis allé voir au journal L'Indépendant. Les

responsables de la communauté juive ont pour

leur part déclaré ignorer ces tentatives de

contact.

Le préfet Bernard Bonnet a souligné, ven-

di 9 mai dans un communiqué, que l'enquête

préliminaire ouverte par le parquet devrait

faire la lumière sur la manière dont, « quatre

ans après la profanation du cimetière juif, le

11 juin 1993, la mémoire collective a été à nou-

veau profanée ». Pour sa part, le maire de Per-

pignan, Jean-Paul Alduy (UDF-FD), a porté

plainte.

Lors de la conférence de presse, Marie-Edith

Brejo de Lavergne, directrice des archives

départementales, a souligné que « la loi de jon-

vier 1979 fait obligation à quiconque, adminis-

tration ou particuliers détenant des documents

publics, de les verser sans délai aux archives

départementales ou nationales ».

Elle a précisé qu'il est « totalement exclu que

les documents évoqués par le journal L'Indépen-

dant aient pour origine un vol dans les locaux de

son administration ». M<sup>me</sup> Brejo de Lavergne

a rappelé que « les archives départementales ont

en leur possession toutes les fiches concernant les

réfugiés internés et détenus des camps de 1939 à

1945 » et que ces documents « représentent

cent mètres de linéaire » aux archives.

Enfin, la responsable des archives s'est in-

terrogée : « Pourquoi la personne qui a découvert

ces documents les a-t-elle remis à la rédaction de

L'Indépendant ? ». Vendredi soir, Jacques Cha-

mon et Joël Metay, journaliste à L'Indépen-

dant étaient entendus par le SRPJ de Perpi-

gnan, dans le cadre de l'enquête ouverte.

Jean-Claude Marre

## La moitié des familles recourent au moins une fois à l'école privée

Les parents d'élèves sont en congrès

TANDIS que s'achevait à Lille,

samedi 10 mai, le 78<sup>e</sup> congrès de la

Fédération des parents d'élèves de

l'enseignement public (FPEP), ou-

vert le 8, le congrès de l'Union des

associations de parents d'élèves de

l'enseignement libre (Unapel) dé-

butait à Beaune, pour deux jours.

Le président des parents du public

(400 000 adhérents à la FPEP),

comme celui du privé

(800 000 adhérents à l'Unapel),

deux organisations réputées

proches de la majorité, ont eu des

mots assez durs pour la politique

éducative du gouvernement. Alors

que les élections législatives se

profilent, ces critiques ont pris un

relief particulier.

Jean-Pierre Bocquet, président

de la FPEP, qui assume son stèle et

dernier mandat, a regretté l'ab-

sence du ministre de l'éducation

naionale au congrès pour cause

de campagne électorale : « Fran-

çois Boyrou est avant tout un

homme politique, un remarquable

politique d'ailleurs, qui a réussi à

calmer le jeu pendant quatre ans.

Mais n'a-t-il pas joué la tranquillité

au détriment de l'éducation ? Au

lieu de quelques mesures consen-

suelles, nous aurions souhaité qu'il

nous mène plus vite, plus loin, plus

haut. »

Sur le thème de l'égalité des

chances, qui était au centre du

congrès de la FPEP, M. Bocquet a

évoqué la politique des ZEP (zones

d'éducation prioritaires), lancée en

1982, pour en critiquer les résul-

tats : fondés, « très justifiés » sur

le principe de la discrimination po-

sitive, qui consiste à « donner plus

à ceux qui ont moins », elle a pro-

duit des « résultats [qui] n'ont pas

été à la hauteur, ne réussissant pas

en quinze ans à changer quoi que ce

soit à l'échelle scolaire et à la mar-

ginalisation des jeunes en difficulté ».

Il faut donc, a-t-il ajouté,

M. Bocquet, « inventer une autre

pédagogie » en faisant porter les

efforts sur l'école élémentaire.

L'aménagement des rythmes sco-

laire et le développement de l'en-

seignement professionnel appa-

raissent aux yeux de la FPEP

comme deux dossiers-clés pour

faire face au « nouveau défi dé-

mocratique » posé à l'école.

Ces deux réformes sont égale-

ment « à mettre en haut de la

pile », pour Philippe Toussaint,

seul candidat à la présidence de

l'Unapel, qui va cotiser son

stèle et dernier mandat. « Rien

n'a été fait en matière de formation

professionnelle, à aucun niveau. On

ne peut pas à la fois ouvrir large



## HORIZONS

ANNIVERSAIRE

# 13 mai 1991 Madonna, le déclin des stars

SIX JOURNÉES PARTICULIÈRES

Une rétrospective  
des grands moments du Festival de Cannes

FIN



L'irruption  
de Madonna  
à Cannes  
marque  
un changement  
d'époque.

Au Palais, Madonna doit faire face à une salle à moitié vide. Au lieu des clameurs tant attendues pointe le bide. C'est que le service d'ordre, paralysé de trouille, a préféré le confort d'un huis clos à la menace d'une émeute

concert, annotées de sa propre main.

Le dimanche, des projections réservées aux journalistes ont lieu à l'Olympia, un cinéma de la rue d'Antibes. Jean-Paul Gaultier, le couturier de la star, promet déjà une nouvelle Madonna. « On va enfin découvrir non le mythe, mais la femme. Ce n'est pas la poupée Barbie sexy et remuante qu'on imagine, c'est une femme multiple, charismatique, généreuse, avec ses élans, ses faiblesses et sa complexité, qui peut être aussi bien autoritaire — certains la surnommèrent Hitler ou Saddam Hussein — que maternelle. On sent en elle une force incroyable, un magnétisme presque surnaturel. Les tabous, elle ne les ignore pas par provocation, c'est sa nature, c'est tout (...). Elle a une rare intégrité, précise encore le couturier. Les calculs, la malhonnêteté et l'hypocrisie sont des choses qu'elle ne supporte pas. » Si tout le monde connaît Madon-

na, ou croit la connaître, personne en revanche ne sait qui est Alek Keshishian, le réalisateur du film. Keshishian est, à en croire la star, un génie, diplômé de Harvard, surdoué du vidéo-clip. Elle l'aurait choisi après avoir visionné son film de fin d'études, un opéra pop inspiré des *Hauts de Hurlevent*. Mais Keshishian n'est pas l'Orson Welles annoncé et a pour ainsi dire disparu depuis. Il aurait en fait hérité de la casquette de réalisateur en raison de ses liens étroits avec Chris-

festivement de croire en une quelconque spontanéité lorsque Madonna s'esclaffe en apprenant le viol d'une fille de son équipe. Ou s'affale sur la tombe de sa mère en disant : « Jamais je n'aurais eu ce besoin de reconnaissance et d'amour si elle avait été là. » Ou encore quand elle regarde Kevin Costner et se retourne vers la caméra pour confier à quel point ce dernier l'ennuie. Ou enfin quand elle aspire goulument une bouteille de Coca.

Le dimanche, une soirée est organisée au Palm Beach. Personne ne connaît l'heure d'arrivée de Madonna, mais on sait qu'elle sera là. Parmi les invités, tous très sur le vif, on aperçoit Stevie Wonder, Spike Lee, Tina Turner, Eddie Murphy, en compagnie de ses habitués gardes du corps qui avancent en épi, l'entourant comme un homme d'Etat. Madonna arrive en coup de vent, vers minuit, vêtue d'une minijupe noire. Elle fait un bref passage sur la piste de danse, entourée de ses gardes du corps, puis repart aussitôt. Le seul incident à signaler dans cette soirée très sage est l'arrivée surprise de Guillaume Durrand, alors présentateur du journal télévisé de la Cinq, suivi de ses cameramen. Ne possédant pas le précieux sésame lui permettant d'accéder à la soirée, il est brutalement éconduit par des gardes du corps qui ne le connaissent pas.

Lendemain, lundi 13 mai, alors que la pression autour de la chanteuse s'est cessée de monter, sa réticence à vouloir se montrer n'ayant fait qu'attiser l'attente des médias et du public, Madonna passe sa matinée à donner des interviews à la presse. « Elle était d'un professionnalisme exemplaire », se souvient Michel Burslein, l'attaché de presse du film. Entre deux entretiens, elle demande plusieurs invitations pour aller voir *The Indian Runner*, le premier film réalisé par son ex-mari, Sean Penn. Elle se voit opposer un refus cinglant. Robin Wright, la compagne de Penn à l'époque, ne supportant pas l'idée de voir arriver l'ancienne égérie de son compagnon.

Avant d'entamer la montée des marches autour de minuit, Madonna, entourée de quelques proches, part pour une petite balade sur le yacht du propriétaire de AAA, qui distribue le film en France. La petite croisière se déroule sans incident, jusqu'au moment où un invité à l'idée saugrenue de mettre un peu de musique. La publiciste de la star intervient, écarte immédiatement, et met un morceau d'Edith Piaf. Piaf c'est la France, elle présente aussi le grand avantage d'être morte, et de ne pas faire de concurrence à la madonne. Mais ce n'est rien à côté de ce qui va suivre : Madonna renverse son assiette sur sa robe. Jean-Paul Gaultier se transforme alors en pressing et tente de réparer les dégâts. Le plan Orsec est déclenché. Ce soir-là, la robe de Madonna, c'est le nez de Cléopâtre, le talon d'Achille, autour de laquelle on s'affaire dans le plus total affolement. Certains envisagent même de ne la vêtir que d'un voile de mousseline.

Cela ne sera pas le cas. Les dégâts sont réparés in extremis. Pour la montée des marches, les organisateurs avaient installé un dispositif d'éclairages spécialement étudié, apporté tout spécialement de Cinecitta. Après avoir grimpé la moitié du fameux escalier, Madonna se tourne alors vers la foule, rejette son peignoir en satin rose fraise, et laisse apparaître son soutien-gorge de satin blanc signé Jean-Paul Gaultier. Le pire est pourtant encore devant elle. A peine arrivée dans la grande salle du Palais, alors que dans la foule compacte on aperçoit quelques bras qui agitent en vain un ticket d'entrée, comme des milliards sur une île déserte, Madonna doit faire face à une seconde catastrophe : une salle à moitié vide. Au lieu des clameurs tant attendues pointe le bide. C'est que le service d'ordre, paralysé de trouille, a préféré le confort d'un huis clos à la menace d'une émeute. Rares seront donc ceux qui auront eu le privilège d'aller au lit avec Madonna. Mais le principal est fait, et la vedette pourra repartir le lendemain avec la satisfaction du travail accompli : le coup médiatique a fonctionné, comme prévu. Tout le monde a entendu parler du lit de Madonna. Reste une seule question : était-il nécessaire d'aller le visiter ?

Samuel Blumenfeld  
Photographie : Traverso

En cette année 1991, le Festival de Cannes est fétichiste. Pour justifier la présence envahissante de *Barin Fink* des frères Coen, qui remporte, fait unique dans l'histoire du Festival, les trois prix principaux (Palme d'or, Prix de la mise en scène, et Prix d'interprétation masculine), Roman Polanski, le président du jury, explique que « le Festival n'est pas une organisation charitable qui distribue les chausures. Si l'on a déjà donné une paire à celui-là, faut-il en donner aux autres, même si elles ne sont pas à leur taille ? »

Ce n'est pourtant pas l'impressionnante collection récoltée par les frères Coen qui crée la sensation à Cannes, mais l'arrivée en grande pompe de Madonna avec ses quinze malles et tout son staff. Madonna dont le documentaire réalisé par Alek Keshishian, *In Bed with Madonna*, est présenté hors compétition, précède d'une vague réputation de scandale. C'est promis, cette fois, Madonna se met à nu, comme personne d'autre auparavant. Il est sûr que, filmées en 35 mm, ses bottines ont une tout autre allure.

Souvent décriée, l'irruption de Madonna au milieu des festivités cannoises marque un changement d'époque. Un changement qui ne fait pas plaisir à certains, selon Jean-Marc Barr, l'ami du dauphin dans *Le Grand Bleu*, « c'est une catho frustrée... Un gâchet sans intérêt ». Marco Ferreri est plus direct : « C'est qui, Madonna ? Ici, elle vient casser les couilles au cinéma. » Les stars du grand écran ne suffisant plus à alimenter l'appétit vorace du Festival, elles sont débordées par ce phénomène nouveau, issu de la télévision et du clip.

Tout à tour Marilyn Monroe et Jane Russell, la coiffure brune qu'elle arbore pour la première fois cette année en fait une réplique fugace de la star des *Hommes préférent les blondes*. Brigitte Helm, Jean Harlow, Louise Brooks, Jayne Mansfield : Madonna confisque à elle toute seule l'âge d'or hollywoodien des studios et de l'expressionnisme allemand. Elle s'annexe autour de sa propre personne toute une mythologie dont le public croit qu'elle est la réincarnation. Avec Madonna, toutes les images se retrouvent à niveau, les compteurs du recyclage sont remis à zéro, la star n'est plus quelqu'un que l'on rencontre (comme une étoile filante), mais un objet bon marché que l'on peut toucher avant de s'apercevoir qu'il est en toc.

MADONNA le savait sans doute avant de fouler le sol cannois : les stars du petit écran ne brillent plus du même éclat. Seuls quelques paparazzi et une poignée de fans déchaînés ont fait le déplacement à l'aéroport de Nice pour traquer la madone accompagnée de ses gardes du corps, son attaché de presse, son maquilleur, son entraîneur sportif, un diététicien et une bonne quinzaine de malles. Ils ne verront d'elle que les vitres fumées de l'immense Mercedes limousine qui l'emmène à l'Hôtel du Cap, à Antibes.

Les aficionados devront se contenter d'une vague histoire de cocaïne planquée dans des boîtes de maquillage de l'entourage de la star et qui aurait poussé les douaniers, à la suite d'un coup de fil anonyme, à passer au peigne fin le contenu des divers bagages. Le zèle était de mise ce samedi-là à l'aéroport de Nice. « Il n'y a pas de raison, expliquait l'un des gabelous, qu'on emmerde un maximum n'importe qui pour deux grammes d'herbe, et qu'on ne vérifie pas quelqu'un dont tout le mérite est d'oser montrer son cul sur scène ! »

Très prudente, Madonna va rester, tel un vampire, pendant quarante-huit heures à l'abri des regards, avant la présentation de son film, le lundi, à la séance de minuit. Elle s'installe dans la fameuse suite 644 de l'Hôtel du Cap, juste après que le directeur de l'établissement, M. Ironde, eut pris soin de l'agréments de roses jaunes, la couleur préférée de la star. Pour plus de sûreté, ses gardes du corps passent les 250 m<sup>2</sup> de sa suite au détecteur de bombe. Elle reçoit ensuite longuement son professeur de culture physique, qui repart avec la mission de mettre au point un tracé pour le jogging fixé au lendemain matin. Madonna s'accorde alors une

sieste bronzante sur sa terrasse, spécialement aménagée d'une cinquantaine de paravents, destinés à la protéger de la cinquantaine de photographes massés sur les rochers face à l'hôtel, et d'une gigantesque foule de badauds qui faisaient déjà depuis plusieurs jours du camping sauvage. On se croirait vraiment dans une version plus moderne de *Papozzi*, le court-métrage de Jacques Rivière sur les photographes italiens qui, à Capri, traquaient Bardot pendant le tour-

nage du Mépris. Au même moment, un sosie de Madonna sème la panique sur la Croisette, mais ceux qui ont cru apercevoir la star tant espérée n'y auront vu que du feu.

Madonna ne sortira pour ainsi dire presque jamais de sa chambre avant le lundi, si ce n'est pour son jogging. Son séjour se déroule dans un calme absolu. La star fait l'immunité parmi le personnel de l'hôtel. Sa gentillesse, son attention, séduisent. C'est à peine si l'on fait attention au désordre installé dans sa chambre. « Lorsque je lui fais un commentaire sur le temps, la mer ou le ciel, elle y répond, elle est formidable », raconte Franck, le majordome de l'hôtel, dans une interview à Elle. Madonna est vraiment une chic fille. Elle avait d'ailleurs su se mettre Franck dans la poche, lors de son séjour à l'hôtel, l'année précédente, en laissant une montre à son effigie, et les directives de son

commentaire sur le temps, la mer ou le ciel, elle y répond, elle est formidable », raconte Franck, le majordome de l'hôtel, dans une interview à Elle. Madonna est vraiment une chic fille. Elle avait d'ailleurs su se mettre Franck dans la poche, lors de son séjour à l'hôtel, l'année précédente, en laissant une montre à son effigie, et les directives de son

commentaire sur le temps, la mer ou le ciel, elle y répond, elle est formidable », raconte Franck, le majordome de l'hôtel, dans une interview à Elle. Madonna est vraiment une chic fille. Elle avait d'ailleurs su se mettre Franck dans la poche, lors de son séjour à l'hôtel, l'année précédente, en laissant une montre à son effigie, et les directives de son

commentaire sur le temps, la mer ou le ciel, elle y répond, elle est formidable », raconte Franck, le majordome de l'hôtel, dans une interview à Elle. Madonna est vraiment une chic fille. Elle avait d'ailleurs su se mettre Franck dans la poche, lors de son séjour à l'hôtel, l'année précédente, en laissant une montre à son effigie, et les directives de son

commentaire sur le temps, la mer ou le ciel, elle y répond, elle est formidable », raconte Franck, le majordome de l'hôtel, dans une interview à Elle. Madonna est vraiment une chic fille. Elle avait d'ailleurs su se mettre Franck dans la poche, lors de son séjour à l'hôtel, l'année précédente, en laissant une montre à son effigie, et les directives de son

La moitié des familles  
recourent au moins  
une fois à l'école privée



# Yolanda Giglioti, dite Dalida

Miss Egypte à vingt et un ans, Italienne née au Caire, l'interprète de « Gigi l'amoroso » incarna une certaine chanson française, de la naissance du 45 tours à la mode disco. Diva populaire aux tourments intimes, elle se donna la mort en mai 1987, après le suicide de trois de ses amants

**D**ALIDA est de celles qui ont et s'habillent de noir quand un grand malheur arrive. Et tout peut arriver. Tout le pourtour de la Méditerranée le sait : le destin est là qui guette, qui se joue des humains et marque de ses chiffres - trois pour Dalida. Des coups de revolver, des barbituriques assommoirs, une couronne mortuaire expédiée dans la loge le soir d'une première à l'Olympia, des yeux qui se défont, sans axe, maintes fois opérés : tout se combat. Dalida eut à souvent ri, elle en a pleuré, mais elle n'a jamais pu s'en décevoir : la joie est un cadeau, elle a son corollaire, la souffrance, une obligation atavique.

Dalida la Méditerranéenne, la Levantine, s'est donné la mort le 3 mai 1987 à Paris. Elle était née au Caire le 17 janvier 1933, dans le quartier chrétien de Choubra, où sa famille s'était installée après avoir quitté la campagne calabraise. Dans ce temps écoulé, cinquante-quatre ans, il y eut bien des histoires, des hommes, des amours, des chansons, l'invention du juke-box, du Teppaz, le duel Anquetil-Poulidor, la mort de Nasser.

La face obscure de Yolanda Giglioti, née aux forces, commence par une histoire d'œil. Yolanda est bête, les méthodes sont archaïques, elle a les yeux bandés pour cause d'infection oculaire, elle hurle et ne se calme que quand son père, Pietro, premier violoniste à l'Opéra du Caire, lui joue de la musique. Elle est privée de lumière pendant quarante jours. Le nerf optique dévie. Quand on enlève les pansements, Yolanda est défigurée par le strabisme. Pietro est « fu de douleur », écrit Catherine Rihoit, dans la biographie très complète qu'elle a consacrée à Dalida. Il sort dans la rue en courant. Il hurle le nom du médecin criminel. Il veut le tuer. Giuseppe (la mère), atterrée, serre contre elle sa fille, qui sanglote ». Exubérance du drame, violence des maux de tête. La petite fille gagne un surnom : « Quat'yeux ».

La vie de Dalida sera émaillée d'opérations délicates ; la dernière date de 1984. Et alors qu'en 1986 elle triomphe en jeune grand-mère dans *Le Sixième Jour* de Youssef Chahine, la vedette contemple son miroir jusqu'à l'obsession.

La psychanalyse, Dalida n'était pas contre. Elle s'y livra, non pas avec Jacques Lacan, comme le dit la rumeur - elle a suivi quelques séminaires du maître -, mais avec de plus obscurs que lui. L'un de ses docteurs de l'âme, Guy Pithchal, l'appelait « l'aspirateur » à cause, expliqua-t-il un jour à la télévision, de « son immense désir de connaître ». Femme-objet des désirs sentimentaux de la foule, Dalida était chanteuse de variétés populaires. Mais elle s'était mise à lire Teilhard de Chardin et Freud, car elle avait effectué sa descente aux enfers : dose massive de tranquillisants absorbée en mars 1967 dans le secret d'un grand hôtel parisien. Deux mois auparavant, son amant, Luigi Tenco, jeune premier de la chanson à texte italienne, écou-



Dalida la Méditerranéenne, la Levantine, en 1957.

ché et intense, s'était tiré une balle dans la tête, alors que la fête battait encore son plein au Festival de Sanremo. Sa chanson, *Ciao amore, ciao*, avait été méprisée par le jury. Dalida, déjà superstar en Italie, l'avait chantée après lui. Elle avait le sens des paillettes, pas lui. L'Italie fit un mythe de Tenco, et de Dalida une coupable.

Elle tenta de tuer en elle tout ce que son compagnon n'avait pas jugé assez fort pour le retenir à la vie. Dalida avait le sens du *fatum*, ce « bateau noir », titre d'un fado qu'elle avait emprunté au répertoire d'Amalia Rodrigues. Quel mystère ! Quel brio-à-brac au fond des âmes ! La France, et l'Italie, et l'Égypte, encore cosmopolite, et Dalida, avaient bien ri avec l'italien petit Biki, 24 000 Bacci, l'aimant follement. Dalida est une femme de son temps. Elle cherche alors les voix de

l'apaisement en Inde aux côtés d'un conférencier initié aux choses orientales, Armand Desjardins, auteur des *Chemins de la sagesse*, un best-seller du genre. A Dalida, il prête son amour, et son gourou, qu'elle fréquente assidûment trois ans durant. Dalida la brune affiche une blondeur kitsch comme un fauteuil de velours rose. Elle s'appareille à triompher à l'Olympia, met au point un nouveau répertoire, sérieux, classique, où trône *Avec le temps*, de Léo Ferré, qu'elle a rencontré en 1970 en Italie du Sud et qui l'a convaincue qu'elle « était mère ». Deux ans plus tard, Dalida inaugure le cycle des conversations intimes avec un nouvel ami, François Mitterrand, rencontré lors d'un gala du Parti socialiste en 1972. Le futur président prendra pour habitude de venir dîner de fruits de mer rue d'Orchamps, à Montmartre, où Dalida habite une

maison à terrasses, à balcons, à étages. Elle soutiendra l'homme lors de la présidentielle de 1981, sans enthousiasme politique, et souffrira dans les années qui suivirent d'une étiquette d'artiste officielle.

Dalida aurait pu rester en Égypte, un pays qui donna à la France Claude François, Reda El-Caire ou Ri-

chard Anthony. Mais elle quitta le pays du Ralis pour tenter sa chance à Paris, capitale accueillante, où triomphent, au début des années 50, les chanteuses à l'accent, l'espagnole Gloria Lasso en première ligne. En 1954, Yolanda gagne le concours de Miss Egypte, en cachette de sa mère Peppina, qui élève, seule, ses trois enfants depuis la mort du père, revenu désemparé et violent de trois ans d'enfermement dans un camp réservé aux Italiens d'Égypte, internés en 1940, quand le roi Farouk s'allie avec l'Angleterre contre l'Italie mussolinienne.

Brune, puleuse, les yeux fardés, Yolanda est engagée par le réalisateur égyptien Nassef Mostafa pour jouer, en arabe, le rôle d'une infirmière-vamp dans *Sigara wa kass* (Un verre, une cigarette). Elle y chante, en italien, *Desiderio di un'ora*, en s'accompagnant au piano et en jouant de la jupe écharpée. En français, elle tient, la même année, un rôle d'espionne dans *Le Masque de Tintankhamon*, du metteur en scène Marc de Gastypé, qui l'invite à Paris et lui trouve un protecteur moralement correct, le colonel Vidal.

Dalida - le nom, d'abord suggéré par Nassef Mostafa, évoque *Samsou* et *Dalila*, le film à succès de Cecil B. De Mille - débarque à Paris à Noël 1954. Bientôt elle fait la couverture de *Cinéma*, posant en maillot panthère, absorbée par un faux bai-

niale. Lucien Morisse est le fils d'un fourreur d'origine polonaise, blond, timide et réservé. Sa famille a connu les camps de la mort hitlériens. Il invente le mariageage publicitaire, les *Scoubidous* de Sacba Distel. Il cherche un look, des chansons (*Gondolier, Comte Prima, Le jour où la pluie viendra, Buenas noches mi amor*), alors que l'armée de la France se mobilise sur le front algérien, que les pieds-noirs fredonnent *Tu n'as pas très bon caractère*. La France a besoin de soleil pour mentir la troisième semaine de congés payés.

Lucien Morisse épouse Dalida en 1960. Elle divorce peu après au profit d'un *docteur play-boy*. Dix ans plus tard, l'homme de radio, réformé et père de deux enfants, se tire une balle dans la tête. Dalida va au cinéma en veuve, la face voilée de lunettes noires. Un autre de ses compagnons, Richard Chanfray, alias « le Comte de Saint-Germain », alchimiste et escroc, se donne la mort en 1983, dans un chemin creux des environs de Saint-Tropez. Le suicide, dit Paul Clatdel, « est un manque de savoir-vivre ».

Sphinx de la variété - elle éliminera la menace yé-yé en programmant Richard Anthony en première partie de sa tournée : elle réglait son compte au disco en se l'appropriant. Dalida mène sa vie comme on sculpte sa statue. Dans ses mé-

**Des coups de revolver, des barbituriques assommoirs, des yeux qui se défont, maintes fois opérés : tout se combat.**

ser dans les bras de son partenaire, l'acteur Gil Vidal. Elle s'essaye aux cabarets. Elle crie *Brangère au paradis* à Gloria Lasso, sa future rivale, et l'interprète au radio-crochet de l'Olympia, où trois hommes se sont donné rendez-vous : Eddie Barclay, Lucien Morisse, Bruno Coquatrix. Le premier est en train d'inventer le show-business. Le deuxième, jeune directeur artistique d'Europe 1, bouleverse le monde de la radio. Le troisième vient d'assister au sacage des fauteuils de son nouveau music-hall, l'Olympia, par les jeunes supporters de « Monsieur 100 000 volts », Gilbert Bécaud.

Avec Dalida, ils inventent le rock oriental, le twist levantin. Ils tirent la chanson italienne vers le Sud, et la chanson française vers le monde. Avec *Bambino*, ils mettent la France bigarrée de l'après-guerre, ses immigrés italiens, espagnols, ses Ghans, ses Arabes, face à son histoire colo-

morphose, dans ses gestes de scène intenses, dans la chaleur d'un timbre de voix, sous les regards des dizaines de milliers de lettres d'admirateurs, de femmes complètes.

Le mariage romantique de Choubra, qui suivait le Tour de France de 1964 déguisé en homme aux côtés du chroniqueur Antoine Blondin, ne souscrivait pas à l'idée que « sans un homme, on n'est rien du tout ». Elle chantait des histoires d'amour, belles (il venait d'avoir dix-huit ans) ou idiotes (le *Je m'appelle amnésie*), l'hymne du Mondial 1982, la marche du jour le plus long, le sixtad de Zorba le Grec, ou *Hawa Nergula* au Maroc au lendemain de la guerre de six jours.

Elle s'insurgeait contre les préjugés, défendant le droit à l'homosexualité aux côtés du sénateur Henri Cavallier (non inscrit). Mère protectrice, vamp et madone à la voix grave et aux épaules carrées, Dalida a pris le virage du disco à un moment où la communauté gay s'identifiait au genre. « Les homosexuels, commente son frère Orlando, savent créer les divas : la Callas, Martine Dierich... » Elle aurait dû incarner Cléopâtre pour un opéra de Vittorio Rossi. C'est sous les traits de la reine d'Égypte qu'on la voit aujourd'hui sur les murs des villes. Le rêve finit en affiche commémorative, en pochette de disque posthume.

Véronique Mortaigne

## A lire, à écouter

● **Disques** : Les années Barclay, 1956-1970, un coffret de 10 CD, 511099-2. Les années Barclay, un double CD Barclay 537207-2. Les années Orlando, Versions originales 1970-1997, un coffret de 11 CD Orlando/Barclay 537288-2. Les années Orlando, un double CD Orlando/Barclay 537264-2. Comme si j'étais là, un CD Orlando 450999271-2, distribué par

Carrère. A ma manière, un CD Orlando 063014251-2, distribué par EastWest.

● **Livres** : Dalida, de Catherine Rihoit, éd. Plon/Pocket, 1997, 747 p., 40 F. Dalida, de Camillo Dacache et Isabelle Salmoo, éd. Vade Retro, 1997, 144 p., textes, photos, accompagné d'un CD inédit de dix titres (« Musicorama » à l'Olympia en 1959), 275 F.

## Toujours vivante

Dalida continue de mener une belle carrière discographique, d'abord dans le *back catalogue* de chez Barclay, où elle talonne Jacques Brel (environ 100 000 CD vendus par an). Les *Années Orlando, 1970-1997* - douze disques compacts proposés au prix moyen de 1 500 francs - a dépassé le cap des 3 000 ventes le premier mois. Sorti simultanément, début avril, à l'occasion du dixième anniversaire de la mort de la chanteuse, sa version résumée (un double CD) atteint aujourd'hui les 120 000 exemplaires vendus, aidée par une campagne de publicité télévisuelle de 6 millions de francs, essentiellement sur TF1.

Depuis deux ans, grâce à des prouesses technologiques - collage de voix, remontage -, Dalida est entrée dans l'univers de la *dance*, atteignant les premières places des hit-parades internationaux des discothèques.

## Orlando ou l'art et la manière de gérer l'héritage

**R**UE Damrémont, au pied de la Butte Montmartre à Paris, les bureaux des Productions Orlando main-d'œuvre un charme désuet, celui de la mémoire, sans ostentation. Le patron, Orlando, frère et légataire universel de Dalida, gère le souvenir comme une veuve. Il y a ces rayonnages de classeurs où sont soigneusement collées les coupures de presse depuis 1954, ces alignements de trophées, de décorations, de récompenses - du bronze, des ors, de l'argent -, des angelots, des timbres. Il y a ces vitrines où dorment les matrices de 45 tours, de 25 cm, de microsillons. Au bout d'un couloir jaloné de disques d'or, de platine, on croise Antoine Angell, fidèle parmi les fidèles, arrivé dans la maison un an après sa création en 1970, alors que la société s'appelait encore International Show, et que la cousine Rosy assurait le secré-

riat. L'empire Orlando, Citizen Kane des œuvres de Dalida, est, dit-il, « toujours artisanal ». Il repose cependant sur un impressionnant matelas discographique : chantant en sept langues, Dalida aurait vendu plus de 120 millions de disques tous formats, CD et cassettes à travers le monde, dont 80 millions chez Barclay, sa première maison de disques. Orlando vient de céder le catalogue de la période classique de Dalida (*Avec le temps, Je suis malade*) et les années « disco » (*Génération 78*), au groupe PolyGram, maison mère du label Barclay. Profitant de l'expiration, en janvier 1997, du contrat de distribution liant sa société à EastWest (anciennement Carrère, rachetée par Warner), Orlando a, dit-il, « cédé aux avances de Pascal Nègre, PDG de PolyGram, et fan de Dalida. J'ai ainsi réuni l'ensemble de l'œuvre de Dalida sous un même

label ». Entrée sous la coupe d'Eddy Barclay en 1956, Dalida s'était déléguée, en 1958, du contrat léonin qui la liait au colosse Vidal, son premier protecteur. En 1970, la chanteuse décida de voler de ses propres ailes et de créer avec son frère International Show. Le premier disque, *Daria diridada*, assure à lui tout seul l'avenir de la production familiale. Par la suite, il y aura une bonne collection de tubes planétaires dont *Gigi l'amoroso* - 14 millions de supports vendus en 1974, un record absolu.

UN COUPLE QUASI GÉMEAIRE « Quand Dalida s'enrhumait, Orlando s'enrhume », plaisantait le tout-Paris face à ce couple quasi gémeaire. Étrange liaison que celle de ce petit homme blond, dynamique et volubile, et d'une sœur vedette solitaire. Orlando s'appelle Bruno. Il est le frère cadet de Dalida, mais il a pris le nom du frère aîné, Oran-

do. Bruno fait ses premiers pas de music-hall en 1958, au Caire, où il fait du cabaret sous le nom de Bruno Mori. Le public aime sa version rénovée d'un air estudiantin des bords du Nil : *Mustapha* (« Tu m'as fait tourner la tête ») popularisé en France en 1959 par Bob Azzenar et son orchestre.

Arrivé en France en 1961 avec le reste de la famille, il est sollicité par Philippe, dont les dirigeants, Jacques Plé et Jacques Canetti, voient d'un bon œil le lancement de ce « frère de star » - même roulement des « r », même sens de la tragi-comédie à l'orientale, même voix chaude. Il est récupéré *in extremis* par Eddy Barclay, qui s'empresse de l'embarquer sous le label de sa femme Nicole. Bel Air. Bruno commettra quelques succès (Elle a les yeux d'un ange), sous un nouveau nom, Orlando, jugé plus exotique par Lucien Morisse, d'E-

rope 1, qui tire les ficelles. La confusion des prénoms n'est pas innocente. L'ainé avait, par tradition, joué le rôle du père à la mort de ce dernier. Le cadet endossa les paillettes. Il échoua mais devint le mentor et le conseiller artistique de Dalida à partir de 1966. Présent-absent, Orlando (le vrai) restera dans l'ombre. A sa mort en 1989, il exerçait les fonctions d'interprète. Sous l'identité de l'ainé, Orlando est aujourd'hui le gardien du temple, celui qui refuse à Dalida le droit de mourir. Le contrat qui le lie à PolyGram, et dont les montants ne sont pas révélés, est d'ailleurs significatif : c'est une vente en viager. « Je ne voudrais pas que le catalogue soit géré par les ayants droit, dit Orlando. Il deviendra propriété de PolyGram à ma mort, mais Dalida m'appartient jusqu'à la fin de mes jours ».

V. Mo.

هكذا من زلي



Dalida

HORIZONS-ANALYSES

LE MONDE / DIMANCHE 11- LUNDI 12 MAI 1997 / 13

هكذا من لا يصل

**LE COURRIER DES LECTEURS.** Née aux États-Unis en 1967, la fonction de médiateur existe aujourd'hui dans une vingtaine de journaux de huit pays d'Europe. Le titre d'ombudsman est le plus répandu, à côté de ceux de public editor, readers representative ou defensor del lector. Pour la première fois, l'Orga-

nisation des ombudsmen de presse a réuni sa convention annuelle hors d'Amérique, à l'invitation de *La Vanguardia*, le principal quotidien de Barcelone, et de son médiateur, Roger Jimenez. Elle a porté à sa présidence l'Américaine Lynn Feigenbaum, du *Virginian-Pilot* de Norfolk (Virginie).

## Ombudsmen de tous les pays...

par Thomas Ferenzi

A LA CONVENTION annuelle des ombudsmen de presse, qui a rassemblé à Barcelone, du 4 au 7 mai, une quarantaine de médiateurs issus de quinze pays, le représentant du quotidien japonais *Yomiuri Shimbun* a proposé à ses collègues quelques travaux pratiques en leur soumettant un bref questionnaire.

Première question : au cours de la prise d'otages de Lima, un journaliste de la télévision japonaise a réussi à pénétrer, avec son assistant péruvien, dans la résidence de l'ambassadeur du Japon, où il a rencontré pendant près de deux heures des membres du mouvement Tupac Amaru et des otages. Cette initiative a suscité un vif débat au Japon, les uns la justifiant par le droit des lecteurs à l'information, les autres la condamnant au nom de la protection des otages. Qu'en pensez-vous ? Les ombudsmen se sont divisés. Dès le moment où cette rencontre apportait des éléments d'information nouveaux, ont dit les uns, elle était légitime ; dans la mesure où elle n'avait pas pour but l'intérêt public, ont répondu les autres, elle était critiquable. Mais comment défi-

nir l'intérêt public ? Par l'information, ont affirmé ceux pour qui compte un seul critère : « *It's news* ». Encore faut-il s'interroger sur la nature et les conséquences de cette information, ont objecté les autres.

Seconde question posée par le médiateur japonais : comment éviter que soient diffusés par la presse les noms de personnes soupçonnées de tort d'actes criminels, comme celui de Richard Jewell, accusé de l'attentat d'Atlanta avant d'être innocenté ? Là encore, les uns ont estimé que *The Atlanta Journal-Constitution*, à l'origine de la révélation, avait fait son travail en diffusant une information de source policière. « *Le peuple d'Atlanta et le monde entier avaient le droit de savoir où en était l'enquête* », a souligné Roger S. Kintzel, directeur de ce quotidien, dans une tribune que publie le dernier numéro de *Quill*, organe de l'Association américaine des journalistes professionnels. D'autres ont regretté que toutes les précautions n'aient pas été prises.

Au-delà des multiples cas d'école, qui ont fait l'objet de discussions animées, une réflexion s'est aussi engagée sur le rôle des médiateurs de presse. Certains intervenants les ont invités à aller plus loin dans la critique du journalisme et à

se faire les porte-parole des exclus de l'information. Provocateur, l'écrivain catalan Manuel Vazquez Montalban les a même accusés de n'être que les « *alibis* » de leurs journaux. Ils assurent, a-t-il dit, le « *contrôle de qualité* » du produit que fabrique leur entreprise, mais il leur est interdit de remettre en question la hiérarchie des valeurs sur laquelle celle-ci est fondée et d'aider à la création d'une « *culture alternative* » qui rompe avec le « *discours unique* » de la presse.

Manuel Vazquez Montalban n'a pas tort. Les médiateurs ne se prennent ni pour Robin des Bois ni pour Mère Teresa, les deux héros populaires auxquels l'écrivain catalan les a ironiquement comparés. Ils défendent la conception du journalisme que propose le journal qui les emploie. Mais ils le font avec l'aide des lecteurs. Ce qui est nouveau, comme l'ont noté plusieurs participants, c'est que les lecteurs aujourd'hui en savent souvent autant, ou presque, que les journalistes et qu'ils deviennent à leur tour, à travers Internet, des acteurs de la communication. Aussi veulent-ils être mieux associés à la vie de leur journal. Telle est la fonction des ombudsmen, qui espèrent ainsi ne pas servir seulement d'alibi à la presse telle qu'elle est, mais aussi d'aiguillon à la presse telle qu'elle doit être.

### LA TURQUIE EN EUROPE

Ceux qui demandent aujourd'hui : « *Les Turcs sont-ils des Européens ?* » sont les dignes héritiers de ceux qui disaient hier : « *D'ailleurs, les nègres ont-ils une âme ?* ». En corollaire, une autre question s'impose : « *Les Européens sont-ils bien des Européens ?* ». Passons sur vingt siècles d'actes belliqueux et de guerres impérialistes sur les cinq continents et tous les océans. Passons sur notre colonialisme et toutes ses conséquences. Passons sur le nazisme et toutes ses conséquences. Passons sur Mussolini, Franco, Salazar et Metaxas. Passons sur Coventry, le Vef, d'Hiv, Sakiet-Sidi-Youssef, Charonne et Belfast. Passons sur Sarajevo, où l'Europe a laissé massacrer les Bosniaques, comme elle avait laissé massacrer les Turcs à Chypre. Passons aussi sur tous ceux que l'Europe a tolérés sinon soutenus, de Bokassa à Mobutu, en passant par Poi Pot. Passons sur notre indifférence et notre égoïsme, notre arrogance et notre ignorance, qui poussent les plus démunis à croire que l'intégrisme au moins offre « *quelque chose* ». Passons, en effet, parce qu'on ne trouve dans l'histoire que peu de preuves démontrant la « *vocation européenne* » de l'Europe.

Jean A. Pirlot, Beylerbeyi (Turquie)

### LE DROIT À L'INDIFFÉRENCE

Dans *Le Monde* du 30 avril, vous soulignez le risque de l'indifférence des Français face aux prochaines élections législatives. La question mérite, en effet, d'être posée : l'indifférence est-elle dangereuse ?

D'une manière générale et théo-

rique, il n'est pas bon, dans une démocratie, que les citoyens électeurs se sentent indifférents et impuissants. L'indifférence, cela signifie qu'ils perdent le droit de choisir leurs gouvernants, non parce qu'il leur a été retiré de force, mais parce que ce droit ne leur paraît plus réel (...).

Toutefois, ces dangers peuvent être nuancés à la lumière des circonstances actuelles. Il n'y a pas aujourd'hui de grandes idéologies politiques auxquelles on croit aveuglément, et pour lesquelles on est prêt à donner son sang. La montée du chômage est lente, ce qui atténue la portée politique du phénomène. Aucun grand changement n'a suivi l'arrivée de Jacques Chirac à l'Élysée. Une même politique de rigueur, d'austérité - appelons-la comme on veut -, continue d'être menée (...).

L'indifférence n'est donc peut-être pas si alarmante. Elle correspond logiquement à une époque où le débat politique national est en suspens. Pourquoi ? Parce que le chômage est la première préoccupation de l'électorat et que la droite et la gauche semblent suivre la même politique, en favorisant la construction européenne (...).

Ainsi, ces élections législatives ne sont plus vues comme un enjeu politique majeur, mais comme la simple reconduction de gestionnaires à leurs postes respectifs.

Laurent Fargues, Ville-d'Avray (Hauts-de-Seine)

### JE NE VOTERAI PAS

Je ne voterai pas les 25 mai et 1<sup>er</sup> juin. Je ne voterai pas pour la majorité actuelle, considérant que la dissolution est une manœuvre politicienne de bas étage, une faute éthique (en démocratie, on

respecte les règles du jeu et les échéances, sauf crise majeure et grave, ce qui, présentement, n'est pas le cas), un aven d'échec, et donc qu'il est abusé de voter pour les sortants qui n'ont absolument rien de nouveau à présenter. Je ne voterai pas pour le PS, qui, lui, a été au pouvoir pendant douze ans, voire quatorze, a laissé s'aggraver les problèmes majeurs de notre société : le chômage, l'exclusion, la fracture sociale. Ce furent « *les années flic* » dont l'État, ministre et toujours défendu par le président Mitterrand, a été le symbole et la honte.

Je ne voterai pas pour le PC, un parti qui a cantonné Staline, Ceausescu et consorts, qui a donné en modèle l'Union soviétique et a été financé par le PCUS. Le passé ne peut s'oublier. Je ne voterai évidemment pas pour le FN, aux récents vichystes et fascistes, et qu'on ne peut que rejeter. Je ne voterai pas pour les écologistes, qui posent quelques bonnes questions et soulèvent des problèmes intéressants, mais n'offrent pas une alternative crédible de gouvernement.

Donc, les dimanches 25 mai et 1<sup>er</sup> juin, pour la première fois, je n'accomplirai pas mon devoir électoral, enseigne pourtant avec beaucoup de conviction dans une vie de professeur d'histoire-géographie et instruction civique. Je confierai l'image traditionnelle de l'abstentionniste : l'irai à la pêche (à la truite, à Cubières, Lozère).

Gabriel Terrin, Beaucarre (Gard)

### LA POLOGNE ET L'OTAN

M. Rocard s'oppose catégoriquement à l'élargissement de l'OTAN en raison des besoins de

sécurité de la Russie que cette dernière estime vitaux (*Le Monde* du 19 avril). Bien entendu, je n'ai pas l'intention d'engager une polémique à ce sujet. Les arguments polonais dans cette matière présentés à nos amis russes sont bien connus. Cependant, tout n'est pas si clair. L'auteur dit que, « *le 18 mars, la sous-commission "Sécurité" du Parlement européen a reçu, en audition spéciale, trois membres de la Douma...* », qui « *venaient de groupes différents mais représentaient à eux trois plus des trois quarts des forces composant le Parlement russe* », et qu'en Russie les forces démocratiques sont minoritaires : la question est donc de savoir quelle est la position des trois quarts dont parle M. Rocard.

Le monde doit-il alors soutenir la démocratie et son développement en Russie ? Les démocraties occidentales peuvent-elles, dans une Europe nouvelle et libre, se soumettre à toute vote majoritaire, même si cette vote n'est pas démocratique ? Je ne trouve dans cet article aucune remarque relative à l'avenir de l'Europe centrale. L'auteur ne dit pas non plus que la Russie ne menace personne, et le tiens à affirmer qu'effectivement il en est ainsi. Par ailleurs, il convient d'ajouter que la Russie n'est aucunement menacée par les pays de l'Europe centrale. L'espère que je me trompe en interprétant le texte de M. Rocard comme une proposition de transformer l'Europe centrale en une zone grise ou une zone tampon, et ce dans l'objectif de préserver le droit de la majorité parlementaire russe de décider de l'avenir d'un certain nombre d'États européens démocratiques.

Stefan Meller, ambassadeur de Pologne à Paris

## Il n'y a plus de saisons...

Suite de la première page

Le 26 mars, le deuxième assureur de la planète, la Suisse de réassurance estimait le coût des catastrophes naturelles « *assurées* » à 7,9 milliards de dollars (plus de 45 milliards de francs), « *un niveau très élevé par rapport à la moyenne des vingt-cinq dernières années* » (bien qu'inférieur de 20 % à celui de 1995).

Ces indices récents d'un réchauffement global susceptible de provoquer un dérèglement généralisé confirment ceux qui ont été déjà rassemblés. Depuis cent trente et un ans, c'est-à-dire depuis que la statistique des températures existe au niveau mondial, les onze années les plus chaudes se sont situées entre 1980 et 1996. Les Nations unies estiment que « *les désastres naturels significatifs* » ont été multipliés par quatre ces trente dernières années. 40 % des terres émergées de la planète sont touchées par le phénomène de la désertification, soit une centaine de pays et plus de un milliard d'êtres humains. Ces dix dernières

années, 105 millions d'hectares supplémentaires (environ deux fois la superficie de la France) ont été ainsi définitivement stérilisés.

Pour la plupart des experts, le phénomène « *naturel* » a une cause : l'activité humaine qui, en développant un certain mode de vie, de transport, de production et de consommation, produit des gaz à effet de serre. Leur action dans l'atmosphère « *piège* » la chaleur de la terre, ce qui déséquilibre le climat, rendant en particulier le cycle hydrographique « *plus vigoureux* », avec des sécheresses et des inondations « *plus sévères* ».

La communauté scientifique internationale reste cependant partagée sur l'ampleur et les rythmes de ce coup de chaleur ainsi que sur ses conséquences. En matière climatique, on ne sait pas grand-chose du rôle régulateur des océans et des mystères de la circulation atmosphérique. Certains chercheurs, s'appuyant sur des données recueillies lors de forages dans les sédiments marins et des massifs coralliens (*Le Monde* du 28 février), vont même jusqu'à contester la réalité du phénomène, attribuant à quelque grande peur millénariste.

Il n'empêche. Après le Sommet de la Terre à Rio en 1992, une instance internationale forte de

2 000 spécialistes - le Groupe intergouvernemental sur le changement climatique (GICC) - s'est mise au travail. Elle a remis deux rapports, en 1995 et en 1996, dont les conclusions ne laissent que peu de place au doute : le réchauffement climatique « *s'accélère* » et le lien entre celui-ci et la concentration croissante des gaz à effet de serre est une « *quasi-certitude* ».

Les prévisions du GICC font état d'une hausse des températures comprises entre 1 et 3,5 degrés centigrades au cours du siècle à venir, ce qui constituerait sans doute un des chocs les plus forts de l'histoire climatique de la planète. Elles restent contestables dans la mesure où elles ne reposent que sur des modélisations à partir d'ordinateurs qui, comme chacun sait, ne sont pas prophètes. Mais elles sont tenues pour suffisamment plausibles et leur caractère de gravité est assez reconnu - « *une question de vie ou de mort* », selon la conférence des États signataires de la convention sur les changements climatiques, réunis le 19 juillet 1996, à Genève - pour que les autorités politiques s'en saisissent.

Malgré les divergences d'intérêt à court terme entre pays du Nord et du Sud, malgré les considérables enjeux économiques qui

concernent au premier chef les secteurs du pétrole, du charbon et de l'automobile, un consensus international semble se dégager sur l'objectif de réduction drastique des émissions de gaz. Rendez-vous est pris à ce sujet entre tous les pays du monde, en décembre, à Kyoto. Encore faudra-t-il s'entendre sur les moyens de cette lutte. N'impliquent-ils pas de revenir pour partie sur le modèle dominant de développement, énergétique et productiviste ? L'échec d'une réunion, le 4 mars, à Bonn, au cours de laquelle les représentants de cent cinquante pays n'ont pu se mettre d'accord sur un premier calendrier de réduction, n'incite pas à un optimisme exagéré.

Jean-Paul Besset

### PRÉCISION

#### AGENCE CAPA

Dans l'article « *L'inquiétant* » *Vrai Journal* de Kar Zéro (*Le Monde* du 26 avril), une formulation ambiguë pouvait laisser croire que les séquences « *avec tritages* » étaient réalisées par les journalistes de l'agence Capa alors qu'ils travaillent uniquement sur les reportages authentiques du magazine diffusé sur Canal Plus.

## Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75202 PARIS CEDEX 05  
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F  
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90  
Internet : <http://www.lemonde.fr>

EDITORIAL

## Silence, on tue

QU'EST-CE que Laurent-Désiré Kabila a à cacher ? Pourquoi, si les récits des exactions imputées à ses hommes dans l'est du Zaïre sont dénués de fondements, empêche-t-il l'ONU de venir le vérifier sur place ? Le refus qu'il oppose à la mission d'enquête des Nations unies accrédite le soupçon : on a massacré, on massacre dans les zones « *libérées* » par les rebelles zairais.

Massacres sans combats : il n'y a pas de guerre ou à peine ; l'armée de Mobutu s'est enfuie devant l'avancée des rebelles. Et, tandis que les pauvres Zairais acclament, à chaque étape de sa conquête sans gloire, celui qui met à bas les derniers vestiges d'une dictature honnie, derrière lui ses hommes sèment la mort dans la plus misérable et la plus démunie des populations qui soit : celle des malades, des femmes, des enfants rwandais réfugiés au Zaïre, abandonnés par les combattants hutus après avoir été leurs otages et leur avoir servi de bouclier.

Il n'y a pas de « *preuves* » des massacres. Il n'y a pas d'images, CNN n'est pas là pour filmer les charniers. Mais de quel enfer les enfants des camps de Kisangani blessés à coups de machette reviennent-ils ? D'où reviennent-ils et où vont les cadavres ambulants que les forces rebelles consentent à entasser dans un train, avant que le HCR assure leur transfert par avion de Kisangani à Kigali, au Rwanda, où, de nouveau, ils sont soustraits à l'assistance humanitaire et aux regards ?

L'impressionnante image des foules de réfugiés hutus rwandais regagnant leur pays en novembre 1996 semble avoir anéanti pour longtemps l'opinion internationale. Les malheureux entraient chez eux : les rebelles zairais les autorisaient à partir, les autorités tutsies du Rwanda, à revenir, et tout rentrerait dans l'ordre. Mais le compte n'y est pas. Où sont les centaines de milliers qui manquent ? Pourquoi les ONG ne peuvent-elles leur porter secours dans les zones du Zaïre passées sous contrôle rebelle ? Où vont ceux qui continuent de rentrer au Rwanda dans un état de plus en plus pitoyable ? Pourquoi les bonnes volontés internationales qui s'offrent ne sont-elles pas autorisées par Kigali à les assister comme il conviendrait ?

Les témoignages sur les exactions perpétrées dans les zones conquises du Zaïre par Laurent-Désiré Kabila et ses alliés rwandais sont devenus tellement troublants que des voix aussi autorisées que celles du secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, ou du commissaire européen à l'action humanitaire, Emma Bonino, se sont élevées avec un vigoureux pen commu. Elles se perdent dans un vide sidéral. L'inertie des États s'était trouvée, au début de l'offensive rebelle, une justification : les réfugiés, laissait-on entendre, étaient en premier lieu les victimes de l'encadrement hutu des camps, c'est-à-dire des auteurs du génocide perpétré en 1994 au Rwanda contre les Tutsis. Cet argument n'est, depuis longtemps, plus recevable.

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani  
Directeur : Jean-Marie Colombani  
Directeur adjoint : Jean-Marie Colombani  
Directeur général : Jean-Marie Colombani  
Directeur général adjoint : Jean-Marie Colombani

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel  
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhonnau, Robert Solé  
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Cans, Pierre Gascar, Laurent Gbaguidi, Iratze Guregu, Michel Kojan, Bernard Le Gendre  
Directeur artistique : Dominique Boyonne  
Rédacteur en chef technique : Eric Assa  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Mémoires : Thomas Ferenzi  
Directeur éditorial : Eric Platon ; directeur délégué : Anne Chassebois  
Conseiller de la rédaction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verdet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courau, vice-président  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Foccart (1969-1982), André Laurent (1982-1985), André Fontana (1985-1991), Jacques Lecaune (1991-1994)

*Le Monde* est édité par la SA Le Monde  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1974  
Capital social : 99 100 F. Actionnaires : Société civile « *Les rédacteurs du Monde* », Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Vus Presse, Le Monde Prévoyance

### IL Y A 50 ANS, DANS *Le Monde*

#### L'intervention de M. Houphouët

TROIS JOURS durant, l'Assemblée nationale a vu se dérouler devant elle le débat sur les événements de Madagascar. Séances moroses, interpellations apportant très peu d'éléments nouveaux. La France est obligée d'avoir la politique de ses moyens.

Telle serait la leçon du débat, s'il n'en comportait pas une autre beaucoup plus importante. Alors que M. Lamine-Guèye, député, maire de Dakar, était à la tribune et qu'il insistait sur les divisions qui existent entre les parlementaires noirs, M. Houphouët, autre parlementaire africain d'extrême gauche, est intervenu de façon remarquable, avec énergie.

« *On cherche à nous diviser, a-t-il déclaré. M. Aurélien a dit à Dakar qu'en aucun temps et en aucun autre pays on n'avait vu des parlementaires d'outre-mer s'associer*

aussi étroitement qu'en France à la vie de la métropole. Cela est vrai. Mais notre présence sur ces bords ne doit pas être considérée comme une fin en soi. Vous n'avez jamais voulu que nous conservions notre personnalité. Vous voulez nous considérer comme des pions qu'on déplace à volonté et dresser les élus d'outre-mer les uns contre les autres. Quand nous dénonçons des abus, vous nous traitez d'ingrats. »

Il est impossible de ne pas voir dans ces paroles une condamnation radicale de la politique d'assimilation. Nous retrouvons ici les arguments dont s'est servi M. Ferhat Abbas dans la précédente législature. Et M. Houphouët a été applaudi par tous ses collègues noirs, même MRP, sans distinction.

Jacques-H. Guérif  
(11-12 mai 1947.)

### *Le Monde* SUR TOUS LES SUPPORTS

Télématique : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC  
ou 08-36-29-04-56

*Le Monde* sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du *Monde* : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

*Le Monde* sur Compuserve : GO LEMONDE  
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78



**EXPANSION** Le 5 juin, Peter Brabeck, un Autrichien de cinquante-deux ans, prendra la direction de Nestlé, numéro un mondial de l'agroalimentaire. En seize ans,

son prédécesseur, Helmut Maucher, a mené à marche forcée la croissance du groupe suisse. ● DEPUIS 1981, les ventes de Nestlé ont doublé pour atteindre, en 1996, 60 mil-

liards de francs suisses (environ 240 milliards de francs français). Elle emploie aujourd'hui 220 000 salariés dans 489 usines implantées dans 77 pays. ● LE GROUPE a réalisé en 1996

3,4 milliards de francs suisses de bénéfice net et a vu la valeur de son action décoller sous la férule de M. Maucher. Mais celui-ci a toujours préféré une vision industrielle à

« l'optique un peu plus court terme » de la finance. ● NESTLÉ entend rester actionnaire de L'Oréal et compte même en prendre un jour le contrôle.

## Helmut Maucher, patron de Nestlé, laisse à son successeur un groupe planétaire

En seize ans, le président-administrateur délégué a doublé le chiffre d'affaires du géant agro-alimentaire, présent dans soixante-dix-sept pays. Son dauphin, Peter Brabeck, prend les commandes d'une multinationale qui privilégie une vision industrielle à long terme

ZÜRICH

de notre envoyé spécial

Après seize années à la tête du numéro un mondial de l'agroalimentaire Nestlé, son président-administrateur délégué, Helmut Maucher, un Allemand de soixante-neuf ans proche de Helmut Kohl, passera le flambeau le 5 juin à son dauphin, Peter Brabeck, un Autrichien de cinquante-deux ans. Le patron de Nestlé, qui conservera la présidence du conseil d'administration, a la satisfaction du devoir accompli.

Depuis 1981, il a mené à marche forcée la croissance du groupe suisse, à coups d'OPA si nécessaire, doublant son chiffre d'affaires, qui atteint aujourd'hui 60 milliards de francs suisses (environ 240 milliards de francs français), pour un résultat net de 3,4 milliards de francs suisses. En 1985, il rachète le producteur de lait Carnation. L'Italien Buifoni et le britannique Rowntree passent sous sa coupe en 1988. Vient enfin la reprise du groupe français Perrier en 1992, au terme d'une bataille boursière épique, qui fera du géant suisse le numéro un mondial des eaux minérales, devant le français Danone. Le groupe, qui emploie aujourd'hui 489 usines dans 77 pays avec 220 000 salariés, a investi pour ses acquisitions 33,1 milliards de francs suisses et cédé pour 7,4 milliards de francs d'actifs non stratégiques.

Depuis quelques années, Nestlé affirme que le temps des acquisitions est révolu. Place à la croissance interne et au développement des marques existantes (Nestlé, Nescafé, Nesquik, Findus, KitKat, Maggi, Buitoni, Perrier, Vitell), notamment dans les pays en dévelop-

pement. Le choix de M. Brabeck incarne cette nouvelle ère : il a passé dix-huit de ses trente ans de carrière chez Nestlé dans les pays émergents, entre le Chili, l'Équateur et le Venezuela, alors que M. Maucher a mené sa carrière entre l'Allemagne et la Suisse.

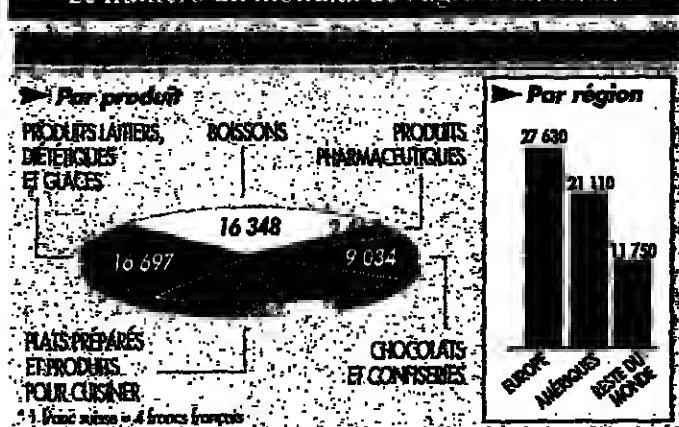
« POUR LA CLASSE MOYENNE » Il n'y a cependant pas de bouleversement à attendre dans la stratégie du groupe. Nestlé continuera de creuser son sillon pour imposer ses produits (1,5 % du marché mondial seulement) sur toutes les parties du globe, même les plus pauvres. « Il faut que nos marques soient présentes lorsque se constitue la classe moyenne », explique le Français Philippe Véron, un des directeurs généraux de Nestlé, qui rappelle que son groupe était installé dans les pays du Golfe avant l'envolée du pétrole de 1973 et n'a jamais quitté l'Amérique latine, « contrairement aux Américains ».

### Un actionnaire sans faille de L'Oréal

A l'heure où son grand concurrent, Unilever, cède ses activités chimiques au britannique ICI pour 8 milliards de dollars, Nestlé dément toute rumeur de désengagement de L'Oréal. Le groupe français – dont Nestlé détient 49 % de la holding de contrôle Gesparal, aux côtés de Liliane Bettencourt, première fortune de France (plus de 40 milliards de francs) – a vu son chiffre d'affaires et son résultat net progresser en cinq ans de 60 %.

« La valeur actionnariale de L'Oréal a progressé de 157 % en cinq ans », se réjouit Helmut Maucher. « Nous avons de très bonnes relations avec la famille propriétaire et le management de L'Oréal », affirme le patron de Nestlé, à la veille de son départ. Considérant que son groupe a deux pôles, l'agroalimentaire et les cosmétiques, il se dit satisfait de la structure de contrôle actuelle. Mais Nestlé compte prendre un jour la majorité de Gesparal, tout en veillant bien à laisser au groupe cosmétique son autonomie. « L'Oréal reste L'Oréal », affirme-t-il.

### Le numéro un mondial de l'agro-alimentaire



dans les années 60. L'objectif est de « verrouiller » les marchés avant leur décollage économique par une présence dans les circuits de distribution et la création d'une image de marque auprès des popu-

lations. Aujourd'hui, alors que tous les regards sont tournés vers la Chine – où Nestlé exploite six usines et compte en ouvrir quatre autres d'ici à l'an 2000 –, l'Amérique latine et l'Europe de l'Est, Nestlé pose déjà ses jalons dans le bassin méditerranéen.

Au début de mai, l'entreprise a inauguré en Syrie une usine qui emploie 133 personnes et produit notamment du lait Milo. « Ici, on ne trouve pas de lait », explique M. Maucher. Le groupe ne craint pas de travailler à très long terme : « Il nous a fallu six ou sept ans avant de dégager des bénéfices en Égypte et en Chine, on ne dégage pas des bénéfices ou tout d'un coup de présence ».

Le groupe se défend toutefois de ne pas rechercher l'intérêt de ses actionnaires. « Ils ont toujours eu la priorité chez nous », rappelle-t-il, le 6 mai, lors de la présentation des

résultats de 1996, celui qui a décuplé la valeur de l'action de Nestlé, même si cette multiplication reste moins forte que celles de Coca Cola ou de Microsoft. Mais, à l'heure de la retraite, M. Maucher n'hésite pas à malmenier les financiers et impose une visio plus « européenne » de l'entreprise : « La finance a tendance à avoir une optique un peu plus court terme que l'industrie ».

### RÉMUNÉRATIONS AU BONUS

Chez Nestlé, pas question de baisser les investissements publicitaires, de réduire les dépenses de recherche et de développement ou de renoncer à une acquisition sous prétexte qu'elle diminue le bénéfice pendant deux ou trois ans, alors qu'elle profitera à l'entreprise pendant les dix années suivantes. Ainsi, Nestlé continue de revendre l'achat – beaucoup trop cher au regard de critères financiers traditionnels – de Perrier, qui lui a permis de prendre pied sur le marché américain. « Une source, ce n'est pas comme une usine. Si un concurrent la rachète, vous la perdez définitivement », expliquait Serge Milhaud, ancien PDG de Perrier-Vittel.

Nestlé résiste aux modes de Wall Street, qui veut des entreprises monoproduct et endettées pour mieux faire monter leurs cours de Bourse. « Un rachat d'actions ne me paraît pas indispensable. Il est bon d'avoir des réserves pour l'avenir », explique M. Maucher. Le groupe a réduit son endettement (ratio dette sur fonds propres) de 77 % en 1992 à 29 % en 1996. « Dans la logique américaine, nous ne sommes pas assez endettés. Dans

la logique suisse, nous le sommes beaucoup trop ».

S'inspirant du modèle anglo-saxon, M. Maucher a cependant introduit chez Nestlé la rémunération au bonus (12 à 30 % du salaire pour la direction générale de Vevey en Suisse, où l'entreprise a son siège, 6 % maximum pour les cadres du groupe, 4 % pour les employés) et les stock-options pour une soixantaine de dirigeants. « Personne ne se serait comporté différemment s'il n'y avait pas eu de stock-options. Mais je souhaite que, le jour où ils partiront en retraite ou en auront besoin, les dirigeants aient pu constituer une petite fortune », explique M. Maucher, qui précise toutefois qu'il n'est pas question chez Nestlé de quitter l'entreprise avec 100 millions de dollars, comme cela se fait aux États-Unis.

M. Maucher a refusé tout recentrage sur les métiers de base. « Certains n'ont suggéré de tout vendre chez Nestlé, sauf Nescafé, pour augmenter mon ratio résultat net sur chiffre d'affaires », lance M. Maucher. Selon lui, il ne suffit pas d'être une entreprise monoproduct pour avoir le succès de Coca Cola, alors qu'un General Electric, et ses dix branches stratégiques, gérées admirablement par Jack Welch, a réalisé un parcours exceptionnel. Nestlé entend plus que jamais conserver sa filiale pharmaceutique Alcon et sa participation dans le numéro un mondial des cosmétiques, L'Oréal. Pour M. Maucher, la clé du succès n'est pas dans la non-diversification, mais dans la qualité du management.

Arnaud Lapermentier

## La transformation du capitalisme de Hongkong sous l'influence de Pékin

HONGKONG

correspondance

A cinquante et un jours du retour de Hongkong à la Chine, les grandes manœuvres financières continuent. Les très profitables Hong Kong Telecom vient de connaître un changement dans la composition de son actionnariat.

Citic Pacific a décidé, le 9 mai, de vendre sa participation de 7,7 % dans l'opérateur de territoire à China Everbright Holdings, filiale du Conseil d'État de Chine populaire. En apparence, pas de bouleversement : d'un côté, un actionnaire proche de Pékin vend sa participation minoritaire à un autre actionnaire de Chine populaire. De l'autre, on est loin du re-

trait, attendu de longue date, du britannique Cable & Wireless, qui reste l'actionnaire majoritaire de Hong Kong Telecom, avec 59 % du capital.

A y regarder de plus près, ce pourrait être le prologue d'une pièce en plusieurs actes. Le mouvement marque l'arrivée d'une des plus hautes instances de Chine populaire : la participation passe de la « main gauche » de Pékin (Citic Pacific, contrôlé à seulement 25 % depuis les derniers désengagements de sa maison mère) à la « main droite » (China Everbright, filiale directe du Conseil d'État). Or le Conseil d'État est également actionnaire du deuxième opérateur téléphonique de Chine populaire, Unicom, créé en 1994 pour concurrencer le puissant ministère des postes et télécommunications (MPT), en situation de monopole. Les observateurs n'excluent pas, à terme, un rapprochement de Hong Kong Telecom et de Uni-

com, initié par le Conseil d'État, le cash flow et la maîtrise technologique du premier servant aux projets de développement du second. Deux jours avant l'annonce de cet accord, la présidente de Unicom, Li Huihong, déclarait d'ailleurs avoir eu des entretiens concernant une éventuelle prise de participation dans Hong Kong Telecom. Sans précisions sur quoi.

Si le rapprochement avec le MPT qu'espéraient les actionnaires n'a pas encore eu lieu, de nombreuses alliances capitalistes se tissent entre la Chine populaire et Hongkong ont déjà été effectuées. En 1996, en particulier, l'aviation civile chinoise a pris le contrôle de la rentable compagnie aérienne Dragonair. Fin janvier 1997, Citic Pacific déboursait 11 milliards de francs pour prendre 20 % du capital de China Light & Power, la compagnie d'électricité des Nouveaux Territoires et la deuxième entreprise de Hongkong par le montant de sa capitalisation boursière (45 milliards de francs environ). En mars, la filiale à Hongkong de China Travel Service reprenait, elle aussi, 20 % de la compagnie des autocars de l'île, Citybus, pour 360 millions de francs, puis la principale vertu d'être d'avoir un actionnaire majoritaire de Chine populaire. Chaque introduction en Bourse de ces « red chips » suscite une ruée des fonds de pension comme des épargnants, qu'il s'agisse de sociétés prometteuses ou de coquilles vides. Le pari, c'est que les « connexions » des red chips assureront les entrées nécessaires aux affaires en Chine Populaire. « Mais nombre de ces red chips ne sont que des coquilles sans substance, dotées de connexions fragiles par nature », relève Robert Bradfoot, directeur de Political and Risk Consultancy à Hongkong. Il y aura probablement de brutales déconvenues. L'affaire Hong Kong Telecom pourrait bien être la première d'entre elles.

Volonté qui pourrait quelque peu refroidir l'engouement des investisseurs locaux qui, depuis plusieurs mois, ont placé des milliards de dollars sur des actions dont la principale vertu était d'être « rouges », c'est-à-dire d'avoir un actionnaire majoritaire de Chine populaire. Chaque introduction en Bourse de ces « red chips » suscite une ruée des fonds de pension comme des épargnants, qu'il s'agisse de sociétés prometteuses ou de coquilles vides. Le pari, c'est que les « connexions » des red chips assureront les entrées nécessaires aux affaires en Chine Populaire. « Mais nombre de ces red chips ne sont que des coquilles sans substance, dotées de connexions fragiles par nature », relève Robert Bradfoot, directeur de Political and Risk Consultancy à Hongkong. Il y aura probablement de brutales déconvenues. L'affaire Hong Kong Telecom pourrait bien être la première d'entre elles.

Volonté qui pourrait quelque peu refroidir l'engouement des investisseurs locaux qui, depuis plusieurs mois, ont placé des milliards de dollars sur des actions dont la principale vertu était d'être « rouges », c'est-à-dire d'avoir un actionnaire majoritaire de Chine populaire. Chaque introduction en Bourse de ces « red chips » suscite une ruée des fonds de pension comme des épargnants, qu'il s'agisse de sociétés prometteuses ou de coquilles vides. Le pari, c'est que les « connexions » des red chips assureront les entrées nécessaires aux affaires en Chine Populaire. « Mais nombre de ces red chips ne sont que des coquilles sans substance, dotées de connexions fragiles par nature », relève Robert Bradfoot, directeur de Political and Risk Consultancy à Hongkong. Il y aura probablement de brutales déconvenues. L'affaire Hong Kong Telecom pourrait bien être la première d'entre elles.

Volonté qui pourrait quelque peu refroidir l'engouement des investisseurs locaux qui, depuis plusieurs mois, ont placé des milliards de dollars sur des actions dont la principale vertu était d'être « rouges », c'est-à-dire d'avoir un actionnaire majoritaire de Chine populaire. Chaque introduction en Bourse de ces « red chips » suscite une ruée des fonds de pension comme des épargnants, qu'il s'agisse de sociétés prometteuses ou de coquilles vides. Le pari, c'est que les « connexions » des red chips assureront les entrées nécessaires aux affaires en Chine Populaire. « Mais nombre de ces red chips ne sont que des coquilles sans substance, dotées de connexions fragiles par nature », relève Robert Bradfoot, directeur de Political and Risk Consultancy à Hongkong. Il y aura probablement de brutales déconvenues. L'affaire Hong Kong Telecom pourrait bien être la première d'entre elles.

Valérie Brunschwig

## Jeu d'alliances dans l'armement américain

L'INDUSTRIE de défense américaine procède à des ajustements d'alliances, quelques mois après les fusions géantes qui ont donné naissance à des groupes puissants : Boeing-McDonnell Douglas dans l'aéronautique, Lockheed Martin dans l'aéronautique et l'électronique, Raytheon Hughes dans l'électronique de défense et les mis-

siles. Selon le Wall Street Journal du 9 mai, cette dernière alliance, annoncée en janvier (Le Monde du 18 janvier), qui suivait de quelques jours le rachat de l'électronique de défense de Texas Instruments par Raytheon, pourrait être en partie remise en cause par les autorités antitrust américaines. Le ministère de la Justice vient d'envoyer une nouvelle demande d'informations aux deux sociétés, un signal qui préfigure, selon le quotidien américain, « des problèmes anticoncurrentiels ».

Le ministère de la défense s'est, lui aussi, officiellement ému des conséquences de la fusion des deux électroniques dans le secteur des missiles. La guerre commerciale entre Raytheon et Hughes a permis à l'armée de l'air et à la marine de réduire considérablement, ces dernières années, le prix d'achat de

leurs missiles. Leur fusion leur confère désormais une position de monopole, notamment sur l'AM-RAAM, le missile de combat aérien le plus sophistiqué au monde.

De son côté, Northrop Grumman, qui avait échoué dans sa tentative de rachat de Hughes, s'est rapproché, le 9 mai, de Lockheed Martin. Le fabricant du bombardier B2 et de l'avion de surveillance JSTARS a rallié Lockheed Martin pour le prototype de l'avion de combat du futur, le Joint Strike Fighter.

Northrop Grumman était auparavant associé à McDonnell Douglas, dont l'offre n'a pas été retenue par le Pentagone. Cette décision avait précipité McDonnell Douglas dans les bras de Boeing, dernier rival de Lockheed Martin pour l'obtention de ce fameux contrat de plus de 1 000 milliards de francs sur vingt ans (3 000 appareils). Northrop Grumman réalise déjà 20 % de son chiffre d'affaires en sous-traitant des éléments d'avions, notamment pour McDonnell Douglas (avion de combat F-15) et Boeing (gamme d'avions commerciaux).

Christophe Jakubyszyn (avec Bloomberg)

### DÉPÊCHES

■ **TAVIAIR LIBERTÉ** : la direction des deux filiales françaises de British Airways a prévu d'assurer 90 % de ses vols samedi 10 et dimanche 11 mai, malgré la grève des hôtesses et stewards qui dure depuis plus d'un mois. La direction a refusé vendredi une demande de médiation effectuée par les syndicats des personnels navigants, qui protestent contre la « précarisation des contrats de travail » et revendiquent une harmonisation négociée de leurs statuts.

■ **AIR FRANCE** : la « quasi-totalité » des vols prévus de l'ex-Air Inter seront assurés samedi 10 et dimanche 11 mai, malgré la poursuite de la grève des pilotes entamée le 25 avril. Les syndicats s'opposent aux conditions de l'intégration des pilotes de la compagnie française dans les grilles d'avancement d'Air France, conséquence de la fusion des deux compagnies prévue pour l'automne.

■ **CHRYSLER** : les salariés du troisième constructeur automobile américain ont approuvé, vendredi 9 mai, un nouvel accord avec la direction mettant fin à une grève d'un mois (Le Monde du mercredi 7 mai) dans l'usine de moteurs de Mount Road près de Detroit.

**Le Monde**  
SPECIAL EXAMENS DOSSIERS DOCUMENTS  
**Le dernier état du monde**

## Le dernier état de la France

Un numéro indispensable pour mettre à jour vos connaissances

UNE PUBLICATION DU MONDE  
CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

هكذا من لا يلهي



# PLACEMENTS

LE MONDE/DIMANCHE 11- LUNDI 12 MAI 1997

**LOGEMENT** La forte hausse des transactions sur l'immobilier de logement en 1996 a fait espérer aux professionnels le changement de cycle tant espéré. Mais les prix ont conti-

nué à baisser en moyenne l'an dernier, et les premiers mois de 1997 ont été médiocres. S'agissait-il d'un feu de paille alimenté par des avantages fiscaux supprimés à la fin de l'année

dernière ? **LA STABILISATION** des prix du marché immobilier a déjà été évoquée à plusieurs reprises ces dernières années par les professionnels, mais en vain. **LES PRIX** au mètre

carré ont continué à baisser surtout à Paris et dans sa région. Les loyers aussi ont tendance à diminuer, surtout en Ile-de-France. **L'INVESTISSEMENT LOCATIF** n'en présente pas

moins des atouts importants en offrant maintenant des rendements supérieurs aux marchés de taux, des crédits avec des taux faibles et des avantages fiscaux importants.

## Les professionnels de l'immobilier veulent croire à une stabilisation des prix

L'augmentation des transactions enregistrée à la fin 1996 était-elle un feu de paille ou l'annonce d'un raffermissement du marché du logement ? S'il est encore trop tôt pour trancher, certains indices poussent une nouvelle fois les spécialistes à un optimisme mesuré

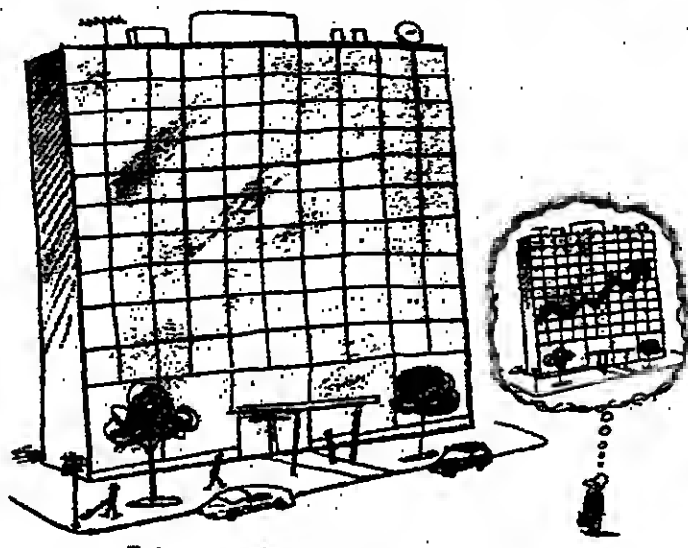
**REBOND** ou simple sursaut ? La question hante bon nombre de professionnels de l'immobilier, incapables de savoir si la hausse de 34,4 % des transactions enregistrées à Paris en 1996 est liée à la disparition annoncée de différents avantages fiscaux ou bien si elle illustre le retour des investisseurs vers la pierre. Une chose est en tout cas certaine : « Le premier trimestre 1997 a été médiocre au regard de la fin de l'année 1996, puisque le taux de fréquentation des cabinets immobiliers a baissé de 50 % en février », constate Yves Bousard, président de la Fédération nationale des agents immobiliers (FNAIM). Toutefois, le tassement des prix et la baisse des taux de crédit devraient ramener de plus en plus de particuliers vers l'immobilier, ajoute-t-il.

Optimisme encore plus marqué auprès des notaires : « Durant le mois de mars, nous avons observé la signature d'un nombre de promesses de vente satisfaisant », assure M. Gilles Oury, chargé de la conjoncture auprès de la chambre des notaires de Paris. A en croire la profession, une hausse des prix au mètre carré de 1 % à 2 % est même possible en 1997 si le volume des ventes retrouve son niveau d'antan. C'est-à-dire de l'ordre de 40 000 opérations par an.

### DES ÉCARTS CONSIDÉRABLES

La stabilisation des prix du marché immobilier a déjà été évoquée à plusieurs reprises, au cours des dernières années par les professionnels, mais elle est, jusqu'à présent, restée virtuelle. Certes, il semble que la baisse a ralenti fin 1996, période où nombre d'acquéreurs se sont empressés de concrétiser leurs investissements afin de profiter d'avantages fiscaux aujourd'hui supprimés. Mais, sur douze mois, le bilan est beaucoup moins favorable.

En janvier dernier, le mètre carré se vendait autour de 15 384 francs en moyenne dans la capitale, soit une baisse de plus de 5 % pour la seule année 1996. Ce prix médian doit toutefois être utilisé avec une grande prudence tant les écarts qui le recouvrent sont considérables. Il n'y a rien de commun entre les 22 555 francs qu'il faut, en moyenne, déboursier pour s'offrir un mètre carré dans



le 6<sup>e</sup> arrondissement - le plus cher de Paris - et les 11 992 francs nécessaires pour acquérir la même surface dans le 20<sup>e</sup>. De même, ce prix au mètre carré ne traduit pas les écarts (un rapport de 1 à 3 est courant) qui existent au sein d'un même arrondissement, d'un même quartier, voire du même immeuble. En cas de transaction, le recours à ce type de repère doit être utilisé avec prudence, surtout dans le cadre de ventes que les particuliers réalisent entre eux, sans avoir assez de recul pour pouvoir effectuer les pondérations d'usage.

La hausse, sensible du volume des transactions l'an dernier a également touché les logements neufs. Mais il faut savoir que les prix y baissent beaucoup moins que dans l'ancien, surtout à Paris. Dans Paris intra-muros, le recul s'est limité à 1,26 % entre septembre 1995 et septembre 1996. En revanche, il a été plus important en banlieue, où, selon l'ADIL Ile-de-France, les prix au mètre carré des programmes neufs se sont tassés de 9,5 % dans les Hauts-de-Seine, de 15 % en Seine-Saint-Denis ou de 8 % dans le Val-de-Marne.

En tout cas, près de 1 600 appartements neufs se sont vendus à Paris en 1996, contre moins de 800 en 1995. Cette progression des ventes profite également à la banlieue, les Hauts-de-Seine tirant particulièrement bien leur épingle

du jeu avec un volume en augmentation de 78 %. La forte hausse des transactions ne s'est pas limitée à Paris et sa région puisque, selon les dernières statistiques du ministère de l'équipement, les ventes d'appartements neufs ont globalement progressé de 18 % dans toute la France en 1996, avec 63 450 affaires enregistrées, contre 53 726 un an plus tôt. Le délai d'écoulement d'un logement neuf est désormais revenu de quinze mois à un peu moins de douze mois.

Comme à Paris, c'est à la fin de l'année dernière que la plupart des ventes d'appartements neufs ont eu lieu, les provinciaux cherchant

aussi à profiter d'avantages fiscaux qui, à l'instar de la trop éphémère réduction sur les droits de mutation, ne sont aujourd'hui plus de mise. C'est surtout en Ile-de-France (+38 %), en Bretagne (+27 %), en Bourgogne (+27 %), en Alsace et dans le Pas-de-Calais (+20 %) que la reprise s'est la plus affirmée - la Basse-Normandie (-11 %) et Languedoc-Roussillon (-7 %) restant à la traîne. Si l'existence du prêt à taux zéro a certainement contribué à ce retour en grâce de la pierre, il est clair que les nouvelles mesures Périissol destinées à soutenir l'investissement immobilier dans le neuf ont aussi joué un rôle.

### UN STOCK IMPORTANT

Selon la Fédération nationale des promoteurs-construiteurs, un acquéreur sur trois achète un bien pour le louer et non pour l'occuper. A l'avenir, le marché du neuf devrait donc reprendre malgré un prix au mètre carré supérieur. A Paris, d'environ 10 000 francs en moyenne à celui d'un mètre carré ancien. A terme, la baisse du nombre des mises en chantier pourrait entraîner une raréfaction du nombre de biens et donc soutenir les prix. Mais on n'en est pas là, puisque le ministère de l'équipement estime que le stock d'appartements neufs disponibles atteignait 55 671 unités à la fin 1996, dont 27 % sont achevés.

Le marché locatif a longtemps fait montre de résistance par rapport à la crise, dans la mesure où la baisse de la valeur des biens

avait pour effet de doper la rentabilité locative. Achetés moins cher, les appartements rapportaient plus. C'est à partir de 1993 que le marché a subi les effets de la crise, avec une courbe des loyers s'élevant moins vite que par le passé et des locataires plus rares à se presser dans les agences immobilières. Un logement reste dorénavant

puis 1995, aux alentours de 1 % dans Paris et de 1,5 % pour la première couronne. Cette modération est naturellement due à la faible hausse de l'indice du coût de la construction, qui pilote la progression du loyer en cours de bail. Mais elle reflète aussi la sagesse à laquelle les propriétaires sont contraints de se plier lors-

### Les loyers baissent dans la capitale

A Paris, les baisses de loyer concernent au premier chef les logements qui ont été loués sur une base supérieure à 100 francs par mètre carré et à 80 francs par mètre carré pour la banlieue. Selon l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP), il n'est pas rare que les baisses de l'ordre de 13 % soient observées lors de la relocation de logement de grande superficie (cinq pièces et plus), des baisses de 30 % étant courantes dans le cas de petites surfaces. A l'heure actuelle, on estime que le prix de location moyen au mètre carré dans Paris se situe dorénavant autour de 95 francs. Ce loyer est généralement plus élevé pour les petites surfaces (environ 110 francs pour le centre de la capitale) que pour les grandes (environ 93 francs).

En banlieue, le prix de location au mètre carré est proche de 80 francs, mais le mouvement de baisse des loyers gagne, que l'environnement soit résidentiel ou pas. Seule la province, où les abus ont été moins fréquents qu'à Paris, semble pour l'instant échapper à ce mouvement, à l'exception des villes dont le cycle immobilier est calé sur celui de la capitale : Nice, Cannes, etc.

libre durant quatre mois alors que, si y a encore une dizaine d'années, quelques jours suffisaient pour trouver un locataire solvable parmi la foule de prétendants.

Autre signe des temps : tandis que, jusqu'en 1992, les locataires parisiens devaient essayer des augmentations de 6 ou 7 % l'an, ce rythme de hausse est revenu, de-

qu'ils changent de locataire. Dans les années 80, un changement de bail était l'occasion de relever le niveau du loyer de 10 à 15 %, d'où l'adoption de mesures d'encadrement toujours en vigueur. Mais, depuis quatre ou cinq ans, c'est le phénomène inverse qui se produit, de nombreux propriétaires étant contraints de baisser le loyer de biens qui ne sont plus à leur prix de marché. En déduire pour autant qu'acheter un logement pour le louer ne présente pas d'intérêt serait une erreur. Car les investisseurs bénéficient actuellement d'un grand nombre de facteurs favorables : prix cassés, taux historiquement bas et avantages fiscaux substantiels (à condition d'investir dans le neuf), pour ne citer que les plus marquants. Tous paramètres confondus, le taux de rendement réel de l'immobilier est en passe de surpasser celui d'autres supports financiers, pénalisés par la baisse des taux. Autant en profiter avant qu'un nouveau cycle spéculatif ne finisse par s'engager.

Didier Laurens

## La valeur des biens diminue en région parisienne

**DE FAÇON GÉNÉRALE**, les investisseurs peuvent retenir qu'à l'exception des huitième et deuxième arrondissements de la capitale, où les prix ont respectivement progressé de 0,9 % et de 11,9 %, tous les autres quartiers de Paris ont perdu du terrain dans l'ancien en 1996. La palme de la baisse revient au septième et au dix-septième qui abandonnent respectivement 13,8 % et 10,6 %. Bonne résistance, en revanche, pour le quatorzième, qui ne perd que 2,2 % et dont les prix au mètre carré (16 460 francs) rejoignent quasiment ceux du quinzième (16 856 francs).

Autre phénomène conjoncturel intéressant à relever : la baisse des prix a eu pour conséquence de modifier légèrement la typologie des biens vendus à Paris. Ainsi, les grandes surfaces ont bénéficié d'un regain d'intérêt en 1996, la proportion de studios vendus ayant, elle, légèrement régressé (de 24 à 22 %), comme celle des deux-

pièces (de 37 à 36 %). A l'inverse, le nombre de quatre-pièces et de six-pièces vendus révèle une hausse de 2 % (10 % à 12 %) pour la première catégorie et de 1 % (2 % à 3 %) pour la seconde. Stabilité en revanche pour les trois-pièces, qui demeurent une des surfaces les plus recherchées du marché, avec 22 % des transactions.

En ce qui concerne la banlieue, on observe le même mouvement de baisse des prix. Celle-ci a surtout touché les banlieues les plus cotées. Ainsi, entre septembre 1995 et septembre 1996, le mètre carré a, par exemple, cédé près de 10 % à Neuilly (19 456 francs le mètre carré), un peu plus de 7 % à Rueil-Malmaison (11 755 francs le mètre carré), ou encore près de 6 % à Levallois-Perret (13 429 francs le mètre carré). Bonne résistance, en revanche, à Montreuil, Montrouge et Pantin, où les prix, tous situés en deçà de 9 000 francs le mètre carré, campent sur leurs niveaux de 1995.

### Vendre temporairement le loyer de ses SCPI

Depuis trois ans, le montant des parts de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) qui ne trouvent pas preneur sur le marché secondaire n'arrête pas d'augmenter. Selon les dernières statistiques fournies par l'Institut de l'épargne immobilière et foncière, observatoire du marché, le montant des parts en attente représentait 2,6 milliards de francs à la fin 1996, soit 3,5 % de la capitalisation totale. Dans ce contexte, les particuliers pressés de vendre devaient donc se résigner à

céder leurs parts sur le marché de gré à gré, avec une décote moyenne de -33 % à -40 %. Ils disposent dorénavant d'une solution alternative. Elle consiste à démembrer temporairement la nue propriété et l'usufruit (loyer) des parts, ce dernier étant vendu à un tiers pour une durée limitée : cinq, dix ans, etc. Pour le vendeur, l'intérêt de l'opération est de percevoir - immédiatement - un capital qui correspond à la valeur estimée de l'usufruit cédé. Le rachat de cet usufruit intéresse, en effet, certaines compagnies d'assurances. Motif : le rendement des parts de SCPI surpasse celui du marché obligataire, ce qui est utile pour améliorer durablement la

performance de leurs contrats d'assurance-vie. Que penser d'un tel montage, mis au point par la société d'ingénierie financière Trade Selection ? Qu'il apportera un ballon d'oxygène aux particuliers qui ont investi en SCPI pour un montant vraiment significatif. A défaut, cette opération, grevée de frais (droits d'enregistrement et honoraires) qui peuvent dépasser 10 %, ne se justifie pas. Par ailleurs, il faut savoir que durant toute la durée de l'opération il sera impossible de céder les parts démembrées. Inutile, donc, de chercher à mobiliser cet actif en cas de difficulté imprévue.

D.L.

### Profitez de l'assurance-vie avant soixante-dix ans

Pour transmettre un patrimoine à des héritiers ou à des tiers, l'assurance-vie bénéficie d'un régime fiscal particulièrement attrayant, car les sommes transmises aux bénéficiaires du contrat sont exonérées de droits de succession.

A condition que les versements aient été effectués avant l'âge de soixante-dix ans s'il s'agit d'un contrat ouvert depuis le 20 novembre 1991. Objectif du fisc : éviter que des personnes âgées ne puissent souscrire un

Le barème d'imposition retenu sera fonction du lien de parenté existant entre le bénéficiaire du contrat et l'assuré. Mieux vaut donc investir avant soixante-dix ans si l'on souhaite transmettre son capital au moindre coût fiscal. Attention : l'administration fiscale précise que, lorsque plusieurs contrats sont conclus sur la tête d'un même assuré, il est tenu compte de l'ensemble des primes versées après le soixante-dixième anniversaire de l'assuré pour l'appréciation de la limite de 200 000 francs. Autrement dit, il n'est pas possible de contourner la règle en souscrivant plusieurs contrats comprenant chacun des primes inférieures au seuil des 200 000 francs.

Remarque : seule la fraction des primes versées après soixante-dix ans excédant 200 000 francs sera soumise aux droits de succession. En revanche, les intérêts ou plus-values comptabilisés seront totalement exonérés. Quant aux primes versées après soixante-dix

ans sur les contrats d'assurance-vie ouverts avant le 20 novembre 1991, elles échappent aux droits de succession quel que soit l'âge de l'assuré à la date de conclusion du contrat ou du versement des primes. Il est donc parfaitement possible d'alimenter son contrat même après soixante-dix ans en bénéficiant de cette exonération. Pour accorder cette largesse, l'administration fiscale exige cependant que l'« économie du contrat ne soit pas modifiée ». Dans une instruction du 29 mai 1992, elle précise que les faits suivants pourraient remettre en cause l'exonération : versements de nouvelles primes non prévues dans le contrat original, transformation d'un contrat à prime unique en contrat à primes multiples ou versements libres, versement de primes disproportionnées par rapport à celles versées avant le 20 novembre 1991.

Laurent Edelmann

## ABONNEZ-VOUS

et économisez jusqu'à 294 F  
soit 42 numéros gratuits

**1 AN - 1890 F**  
au lieu de 2 184 F\*

### BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :  
☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F  
au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : \_\_\_\_\_ F 701 MO 001  
☐ par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde  
☐ par carte bancaire N° \_\_\_\_\_  
Date de validité \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_  
Nom : \_\_\_\_\_  
Prénom : \_\_\_\_\_  
Adresse : \_\_\_\_\_  
Code postal : \_\_\_\_\_  
Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

	Relevé Pays L'abonnement Suisse	Autres Pays L'abonnement Europe	USA - CANADA
1 AN	2 088 F	2 900 F	
6 mois	1 123 F	1 500 F	
3 mois	572 F	790 F	

Pour tout autre renseignement concernant : le portage à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.  
Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 9 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.  
Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :  
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Ledoux  
92046 Châtillon Cedex







## La gauche britannique affiche son orthodoxie monétaire

Le gouvernement travailliste a choisi cette semaine de relever d'un quart de point le taux de base de la Banque d'Angleterre et d'annoncer une réforme du statut de l'institut d'émission. Deux décisions très bien accueillies par les marchés

Cinq jours seulement après le triomphe électoral du Labour, le nouveau chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, a annoncé, mardi 6 mai, une hausse d'un quart de point du taux de base de l'institut d'émission, fixé à

6 % depuis le mois d'octobre 1996. Il a été porté à 6,25 %. L'impact de cette décision monétaire a été renforcé par l'annonce d'une réforme de l'institut d'émission, accordant à celui-ci une plus grande indépendance vis-à-

vis du pouvoir politique. Les marchés financiers britanniques ont réagi très favorablement, le rendement de l'emprunt d'État à dix ans se repliant à moins de 6 %, son plus bas niveau depuis le mois de février 1994. En

France, les experts annoncent l'arrivée d'importantes turbulences sur la devise française et sur les taux d'intérêt à court terme si les sondages continuent à indiquer un effritement de la droite dans les intentions de vote.

**À L'ÉVIDENCE**, le nouveau gouvernement travailliste britannique était impatient de prouver son orthodoxie monétaire aux opérateurs de la City. C'est en effet avec une journée d'avance sur le calendrier officiel que le chancelier de l'Échiquier, Gordon Brown, a choisi de relever, mardi 6 mai, le taux de base de la Banque d'Angleterre, Edie George. À l'issue de cette réunion, une hausse du taux de base de l'institut d'émission a été annoncée. Celui-ci a été porté de 6 % à 6,25 %. Cette décision n'a pas constitué une véritable surprise.

Depuis plusieurs mois, la Banque d'Angleterre réclame à cor et à cri un resserrement de la politique monétaire britannique. Elle ne manquait pas d'arguments pour cela. À l'image des États-Unis, le Royaume-Uni est en plein boom économique. Le produit intérieur brut a progressé de 1 % au premier trimestre et il devrait croître, selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), de 3,3 % en 1997. L'économie britannique connaît sa cinquième année de croissance soutenue (2,75 % en moyenne, contre 1,5 % seulement en France). Ce dynamisme s'est légèrement traduit par une dérive spectaculaire du taux de chômage. Alors qu'en 1993 celui-ci s'établissait à des niveaux proches en Grande-Bretagne et en France (respectivement 10,2 %, contre 11,7 %), il est depuis revenu à 6,1 %

### Une détente spectaculaire



outre-Manche et a au contraire progressé à 12,8 % dans l'Hexagone. Le nombre de demandeurs d'emplois recule au Royaume-Uni depuis quarante mois consécutifs. La vigueur de l'économie britannique n'est pas seulement perceptible dans l'évolution du marché du travail. Elle l'est aussi dans le prix des actifs et dans les statistiques monétaires. Les prix

de l'immobilier flambent à Londres (+17 % de hausse annuelle en moyenne dans la capitale avec des pointes de 50 % dans certains quartiers). La masse monétaire, enfin, progresse à un rythme très élevé (+11,2 % de hausse sur un an en mars pour l'agrégat de monnaie M4). Peut-être davantage encore que son homologue américaine, l'économie britannique est menacée de surchauffe et de tensions inflationnistes - même si l'indice des prix à la consommation reste pour l'instant très sage, à 2,7 % sur un an en mars.

Une hausse du taux de base de la Banque d'Angleterre apparaît donc comme logique et inévitable. Seules des considérations électorales avaient incité l'ancien chancelier de l'Échiquier Kenneth Clarke à refuser de suivre les recommandations du gouverneur de la Banque d'Angleterre et à ne pas prendre une mesure d'autant plus impopulaire que la grande majorité des emprunts immobiliers contractés par les ménages britanniques sont indexés sur des taux variables à court terme.

La décision prise par M. Brown de diriger la politique monétaire n'a pas seulement démontré la vigilance anti-inflationniste des travaillistes. Elle a aussi mis fin aux spéculations selon lesquelles le nouveau pouvoir allait s'engager dans une politique de dévaluation compétitive de la livre. Des rumeurs, alimentées par plu-

sieurs articles de presse, avaient circulé dès vendredi matin 2 mai à ce sujet, au lendemain même de la victoire du Labour, ce qui avait provoqué un plongeon de la livre. En choisissant d'augmenter la rémunération du sterling, le gouvernement de To-

La hausse du taux de base a toutefois été éclipsée par celle d'une réforme du statut de la Banque d'Angleterre. Certains observateurs ont voulu voir dans cette mesure un pas du gouvernement travailliste en direction de l'Union monétaire (le tra-

### « Monsieur Yen » fait plonger le dollar

Elisuke Sakakibara, directeur des affaires internationales au ministère japonais des finances, a confirmé cette semaine sa réputation d'homme très influent sur le marché international des changes et il a démontré qu'il mérite bien le surnom de « Monsieur Yen » que lui ont donné les opérateurs.

Lors d'une audition par la commission des finances de la Chambre haute de la Diète japonaise, M. Sakakibara s'est déclaré, jeudi 8 mai, « très préoccupé par le fait que les investisseurs japonais ont pris de gros risques de changes » en achetant des titres en dollars. Il a rappelé qu'un cours des dix dernières années le « billet vert » s'était en moyenne déprécié de 23 yens par an face à la monnaie japonaise et qu'il était donc possible de voir le yen remonter jusqu'à un cours de 103 yens pour un dollar.

À la suite de ces propos, le billet vert s'est vivement replié, passant de 125,30 à 120,50 yens, de 1,7230 à 1,6870 mark et de 5,83 à 5,69 francs.

ny Blair démontre clairement que la vigueur de la monnaie ne constitue pas pour lui un motif d'inquiétude et qu'il entend rester fidèle à la politique de « sterling fort » à laquelle le pouvoir conservateur s'était, in extremis, converti. Au cours des six derniers mois, la livre s'est appréciée d'environ 14 % face au mark et face au franc.

té de Maastricht impose en effet l'indépendance des instituts d'émission). D'autres, au contraire, faisant remarquer, d'une part, que la réforme de la Banque d'Angleterre s'inspire davantage du modèle américain ou néo-zélandais que de l'exemple allemand et que, d'autre part, le gouvernement de Tony Blair se garde bien d'évoquer un retour de la livre sterling dans le système monétaire européen (SME), l'ont interprétée comme une simple modernisation du pouvoir monétaire britannique. Quel qu'il en soit, les marchés financiers ont réagi très favorablement à cette double annonce, comme l'a reflété la détente des rendements obligataires. Le taux de l'emprunt d'État britannique à dix ans s'est fortement replié - les taux baissent quand le cours des titres s'apprécie - revenant d'un vendredi sur l'autre de 7,37 % à 6,99 %, son plus bas niveau depuis le mois de février 1994. L'écart avec l'Allemagne s'est quant à lui réduit de 1,65 % à 1,3 %.

L'échéance britannique étant passée, les investisseurs internationaux vont-ils maintenant s'intéresser davantage à la campagne électorale française qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent ? C'est probable, surtout si les sondages continuent à indiquer un effritement des intentions de vote en faveur de la droite parlementaire. Si les experts estiment généralement que le faible taux de détention de la dette publique française par les étrangers (10 % environ, contre 35 % à la fin de l'année 1993) met le marché obligataire français en partie à l'abri d'un mouvement de défiance des gestionnaires anglo-saxons, ils jugent en revanche que la devise française et plus encore les taux d'intérêt à court terme se trouvent dangereusement exposés.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Dominique Gallois

## Marché international des capitaux : les emprunteurs se préparent à l'euro

**GRAND BÉNÉFICIAIRE** de la semaine sur le marché des changes, le franc suisse ne s'est pourtant pas distingué sur le marché des capitaux. Les émissions libellées dans cette monnaie n'ont pas été plus nombreuses que de coutume et les souscripteurs n'ont pas fait preuve de plus d'empressement. On y aurait vu davantage d'emprunteurs internationaux si l'opinion avait prévalu que ce franc avait atteint un sommet d'où il ne pouvait que redescendre. En sens inverse, pour ce qui est des prêteurs, ceux-ci se seraient précipités s'ils avaient été convaincus que la hausse du franc n'est pas terminée. Le fait que rien n'a vraiment changé, ni du côté de l'offre ni du côté de la demande, témoigne bien de l'indécision générale de ces derniers jours.

Il convient de préciser que la forte poussée du franc suisse, qui a fait fléchir le deutchmark de 85 centimes mardi à près de 84,20 vendredi, a commencé bien avant la baisse du dollar. Elle s'est produite en réaction au changement de gouvernement en Grande-Bretagne et aux incertitudes des élections françaises. La Suisse étant en dehors de l'Union européenne, son franc a joué normalement son rôle de refuge. Mais, pour autant, on ne saurait interpréter son évolution récente comme une marque sérieuse de défiance à l'égard de la construction de l'Europe monétaire. Les indications se sont multipliées, tendant à montrer qu'au contraire l'aboutissement de cette entreprise communautaire apparaît comme une perspective de plus en plus précise.

C'est ainsi qu'il ne faut pas se laisser impressionner par l'intention de plusieurs des principaux débiteurs ja-

ponais de contracter des emprunts dans des monnaies qui sont appelées à disparaître au profit de l'euro. Le but immédiat de ces emetteurs est évidemment d'obtenir des ressources financières mais, au-delà, ils cherchent à mieux se faire connaître du plus grand nombre possible d'investisseurs européens, qui, aujourd'hui, sont confinés dans leur propre compartiment national mais qui, dans moins de deux ans, devraient agir dans un champ beaucoup plus étendu. Il était fort question vendredi qu'une banque du secteur public lance bientôt un emprunt en francs français qui serait garanti par le Japon et que, parallèlement ou presque, deux entreprises d'électricité de ce pays fassent appel, l'une au marché du deutchmark, l'autre à celui du florin néerlandais.

À l'intérieur même de notre continent, les débiteurs tendent de plus en plus à déborder de leurs propres frontières, surtout dans ce noyau constitué par la France, l'Allemagne et la Hollande, qui devraient être parmi les premiers pays à partager l'euro. A Amsterdam, par exemple, on évoque sérieusement la possibilité d'emprunts qui pourraient émettre la poste des Pays-Bas, et en deutchmarks et en francs français. De leur côté, plusieurs emprunteurs allemands songent à s'endetter en florins ; en particulier, des banques hypothécaires envisagent d'offrir aux Pays-Bas des obligations typiquement allemandes, des lettres de gages, ou d'habiter, comme elles l'ont fait récemment en France. A Paris, on craint de moins en moins le risque de change entre ces trois monnaies.

Plus frappante encore est la décision que

vient de prendre une des régions d'Allemagne de l'Est. Le Land de Saxe-Anhalt entend lever des fonds à court terme en s'adressant aux investisseurs internationaux. A cette fin, une banque américaine, Goldman Sachs, a mis au point une documentation-cadre qui précise les conditions dans lesquelles cette région pourra lever par étapes jusqu'à 500 millions de deutchmarks au total. Les premières transactions seront bien sûr effectuées dans la devise allemande, mais il est déjà prévu d'emprunter en euros le moment venu. Il est également prévu de convertir en euros la dette encore en circulation qui aura été contractée en marks sous cette forme.

Par ailleurs, même dans le compartiment de la devise américaine, on retrouve des préoccupations semblables chez les emprunteurs européens. Certains tiennent à y émettre des obligations pour retenir leur place, pour se signaler dès à présent à l'attention des investisseurs qui achètent des titres en dollars. Lorsque l'euro existera, les sources de financement seront, certes, toujours abondantes, mais moins nombreuses qu'aujourd'hui. Il y aura moins de monnaies d'emprunt et, comme il faut bien diversifier la façon dont on se procure des fonds, la concurrence sera plus rude sur le marché du dollar. Pour s'y préparer, il faut donc faire valoir ses qualités sans tarder. De telles considérations expliquent l'engorgement qu'a connu le marché du dollar à la veille de l'Ascension, avant que la devise des États-Unis ne soit prise d'un accès de faiblesse.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Dominique Gallois

## Paris commence à souffrir de la campagne électorale

**APRÈS** cinq séances consécutives de hausse dans le sillage des performances mirobolantes de Wall Street, Paris a été stoppé net, mardi 6 mai, et semble depuis s'enfoncer dans la morosité caractéristique des périodes électorales indécises. La publication de sondages d'opinion de plus en plus serrés entre droite et gauche a fini par convaincre les boursiers qu'une cohabitation, porteuse à leurs yeux d'incertitudes et de risques, n'était pas une vue de l'esprit.

Un sentiment que commencent à partager les investisseurs étrangers, dont l'influence est considérable à Paris puisqu'ils détiennent environ 40 % de la capitalisation boursière française et 60 % des titres réellement en circulation. Après s'être avant tout intéressés aux élections outre-Manche, les non-résidents se préoccupent maintenant du contenu de la campagne pour les législatives en France et craignent ouvertement une victoire de l'opposition

même si les aspects les plus « provocateurs » du discours économique du Parti socialiste leur semblent plus relever du propos de campagne que du véritable programme de gouvernement. En tout cas, une renégociation des critères de Maastricht, la création en France de centaines de milliers d'emplois de fonctionnaires, l'interruption de certains processus de privatisation et la remise en cause de la création de fonds de pension ne sont pas du goût des « hommes » de marché. Ils voient dans une relance économique d'inspiration keynésienne un risque de dérapage budgétaire et de remontée des taux d'intérêt, même s'ils ne croient pas une seconde au scénario catastrophe d'une remise en cause de l'Union monétaire européenne.

Ces craintes diffusées se sont tout de même traduites par une baisse de 0,81 % de l'indice CAC 40 lors d'une semaine réduite à quatre

jours (le marché était fermé le 8 mai) quand, dans le même temps, Wall Street, Francfort, Londres et Tokyo affichaient respectivement des gains de 1,39 %, 2,95 %, 3,93 % et 1,48 %.

A 2 633,91 points vendredi en clôture, le CAC 40 se trouve encore à moins de 4 % de son niveau record du 11 mars (2 736,71 points) et résiste grâce à un environnement économique et financier qui reste plutôt favorable, à l'exception de la baisse brutale du dollar en fin de semaine. Les chefs d'entreprise français estiment que la demande devrait s'accroître dans l'ensemble des secteurs de l'industrie manufacturière au deuxième trimestre et prévoient une stabilisation des prix de leurs produits après la baisse du premier trimestre, selon l'enquête de conjoncture trimestrielle publiée mardi par l'Insee. Cette accélération de la demande devrait être particulièrement nette dans la branche des biens d'équipement

professionnels. Enfin, les chiffres d'affaires trimestriels des entreprises françaises, publiés actuellement, réservent plutôt de bonnes surprises.

Il en va de même outre-Atlantique, où les prévisions de résultats pour l'année des entreprises ont été encore révisées à la hausse, une constante depuis cinq ans ! Le début de semaine a été véritablement euphorique à Wall Street. « Nous assistons tout simplement à une grève des vendeurs », plaisantait lundi soir David Shulman (Salomon Brothers), après une hausse de 143,29 points, soit 2,03 % de l'indice Dow Jones, qui l'avait mené à un nouveau sommet historique de 7 214,49 points. Un record battu à nouveau le lendemain (7 225,32 en clôture).

La fin de semaine a été logiquement plus difficile. Mercredi, Wall Street a même subi une correction de près de 2 % en raison de prises de bénéfice et d'une remontée des

taux d'intérêt à long terme. Pour autant leurs experts considèrent que l'inflation est sous contrôle. Ils parlent maintenant en majorité sur le maintien à leur niveau de ses taux directeurs par la Réserve fédérale (Fed) lors de la prochaine réunion de son comité de politique monétaire le 20 mai. Des anticipations renforcées par le discours tenu jeudi soir par le président de la Fed, Alan Greenspan, qui a semblé exclure un autre tour de vis de la banque centrale. Le Dow Jones a ainsi terminé vendredi en clôture à 7 169,54 points.

A Londres, la semaine a été encore plus exceptionnelle. Le marché anglais a battu la bagatelle de cinq records consécutifs, saluant les premières décisions du gouvernement travailliste et notamment la semi-indépendance de la Banque d'Angleterre. L'indice FT 100 a terminé vendredi à 4 630,90 points, en hausse de 3,93 %, et a même touché 4 646 points en cours de

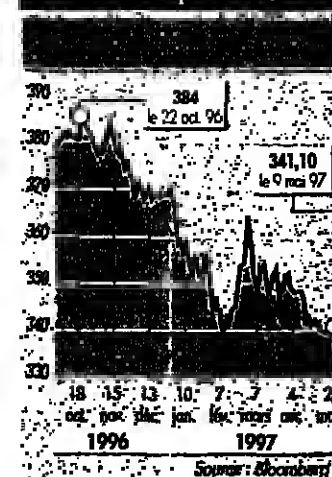
séance. Francfort n'était pas en reste. L'indice DAX des 30 valeurs vendettes a terminé vendredi à 3 562,41 points, en hausse de 2,95 %. Il a percé lundi le plafond de 3 500 points et a atteint un nouveau sommet historique mardi à 3 569,15 points avant de subir des prises de bénéfice.

Après une hausse de près de 5 % la semaine dernière, la Bourse de Tokyo a ralenti sa progression. À l'issue d'une semaine réduite à quatre jours, lundi étant férié, le marché japonais a terminé vendredi sur une hausse de 288,03 points, soit 1,48 %, de l'indice Nikkei à 19 802,78 points. Le Nikkei était repassé mardi pour la première fois depuis quatre mois et demi au-dessus du seuil des 20 000 points. Tokyo a souffert en fin de semaine, et notamment vendredi, du redressement assez sensible du yen face au dollar.

Eric Leser

## MATIÈRES PREMIÈRES

### L'or au plus bas



**LA « FRAUDE sans précédent »** autour de la mine d'or indonésienne de Busang, exploitée par le canadien Bre-X a provoqué une secousse sur les marchés. Le plus grand gisement du monde se révèle depuis le 4 mai la plus grande supercherie de ces dernières années, et cela a jeté la suspicion sur les compagnies minières spécialisées dans l'exploration. Les analystes n'en reviennent pas d'avoir été bernés pendant des mois sur le potentiel de ce gisement, d'autant que nombre d'entre eux, certains étant des ingénieurs réputés, s'étaient rendus sur place dans la forêt de Bornéo pour expertiser le site.

Sur le marché des matières premières, lundi 5 mai, quelques heures après la révélation de ce scandale, le métal jaune s'est raffermi, passant de 340 à 343 dollars. Les analystes ont salué une limitation à terme du potentiel d'offre. Finalement, l'once d'or (31,104 grammes) terminait la semaine à 341 dollars.

Cependant, pour Jean-Bernard Guyon, directeur à la Banque Bruxelles Lambert, « l'impact de Bre-X a été très limité et a été d'ordre psychologique ». En raison de la disparition de l'inflation, ce métal n'est plus considéré comme un placement attrayant. Les marchés redoutent désormais les éventuelles ventes des banques centrales européennes, comme celles de la France et de l'Italie, soucieuses de se désendetter. Dans ce contexte, M. Guyon prévoit que cette année l'once de métal jaune va évoluer entre 335 et 370 dollars.

De son côté, l'étude du groupe de recherche Gold Fields Mineral Services (GFM5), publiée à Londres le 7 mai, note que les achats physiques de métal jaune qui tendaient à se tarir à la fin de 1996 ont repris « avec force » dans les premiers mois de cette année, particulièrement dans les pays asiatiques. Cette vigueur retrouvée a empêché le cours de chuter valablement, le maintenant à plus de 340 dollars l'once, selon Stewart Murray, l'un des auteurs de ce rapport annuel. Ce niveau de prix semble être le plancher, et l'étude estime, avec beaucoup de prudence, que l'once pourrait se remettre à grimper vers les 400 dollars, comme au début de l'année 1996.



**AUTOMOBILISME** Le Grand Prix de formule 1 de Monaco, qui devait se disputer, dimanche 11 mai, dans les rues de la Principauté est bien le grand rendez-vous de la

compétition automobile dont il construit la légende depuis le 14 avril 1929. ● LE CIRCUIT le plus lent de la saison (124 km/h de moyenne) est aussi le plus redouté des pilotes du

Championnat du monde en raison de son tracé urbain extrêmement tourmenté. ● LA SÉCURITÉ a contraint les organisateurs à « raboter » ou à équiper certaines courbes, mais la

mythique chicane précédant le virage du « Bureau de tabac » reste toujours aussi spectaculaire. ● OLIVIER PANIS, vainqueur français inattendu en 1996, au volant d'une Ligier-Mugen-

Honda devant les Britanniques David Coulthard (McLaren-Mercedes) et Johnny Herbert (Sauber-Ford), espère faire aussi bien, dimanche, avec sa Prost Grand Prix.

## C'est dans les rues de Monaco que la formule 1 écrit sa légende

Le Grand Prix rassemble la fine fleur des constructeurs automobiles et des pilotes au pied du rocher princier depuis 1929, pour une course qui consacre, chaque année, les meilleurs d'entre eux

### MONACO

de notre envoyé spécial  
Il n'y a qu'à Monaco que ce rêve peut se réaliser. Celui que fait, au moins une fois, tout amoureux des sports mécaniques : une compétition réunissant les plus belles voitures de l'histoire de la course automobile. Les 3 et 4 mai, 200 machines construites entre 1927 et 1967 se sont retrouvées sur le célèbre circuit. C'était une semaine avant le Grand Prix le plus attendu de la saison de formule 1. L'Automobile Club de Monaco (ACM) organisait ce « Grand Prix historique » pour les sept cents ans de règne de la dynastie des Grimaldi. Un cadeau spécialement destiné au président d'honneur de l'association, Son Altesse Sérénissime le prince Rainier III, qui avait ouvert la 10<sup>e</sup> édition, le 16 mai 1948, au volant d'un superbe cabriolet C-38.

Maurice Trintignant n'était pas le moins ému des participants à ces retrouvailles. A quatre-vingts ans, la moustache toujours taillée avec soin, « Pétoulet » se faisait une joie de piloter à nouveau une Simca Gordini dans les rues de la principauté. Il retrouvait ainsi la voiture qui lui avait permis de participer au premier Championnat du monde des conducteurs en 1950, avant de remporter deux Grands Prix dans la principauté : sur une Ferrari en 1955, puis sur une Cooper en 1958. Pour Maurice Trintignant, « courir à Monaco



3 mai 1955. Première ligne de rêve à Monaco, où la course servait de support au Grand Prix d'Europe. Juan-Manuel Fangio et Stirling Moss, au volant de leurs Mercedes, entourent Alberto Ascari et sa Lancia. Pourtant, cette année, c'est Maurice Trintignant, surnommé « Pétoulet », qui s'imposera avec Ferrari. Fangio signa le tour le plus rapide (110,568 km/h).

est une expérience incomparable ». Ce sont des amoureux de la petite reine qui sont à l'origine de la plus célèbre des courses automobiles. A partir de 1890, pendant que Daimler, Panhard, Peugeot et Levasor inventent la voiture automobile, les cyclistes de la société du Sport vélocipédique monégasque se contentent de sorties champêtres et de parades. En 1907, l'année du Paris-Pékin, les premières « voitures sans chevaux » ont fait leur apparition dans les rues de la principauté, où le goudron recouvre les pierres et le sable depuis 1901. Car c'est un Monégasque qui a inventé le revêtement indispensable au développement de l'automobile.

### SUR LES VOIES DU TRAMWAY

Pour attirer dans les établissements de la Société des bains de mer les premiers riches touristes venus sur la Côte d'Azur, les responsables du Sport vélocipédique monégasque, devenu Sport vélocipédique automobile monégasque (SAVM), décident de créer le Rallye de Monte-Carlo. Ils prennent modèle sur les congrès ciclistes d'Italie voisine et donnent le départ des « concentrations » dans toute l'Europe.

La « Semaine » qui conclut le rallye tient surtout du concours d'élégance automobile. Et lorsque l'association « qui est devenue l'ACM en 1925 » veut adhérer à l'ancêtre de la Fédération internationale, elle se doit

d'organiser une vraie course. Le départ du premier Grand Prix de Monaco est donné le 14 avril 1929 à seize concurrents. C'est l'Anglais Williams qui l'emporte au volant d'une des huit Bugatti engagées, après 3 heures et 56 minutes de course. Les organisateurs se contentent de fermer les routes qui donnent sur le circuit. Il faudra attendre 1931 pour que les voies de tramway disparaissent de la chaussée pavée. Les rails de sécurité ne seront installés qu'en 1961. Une première mondiale.

L'ACM multiplie, en effet, les innovations. C'est la première compétition automobile à faire l'objet d'une couverture radiodiffusée. La veille du Grand Prix, elle organise des courses qui préfigurent les épreuves de promotion - le succès en formule 3 restera, ainsi, longtemps le seul moyen pour les pilotes d'accéder à la formule 1. Contrairement à une idée reçue, les courses sont organisées dans des conditions qui respectent scrupuleusement les usages des instances internationales. Ainsi, la largeur de la piste est encore, aujourd'hui, aux mêmes normes que celle des autres circuits.

A Monaco, les mondanités paraissent prendre le pas sur l'événement sportif : les patenaires financiers de la formule 1 y invitent leurs plus gros clients. Les incroyables pièges du circuit le plus lent de la saison ont pourtant consacré les meilleurs pilotes de leur époque : Juan-Manuel Fangio bien sûr, Stirling Moss et Jackie Stewart trois fois, Graham Hill à cinq reprises, Alain Prost une fois de moins. Monaco fut le théâtre privilégié des exploits d'Ayrton Senna, qui y déploya tout son talent pour gagner six fois l'épreuve. Seul Jim Clark ne réussit pas à s'imposer dans la principauté.

Malgré la tentation d'augmenter la capacité des tribunes, qui ne peuvent accueillir que 23 000 spectateurs, les organisateurs n'ont jamais vraiment modifié le tracé d'un circuit rallongé de 187 mètres en quarante-sept ans, même s'ils ont raboté le virage Louis-Chiron, baptisé ainsi en hommage au vainqueur de 1931, situé avant la piscine. C'est à la sortie de cette courbe qu'on est mis en place de nouvelles protections, les hupessonnantes « défenses à air », que les coureurs effleurent à près de 150 kilomètres-heure. Car ce qui fait avant tout la légende de Monaco, c'est le fol appétit des pilotes.

C. de C.

Christophe de Chenay

## Les mémoires d'une chicane, avant le virage du « Bureau de tabac »

### MONACO

de notre envoyé spécial  
En vingt-huit ans, il en a vu voler. Des roues, mais aussi des voitures entières propulsées au-dessus des rails de sécurité. Gérard Tamaro est commissaire à la « Chicane » depuis 1969. A cinquante-trois ans, il est responsable de la sécurité à l'un des endroits redoutés du circuit de Monaco. En bas de la vertigineuse descente qui propulse les voitures à la sortie du « tunnel », une des courbes les plus rapides de la saison de formule 1, jusqu'à cet énorme freinage pour un virage à gauche vers les quais du port.

Son souvenir le plus dramatique est récent. En 1994, il était le premier après Karl Wendlinger, le pilote autrichien gravement blessé après avoir perdu le contrôle de sa Sauber : « J'ai cru que c'était fini pour lui. En le voyant arriver, j'avais tout de suite compris qu'il allait trop vite, qu'il avait un peu trop retardé son freinage. » Il se souvient aussi du Danais David Nielsen, et des

vingt-six minutes nécessaires pour le désincarcérer de sa F3, après un carambolage qui témoignait de la violence de l'engagement dans ces courses de promotion.

C'est parce qu'il ne veut pas revivre ces moments-là que, deux à trois minutes avant la course, Gérard Tamaro sent son poulx s'accroître, sa bouche s'assécher. « C'est une folle anxiété jusqu'au moment du départ. Ensuite, il y a ce grand silence, quand les voitures sont au « Casini ». Et puis, quel choc de voir vingt-furieux déboucher à 270 km/h avant de freiner à 80. Ma hantise, c'est le crash. » Même si, depuis quelques années, la course peut être neutralisée en cas de carambolage, Gérard Tamaro appréhende toujours les interventions au milieu des voitures dans les pilotes ignorent généralement l'ordre de ralentir.

Il se souvient de ses débuts, lorsqu'il n'y avait que des grappins avec des cordes pour récupérer les éaves, que la force des bras pour sortir les voitures accidentées. « Aujourd'hui, dit-il, on nous demande presque la

même rapidité de décision qu'aux pilotes. Un commissaire peut jouer sa vie pour aller ramasser un morceau d'orillon sur la piste. » Patron d'une entreprise de bâtiment, Gérard Tamaro consacre près d'une semaine de vacances chaque année pour vivre la course au plus près.

### LES « RIGOUREUX » ET LES « GÉNÉREUX »

André rillyman, il joue les pilotes dans un des virages les plus difficiles du circuit : « Il y a les « rigoureux » qui prennent les mêmes trajectoires, toujours propres, jamais spectaculaires. Il y a les « généreux » qui se donnent au maximum. Tellement acrobates qu'on a envie de les applaudir. Ayrton Senna était inclassable. Sans doute parce qu'il réunissait toutes ces qualités. Et puis, il y a les « hésitants », ceux qui cherchent la solution en découvrant le circuit. Ils finissent en général dans l'échappatoire à leur premier passage. »

Gérard Tamaro dirige une équipe d'une vingtaine de commissaires, de médecins, de

secouristes, de désincarcérateurs, de grutiers et de pompiers qui se tiennent prêts, comme à tous les endroits dangereux du circuit. Ils sont six cents commissaires, bénévoles, à se mobiliser pour les trois jours du Grand Prix. Les places sont chères malgré les stages de formation et de perfectionnement, en dépit des épreuves de sélection et des tests physiques imposables.

Tant qu'il pourra franchir d'un saut les trois hauteurs de rail de sécurité, Gérard Tamaro ne cédera pas la place. Exposé certes, mais tellement privilégié. « Je me souviens toujours de Gilles Villeneuve qui avait déchauffé, près de moi dans une gerbe d'air, comme ça. Il roulait sur les disques de frein après avoir perdu deux roues dans le « tunnel ». Pendant dix minutes, il est resté blanc comme un linge, prostré sans pouvoir dire un mot, sans accepter un verre d'eau. Partager de tels moments avec des pilotes d'exception est une chance extraordinaire. »

C. de C.

Christophe de Chenay

## Olivier Panis, vainqueur de l'épreuve en 1996

### « Cette première place, je ne voulais plus la lâcher »

de notre envoyé spécial  
C'est Alain Prost, nouveau patron d'écurie, qui l'affirme : Olivier Panis est « métamorphosé » par ses

bonnes performances du début de la saison de formule 1. La détermination du pilote grenoblois se lit dans son regard : huitième au Championnat du monde des pilotes, Panis, trente ans, dispose d'une voiture beaucoup plus compétitive que les années précédentes. Alors qu'il se prépare à disputer, dimanche 11 mai, son quatrième Grand Prix de Monaco, il vise la plus haute marche du podium, comme en 1996.

« Quel effet cela vous fait-il de retrouver le circuit de votre premier exploit en formule 1 ?

« J'aime bien Monaco, le site et le circuit. Lorsque je courais en formule 3, j'aimais déjà bien venir ici. Après ma victoire, je reviens avec un très grand plaisir, un très grand souvenir, mais je suis quelqu'un qui tourne vite la page pour penser à l'avenir. Je ne vais pas trop m'attarder là-dessus, même si c'est une course que j'aimerais gagner encore, car c'est vraiment le Grand Prix mythique de la saison. »

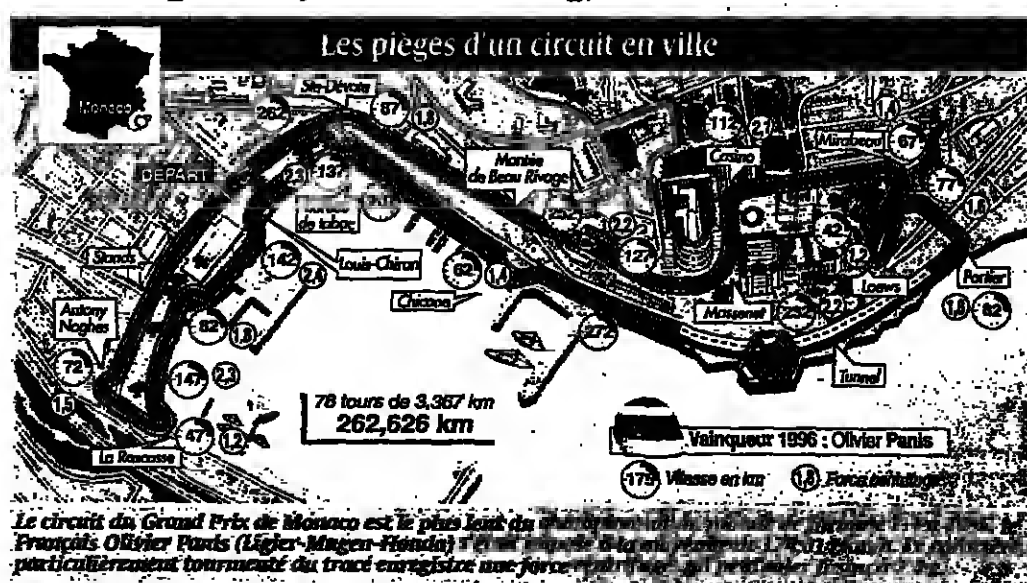
« Le circuit de Monaco est réputé pour offrir un minimum de possibilités de dépassement. Or,

l'année dernière, vous avez réussi à vous débarrasser de trois adversaires. Dans quelles conditions ?

« En essais libres, on était déjà très rapide, mais mon moteur a cassé lors des séances de qualification. Je me suis donc retrouvé quatrième sur la grille de départ, tout en sachant que j'avais une voiture très performante. J'avais une bonne sensation : j'ai dit à mon ingénieur qu'on allait marquer des points. La météo nous a un peu aidés, c'est sûr. Sous la pluie, j'ai doublé Martin Brundle dans la montée après l'épingle de la Rascasse. Je l'ai passé à l'accélération, car j'ai vu qu'il sortait très mal, avec très peu de motivation. Je m'étais bien écarté et en haut c'était fini, j'étais à l'intérieur. Cela faisait trois tours que je le suivais et je savais que je pouvais passer à cet endroit. Pour tous mes dépassements, j'ai fait deux ou trois tours derrière des voitures pour savoir où se trouvait leur point faible. »

« Ensuite, j'ai doublé Mika Hakkinen dans la descente après le Casini. Il n'était pas bien équilibré au freinage et j'ai pu me mettre à côté, très tôt, en freinant plus tard que d'habitude. »

« Pour Eddie Irvine, la piste avait séché, cela a été plus chaotique. C'était dans l'épingle et du Loews, car



Le circuit du Grand Prix de Monaco est le plus lent du championnat du monde de formule 1. Olivier Panis (Ligier-Mugen-Honda) a été le premier à franchir la ligne d'arrivée à 117,112 km/h, à la 78<sup>e</sup> des 79 tours de 3,357 km. Vainqueur 1996 : Olivier Panis.

partout ailleurs il était aussi rapide que moi. Cela a été un peu chaud parce qu'on s'est touchés. Mais cela s'est bien fini, en un beau dépassement. Puis, à vingt-cinq tours de l'arrivée, l'équipe m'a demandé de ralentir parce que je n'avais pas assez d'essence. »

« A quinze tours de l'arrivée, le leader, Jean Alesi, abandonne et

vous vous retrouvez en tête de la course. A quel moment l'avez-vous su ?

« J'ai vu « P1 » sur le panneau devant le stand. Puis, comme je regardais le panneau géant dans la montée pour contrôler mon écart avec David Coulthard, j'ai aperçu la voiture de Jean dans le box. A partir de là, je pense que personne n'aurait

pu me dépasser. Je ne voulais plus la lâcher cette première place. Ensuite, il s'est remis à pleuvoir, cela a vraiment été une course difficile. Quand j'ai vu la foule se lever, je me suis dit que l'arrivée ne devait pas être bien loin, qu'il me restait un tour à parcourir. En fait, j'étais dans le dernier sans le savoir parce que, à Monaco, la course ne doit pas durer plus de

deux heures. Heureusement, car autrement je n'aurais pas pu finir. Cette victoire était tout de même inattendue. Mais, cette année, une place sur le podium constituerait une motte de surprise. Qui de la voiture ou du pilote a accompli le plus de progrès en un an ?

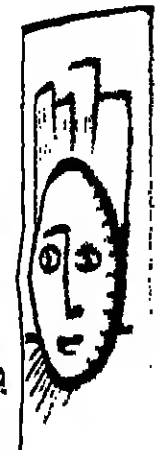
« Beaucoup la voiture, bien sûr. Moi, j'ai la même façon de travailler, même si j'arrive mieux à exploiter mon pilotage avec cette voiture que l'année dernière où, dès que j'en rajoutais un peu, la voiture ne me le permettait pas. La victoire, ici, a été un défi, mais je savais bien que, avec cette monoplace, on ne pourrait pas rééditer la performance de Monaco. En revanche, cet hiver, dès que j'ai fait les premiers tours avec la nouvelle voiture, j'étais sûr qu'on allait faire des choses étonnantes. »

« Je me suis bien préparé cet hiver, autant mentalement que physiquement, parce que je sentais que ce serait une saison à défi pour moi. J'ai aujourd'hui une voiture pour me battre avec les meilleurs. C'est ce que j'avais rêvé d'avoir un jour en formule 1. C'est très excitant. »

Propos recueillis par Eric Collier

مركز من رايه

la vie du design



Jeux de mots



## La saison du design à Barcelone

La « Primavera del disseny » s'est installée autour de la Rambla, et ce jusqu'au début juin. Un rendez-vous européen organisé tous les deux ans dans la ville d'Antonio Gaudi

BARCELONE

de notre envoyée spéciale

Un « B » tracé à la main en bleu, rouge et jaune est le symbole de la ville. Et la grande banque locale, la Caixa, a pour logo un motif de Miro. Événement culturel donc, ou image de marque d'une Barcelone devenue une capitale européenne du tourisme depuis les Jeux olympiques de 1992 ? Le Printemps du design (*Primavera del disseny*) est organisé autour de la Rambla tous les deux ans depuis 1991. Faire parler objets, formes et graphismes est le mot d'ordre de ce printemps multiforme.

Signe de l'incertitude des temps et d'une nécessaire dérision, c'est autour d'une exposition aimablement provocatrice sur le thème de l'érotisme et des « objets du désir », au sens le plus concret, que s'expriment cette année la génération des designers qui se sont fait connaître, depuis dix ans, autour de Juli Capella et Quim Llaure.

Tres loin des solides carnets de commandes du Salon du meuble de Milan, qui avait lieu quelques jours plus tôt, la manifestation barcelonaise - jusqu'au début juin - a pour originalité d'inscrire à son programme aussi bien des happenings d'étudiants (chaque soir au centre culturel la Santa, dans le quartier de la Ribera) que

et ferme comme l'aluminium, cintrée et aérienne comme un insecte mécanique, qui exprime à elle seule l'originalité du style catalan, nerveux et incisif, vif et expressif, dont Jorge Pensi (né à Buenos Aires en 1946) est l'un des ténors.

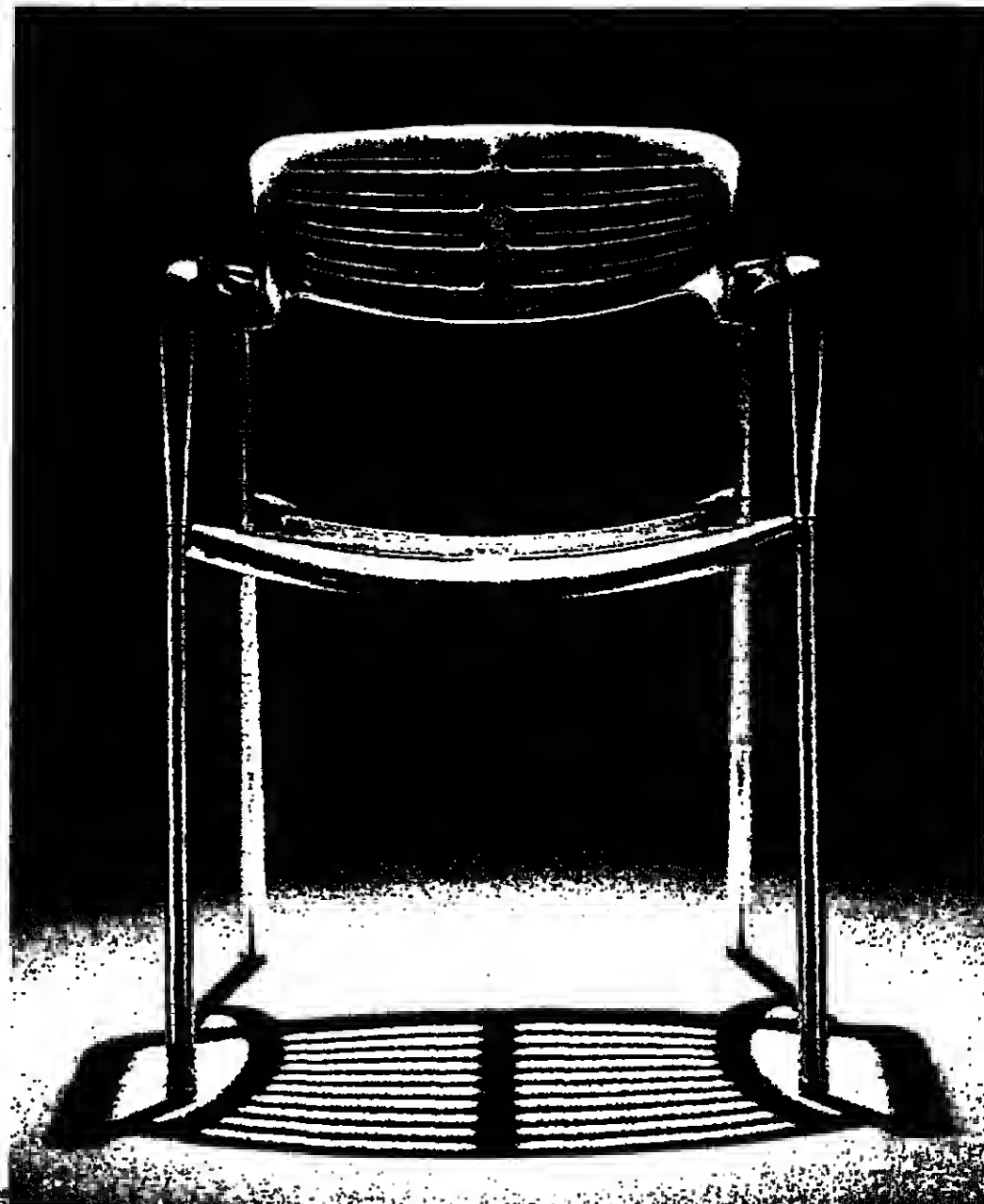
Défiant la crise, le ralentissement des affaires et des idées, les Catalans persistent à jouer l'avant-garde

Défiant la crise, le ralentissement des affaires et des idées, les Catalans persistent à jouer l'avant-garde

qui n'ignore pas la dimension industrielle et commerciale des disciplines qu'elle pratique le plus volontiers : architecture, mobilier, publicité, design graphique. L'heure n'est plus seulement à faire vibrer la curiosité internationale, mais à appuyer le système éducatif - cinq écoles supérieures de design se partagent les vocations locales - et à entretenir la flamme, comme l'a fait le commissaire de cette session, Enric Franch, en invitant des professionnels confirmés (Marc Sadler, Gaetano Pesce ou les Néerlandais du groupe Droog Design) à une sorte d'université de printemps « portes ouvertes ».

Le message ne peut passer inaperçu. En grandes lettres orange en travers de la façade du Palais de la Virreina, en haut de la Rambla, on dirait un slogan : « Disseny, mot de canvi » (le design, moteur du changement), déclaré comme pour mieux s'en convaincre. Il y a là plusieurs expositions, dont celle des lauréats d'une compétition ouverte aux graphistes, dans plusieurs branches de la communication visuelle (emballage, brochures, publicité), une exposition animée, dynamique et appréciée du public.

Plus de mille candidats (deux cent cinquante ont été retenus) se sont présentés à cette session des prix de l'Association professionnelle des directeurs artistiques de Catalogne, qui, pour la première fois, s'adressait à toute l'Espagne (l'exposition ira ensuite à Madrid). On trouve parmi les lauréats des campagnes de promotion de la Croix-Rouge ou d'une marque de



La chaise Toledo (1988, Amat), de Jorge Pensi, l'un des ténors du style catalan.

chaussures, des emballages pour un fabricant de chocolat ou la ligne graphique d'un sport bar de la ville de Sitges, le logo de la Generalitat de Catalogne ou l'image de marque du service des parcs et jardins de Barcelone.

Vivacité créative, scénographie pédagogique signée par Ramon Pujol, connu pour les installations de vitrines qu'il réalise pour Vinçon, le magasin du Paseo de Gracia qui, sous la direction de Fernan Amat, est, depuis plus de trente ans, pour les Barcelonais à la fois Habitat et Conran, avec une touche plus nettement affirmée d'activisme artistique. Vers la

mer et la statue redorée de Colom qui désigne désormais, au milieu du port, un énorme centre commercial, baptisé Mare Magnum, construit récemment sur les anciens docks, comme s'il pointait une regrettable horreur, il y a foule, au centre d'art Santa Monica, pour l'événement de cette saison du design : une anthologie d'autopromotion auto-critique des créations de Philippe Starck.

### Invention et esprit d'entreprise

Blanche, rafraîchie, éclairée à neuf, la ville où les maisons-palais de Gaudí - et plus seulement sa cathédrale, la Sagrada Família - sont désormais sur le parcours obligé du visiteur est devenue, depuis les Jeux olympiques de 1992, une capitale européenne du tourisme. Et si le nouveau Musée d'art contemporain de l'Américain Richard Meier est encore un habit trop vaste pour une collection débutante, il y a plus de monde - et plus à voir - dans la boutique-librairie qui le jointe.

Mais Barcelone n'a pas perdu pour autant sa qualité de cité possédée par ceux qui l'habitent et la font vivre. Son tracé géométrique, son architecture expressive, la présence de la mer et la densité active de près de 2 millions d'habitants en font une métropole toujours plus tournée vers l'Europe qu'en direction d'un « centre ». Madrid, dont les Catalans se méfient encore et qu'ils continuent de défier, par les armes pacifiques de l'innovation et de l'esprit d'entreprise.

qui révèlent, avec un commanditaire de l'autre, une certaine d'objets quotidiens ou de maquettes d'architecture et de mobilier. Créée à Barcelone, l'exposition voyagea prochainement en Allemagne. Lors de sa conférence inaugurale, le designer français a été accueilli à Barcelone comme une vedette et comme une mascotte : il y a des affinités certaines entre l'élan espagnol (c'est un éditeur de ce pays, Disform, qui, le premier, fit confiance au dessin Starck) et les formes néobarroques de ses inventions, qui ne détonnent pas dans la manière dont les Catalans ont interprété la modernité.

Chimères de l'âge du plastique, ce sont des objets parlants, à la manière dont Cobi, le symbole des Jeux olympiques imaginé par un adepte de la bande dessinée, Mariscal, le Starck catalan, tourna la tête de côté pour un clin d'œil amical. Mais à l'époque, en 1992, on croyait savoir vers où aller. Aujourd'hui, c'est moins sûr.

Michèle Champenois

\* Organisme professionnel : Barcelona Centre de disseny, av. Diagonal, 452-454, 08006 Barcelona. Tél. : 34-3-218-28-22. Télécopie : 34-3-237-22-19.

## Calvin Klein dans le triangle d'or du luxe parisien

EN 1986, Ralph Lauren, le couturier en santiags, ouvrait sa boutique place de la Madeleine, dans un décor de sitcom tout acajou. Ses jeans étaient bleu délavé, couleur du ciel Middle West et d'une Amérique radieuse. Les jeans de Calvin Klein sont noirs, aussi noirs que sa boutique de l'avenue Montaigne, la première à Paris, est blanche, graphique, minimale.

C'est le 14 mai que l'infirmer militaire de la mode, l'empereur de la robe à trois trous, ouvrit son temple de 650 m<sup>2</sup> dans le triangle d'or, comprenant sa principale ligne de prêt-à-porter féminin, et masculin, dite « Collection », mais également ses objets pour la maison. C'est le premier Américain à conquérir l'avenue Montaigne, avec une nouvelle boutique aquarienne, un espace « où chaque élément est déterminé par un sens du calme, de l'ordre et de la qualité ». Si Londres et Milan (mars 1997) ont été les premières étapes « commerciales » de Calvin Klein en Europe, Paris - où il n'a vendu que des jeans, des slips et des parfums - lui servira de test de reconnaissance.

ENTRE EXTREMES

On a du mal à imaginer que ce rendez-vous si dépeuplé servit d'appartenance à l'ancien directeur du Crazy Horse. A côté de Calvin Klein, un japonais faisait désordre. Décritée par des guides lines écrits ou invisibles à l'usage de ses neuf cents employés, la politique de communication codifiée tout ou presque. A Paris, ce sera la disposition des petits fours sur les plateaux, comme l'allure des serveurs le jour du vernissage (barbe interdite), ou encore le style des vendeuses (pas de fard).

« Je dessine des vêtements modernes pour des femmes et des hommes modernes », dit Calvin Klein, héros d'un *Mars Attacks* de la mode où les faux gentils sont vaincus par des personnages de synthèse. Sa communication de choc, jouant à la fois sur le puritanisme, et l'excitation (Kate Moss nue pour le parfum Obsession) a fait de lui un précurseur de l'image, une référence, témoin d'un luxe sans nuances, oscillant entre deux extrêmes, de la parade au politique correct.

Plus fin de siècle qu'elle n'y paraît, sa mode neutre et noire se nourrit de citations. On reconnaît, ici et là, des emprunts faits aux japonais (Rei Kawakubo, Comme des Garçons) et Yoshi Yamamoto), au Français Marc Aubert, au Belge Martin Margiela, et à l'Autrichien Helmut Lang, aux silhouettes absorbées par la puissante machine qui digère en effaçant toute trace, et se recharge instantanément en « modernité ». Pour l'hebdomadaire américain *Time*, Calvin Klein est le « Frank Lloyd Wright de la mode ». Son succès est le reflet d'une revanche culturelle sur un vieux monde, affaibli par ses peurs et ses démons, le « marketing » contre la « création ». Calvin Klein a d'abord créé un réseau de « partenaires stratégiques » qui vont d'Unilever (pour les cosmétiques), à Diego Della Valle (pour les chaussures) en passant par SMH (montres). Son empire pèse 4,4 milliards de dollars, avec une prévision de 5,3 milliards de dollars pour 1997.

Dans les années 70, il fut le premier à imposer sa grille à un jean. Aujourd'hui, il est l'un des rares de sa génération (54 ans) à avoir su conquérir les nouveaux marchés de la mode, de la zone Asie-Pacifique, où, après Séoul, et Hongkong, (1996), il compte ouvrir dix boutiques avant l'an 2000. Avec lui, New York entend s'imposer comme une rivale à part entière de Paris et de Milan. Au cours des cinq prochaines années, le groupe devrait ouvrir une centaine de boutiques en Europe et au Moyen-Orient. « J'ai toujours cru dans la simplicité », dit celui qui fêtera en 1998 les trente ans de sa grille.

Laurence Benaim



Le logo du Printemps du design, par Marc Valls.

la glorification raisonnable des réussites de l'industrie locale (une sélection de meubles et de luminaires présentée par un groupe d'éditeurs et d'entreprises).

Sur le thème « design de qualité = succès commercial », on y a ainsi trouvé un bit-parade de sièges, de canapés et de lampadaires qui ont été vendus par milliers d'exemplaires et qui portent les signatures connues d'Oscar Tusquets ou de Miguel Mila. Ou encore cette chaise Toledo, carénée comme une calandre, légère

### Dessins, graphisme et objets quotidiens

Le Printemps du design, organisé avec le soutien de la Generalitat de Catalunya, regroupe plusieurs dizaines d'expositions dans des lieux publics ou des magasins de Barcelone. Renseignements : Palais de la Virreina, tél. : 34-3-301-77-75.

#### EXPOSITIONS

• « Disseny, motor de canvi », Palais de la Virreina, La Rambla 99, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin. Du mardi au samedi, de 11 heures à 21 heures. Le dimanche, de 11 heures à 15 heures. Tél. : 34-3-301-77-75.  
• « Los Lams », lauréats des prix de design graphique organisés par le club des directeurs artistiques. Entrée libre. Palais de la Virreina, mêmes horaires. Jusqu'au 1<sup>er</sup> juin.  
• « Vanity Case » de Philippe Starck, centre d'art Santa Monica, La Rambla 7. Tél. : 34-3-412-49-28. Du lundi au samedi, de 11 heures à

14 heures et de 17 heures à 20 heures. Le dimanche, de 11 heures à 15 heures. Jusqu'au 5 juin.

• « Disseny = Qualitat = Consum », organisé par la Reunion de Empreses de Diseno (RED), Centre commercial, av. Diagonal 569. Tél. : 34-3-459-47-11. Télécopie : 34-3-459-42-20. De 10 heures à 21 heures. Fermé le dimanche. Jusqu'au 17 mai.  
• « Mobles impossibles », centre culturel La Santa, Guillem 3, téléphone et télécopie : 34-3-268-11-56. De 20 heures à minuit, du 22 au 29 mai.  
• « La Mecanització de la casa », Musée des arts décoratifs, Palau Real de Pedralbes, av. Diagonal 686. Tél. : 34-3-280-50-24. Jusqu'au 27 juillet.

#### MAGASINS

• Vinçon, Passais de Gracia 96, tél. : 34-3-215-60-50. Télécopie : 34-3-215-50-37. En plus des 22 000 articles référencés (meubles, outils, luminaires, vaisselle, quincaillerie, montres, etc.), où l'utile et l'innovant côtoie les classiques du design, la Sala Vinçon expose régulièrement des artistes. De 10 heures à 20 heures. Fermé le dimanche.

**Jeux de mots**  
36 15 LEMONDE

**EST-IL A VOUS ?**  
**BOU**  
**TIQUE**

**CAPELOU**  
Un conseil unique à Paris  
Armoires-lit, Mobilier composable, Meubles, Literie, Canapés, Salons...  
Actuellement  
Armoire-lit métallisé blanc (140 x 190) à partir de 6 350 F livrée et installée en Ile-de-France.  
37, av. de la République 75011 Paris M<sup>o</sup> Parmentier - Tél. 01.42.37.46.35 Livraison gratuite France Métrop. Facilités de paiement / Parking gratuit

**MON INFER**  
Tout un monde de passions, insouciance, plaisir, dans ces univers de maroquins : Arques, Barrois, Coudré-Panier, Bismarck etc...  
Couture, Accessoires, Maroquinerie, etc...  
63 rue de Valenciennes 75009 Paris 79 Avenue des Ternes 75017 Paris  
Tél. 01.42.78.14.44 - Fax 01.42.78.08.04

**DETAILLANT GROSISTE**  
VEND AUX PARTICULIERS  
Tous les produits de la maison : Literie, Matelas, Sommeils, etc...  
MATÉLAS & SOMMEILS  
Tous les produits de la maison : Literie, Matelas, Sommeils, etc...  
Cuir ou tissu, Stainer - Couleur - Dur - Siffen - Etc...  
Vente par téléphone possible  
Livraison gratuite sur toute la France  
**MOBECO**  
247 rue de Valenciennes, PARIS 75009  
01.42.08.71.00 ouvert 7j/7

**DU MARAIS AUX TERNES**  
CRÉATEUR DE PRÊT-À-PORTER DE LUXE  
pantalon toile de laine fine 295 F  
BLAZER PURE LAINE SUPER 100... 598 F  
COSTUMES TISSUS NOBLET - MARZOTTO  
LUGI BOTTO - LAINE SUPER 100... 1 348 F  
Rayon "Prestige" : Costumes en tissu Lanificio Fatti Ceruti - Reda - Vitale Barberis - Zignone etc...  
Rayon spécial : GRAND - FORT jusqu'à 88  
« chemises grandes longueurs manches  
DES PROX EXEMPLAIRES POUR CE FABRICANT DU PRÊT-À-PORTER DE LUXE (Création Guy d'Amberg)  
Tous les jours de 10h à 18h SAUF DIMANCHE ET LUNDI MATIN

entrepôts du marais  
3, rue du Port-aux-Choux 75003 Paris  
Métro Saint-Sébastien-Froissant  
Tél. 01.42.78.14.44 - Fax 01.42.78.08.04

entrepôts des ternes  
65, avenue des Ternes 75017 Paris  
Métro Ternes-Porte-Millot  
Tél. 01.42.08.71.00 - Fax 01.42.08.72.91

Retrouvez chaque semaine dans les ESPACES BOULIQUES renseignements au 01.42.17.39.47 - Fax 01.42.17.39.251



## Pluie passagère

LES NUAGES touchent la quasi-totalité du pays. Ils apportent un peu de pluie. Le soleil fera néanmoins quelques apparitions. Les températures resteront stables.

Bretagne, Pays de Loire, Basse-Normandie. La journée verra se succéder périodes ensoleillées et passages nuageux avec averses. Le vent de sud-ouest soufflera avec des rafales atteignant 80 km/h sous les grains. Le thermomètre affichera 8 à 10 le matin et 13 à 16 l'après-midi.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Les nuages dominent, avec un peu de pluie surtout à mi-journée. Quelques rayons de soleil agrémenteront néanmoins l'après-midi. Les températures seront tout juste de saison, avec 7 à 9 le matin et 15 à 17 l'après-midi.

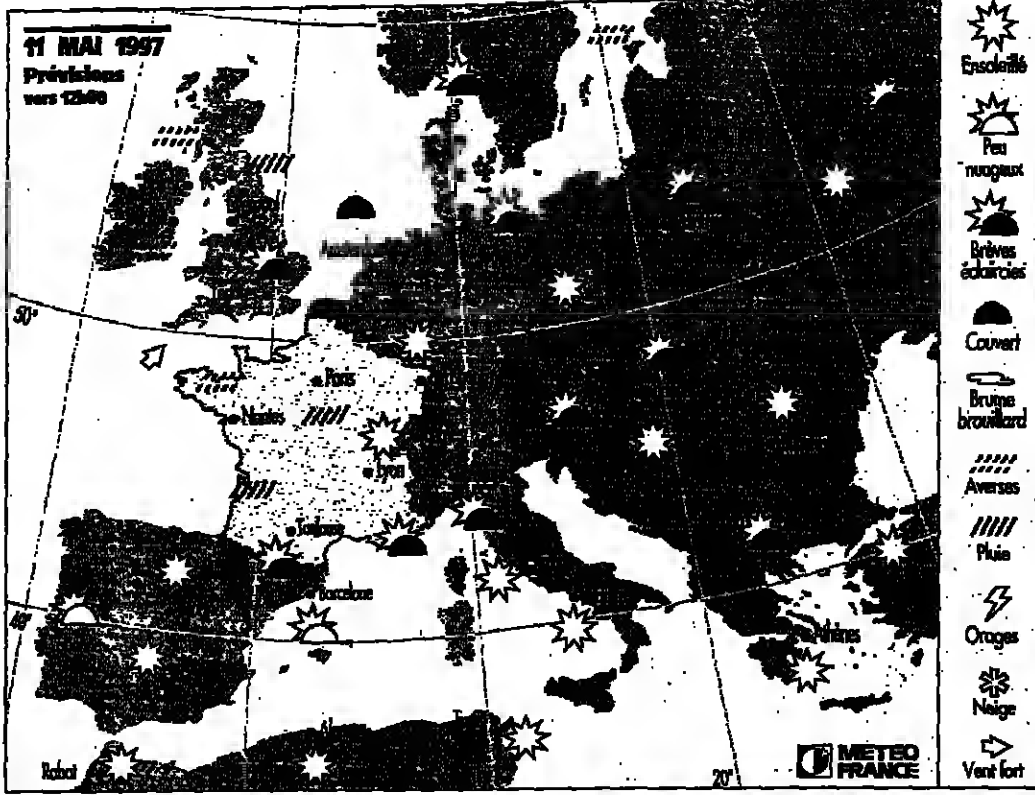
Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Après de belles éclaircies, les nuages s'épaississent au fil

des heures. Ils donneront quelques pluies. Les températures s'échelonneront entre 8 et 9 au petit matin, et 16 à 18 l'après-midi, 20 en plaine d'Alsace.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Les nuages amèneront quelques pluies. Le Poitou-Charentes puis l'Aquitaine verront les éclaircies se développer. Avec une vingtaine de degrés l'après-midi, les températures seront de saison.

Limousin, Aovergne, Rhône-Alpes. Les éclaircies du matin laisseront progressivement la place aux nuages. Ceux-ci donneront de petites pluies. Un vent de sud en vallée du Rhône soufflera avec des rafales atteignant 70 km/h. Les températures seront quasi normales.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. Les nuages pourront donner localement des orages l'après-midi. Les températures resteront douces avec 11 à 14 le matin et 20 à 22 l'après-midi.



## CARNET DU VOYAGEUR

■ ZAIRE. Par mesure de sécurité et à l'instar d'Air France et de Swissair, la compagnie belge Sabena a suspendu ses vols vers Brazzaville, au Congo. (Reuters)

■ ETATS-UNIS. US Airways, sixième compagnie américaine, supprimerait certaines de ses lignes domestiques parmi les plus déficitaires, notamment Cincinnati, San Antonio, Albuquerque, New Mexico et Austin. (AP)

■ HONGKONG. Cathay Pacific donne à certains de ses passagers devant se rendre en Australie la possibilité d'obtenir électroniquement leur visa au moment de la réservation. Cette mesure intéresse les ressortissants des Etats-Unis, du Canada, de Singapour, de Corée du Sud, de Malte, de Norvège, de Malaisie, de Brunei et du Japon et ceux de l'Union européenne, à l'exception de la France, de l'Espagne et du Portugal. (AR)

PRÉVISIONS POUR LE 11 MAI 1997

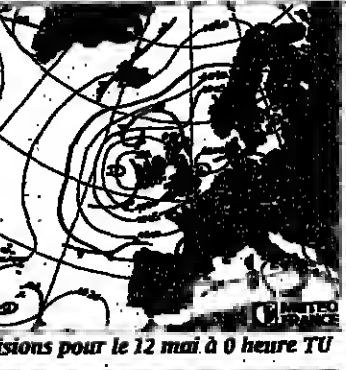
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; + : neige.

FRANCE métropolitaine	NANCY	8/17	N
ALACCO	10/20	S	NANTES
BARCELONE	10/18	P	NICE
BORDEAUX	10/18	P	PARIS
BOURGES	8/17	N	PAU
BREST	8/15	S	PERPIGNAN
CADIX	10/14	S	RENNES
CHERBOURG	7/13	S	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	8/19	S	STRASBOURG
DIJON	8/18	S	TOULOUSE
GRENOBLE	8/21	N	TOURS
LILLE	8/15	C	FRANCE DOMINICAINES
LIMOGES	8/15	N	CAYENNE
LYON	10/20	N	FORT-DE-FR.
MAIRIEILLE	13/21	S	NOUMEA

PAPETE	26/29	P
POINTE-A-PIT.	24/32	S
ST-DENIS-RE.	19/25	S
BERMUDA	11/15	C
AMSTERDAM	15/22	S
ATHENES	15/22	S
BARCELONE	14/21	N
BELFAST	7/12	P
BELGRADE	11/24	S
BERLIN	8/18	N
BIRME	13/20	S
BRUXELLES	8/16	S
BUCAREST	7/19	C
BUDAPEST	7/19	S
COPENHAGUE	10/19	S
DUBLIN	8/16	N
FRANCFORT	11/22	S
GENEVE	9/21	S
HELSINKI	4/10	P
ISTANBUL	13/19	S

11/21	S	VENISE	13/19	S	LE CAIRE	19/24	S
14/18	N	VIERNE	8/22	S	MARRAKECH	14/21	S
9/12	P	AMSTERDAM	15/22	S	NAIROBI	15/21	P
10/15	S	BRASLIA	15/25	S	PRETORIA	7/21	S
13/17	P	BUENOS AIR.	13/26	C	RABAT	14/21	S
11/20	S	CARACAS	25/30	S	TUNIS	16/26	S
11/22	S	CHICAGO	9/20	P	ASE-OCEANIE		
8/18	S	LIMA	18/25	S	BANGKOK	29/36	P
6/22	S	LOS ANGELES	18/25	S	BOMBAY	25/33	S
14/22	S	MEXICO	13/21	P	DJAKART	25/30	S
4/13	S	MONTREAL	5/12	S	DUBAI	24/32	S
13/22	C	NEW YORK	11/17	S	HANOI	25/31	S
5/22	S	SAN FRANCISCO	13/21	S	HONGKONG	24/27	S
11/21	S	SANTO DOMINGO	7/13	S	JERUSALEM	20/30	S
17/26	S	TORONTO	4/14	S	NEW DELHI	18/28	S
11/22	S	WASHINGTON	8/18	S	PEKIN	16/26	S
7/13	S	AFRIBRINE	11/27	S	SEUL	15/19	C
8/14	P	ALGER	17/27	S	SINGAPOUR	28/33	C
12/19	S	DAKAR	22/27	S	SYDNEY	14/19	P
8/20	S	KINSHASA	22/31	S	TOKYO	15/24	C

11/21	S	VENISE	13/19	S	LE CAIRE	19/24	S
14/18	N	VIERNE	8/22	S	MARRAKECH	14/21	S
9/12	P	AMSTERDAM	15/22	S	NAIROBI	15/21	P
10/15	S	BRASLIA	15/25	S	PRETORIA	7/21	S
13/17	P	BUENOS AIR.	13/26	C	RABAT	14/21	S
11/20	S	CARACAS	25/30	S	TUNIS	16/26	S
11/22	S	CHICAGO	9/20	P	ASE-OCEANIE		
8/18	S	LIMA	18/25	S	BANGKOK	29/36	P
6/22	S	LOS ANGELES	18/25	S	BOMBAY	25/33	S
14/22	S	MEXICO	13/21	P	DJAKART	25/30	S
4/13	S	MONTREAL	5/12	S	DUBAI	24/32	S
13/22	C	NEW YORK	11/17	S	HANOI	25/31	S
5/22	S	SAN FRANCISCO	13/21	S	HONGKONG	24/27	S
11/21	S	SANTO DOMINGO	7/13	S	JERUSALEM	20/30	S
17/26	S	TORONTO	4/14	S	NEW DELHI	18/28	S
11/22	S	WASHINGTON	8/18	S	PEKIN	16/26	S
7/13	S	AFRIBRINE	11/27	S	SEUL	15/19	C
8/14	P	ALGER	17/27	S	SINGAPOUR	28/33	C
12/19	S	DAKAR	22/27	S	SYDNEY	14/19	P
8/20	S	KINSHASA	22/31	S	TOKYO	15/24	C



## JEUNESSE

## Des programmes pour quitter le lycée et passer un an à l'étranger

« DÉCOUVERTE d'une langue et d'une culture, mais aussi, et peut-être surtout, épanouissement personnel, confiance en soi et ouverture aux autres » : de 300 années scolaires passées aux Etats-Unis, entre la fin de la première et l'entrée en terminale, Sonia parle comme de la grande aventure qui a marqué sa jeune vie. Et elle se félicite encore, dix ans après, d'avoir, un jour pluvieux de novembre 1985, délaissé la révision d'un devoir de maths pour ouvrir un magazine. « C'est là que j'ai vu une publicité expliquant les possibilités qu'ont les lycéens de faire de longs séjours à l'étranger, ajoutée, alors que je connaissais seulement les voyages linguistiques qui ont lieu pendant les vacances scolaires. »

Pour marier l'utile à l'agréable, de nombreux jeunes mettent à profit les périodes de congé pour aller améliorer, sur le terrain, leur connaissance d'une langue étrangère. La formule qu'a choisie Sonia, en revanche, ne fait pas encore partie de nos modes éducatifs. Il est vrai que, même si on peut recourir à différents types d'aides pour financer un tel séjour, son coût constitue un réel obstacle pour de nombreuses familles. D'autres freins s'y ajoutent, qui ne sont pas

d'ordre économique : il y a souvent la crainte des parents, parfois partagée, voire distillée, par certains enseignants, que les jeunes « perdent » une année.

« Il y a bien plus à gagner qu'à perdre, et pas seulement d'un point de vue linguistique ! », estime Robert Burbaud, professeur d'anglais dans un lycée de Poitiers. « La langue n'est qu'un prétexte, d'autant qu'on peut avoir de multiples autres occasions de se perfectionner. En revanche, l'aventure humaine qui consiste à partager pendant un an la

vie d'une famille d'accueil et à fréquenter la même école que les jeunes du pays me semble être une expérience d'une richesse incalculable », affirme-t-il.

MOTIVATION. Reste à déterminer quel est le meilleur moment pour partir, sachant que, pour obtenir un visa, la fourchette d'âge des candidats au départ doit se situer entre quinze et dix-huit ans.

De plus, l'année passée dans un lycée étranger d'est pas prise en

compte par le système scolaire français. Autrement dit, si on quitte la France en fin de troisième, on y revient, un an plus tard, pour entrer en seconde.

« Pour des questions de maturité, nous conseillons souvent aux jeunes de partir vers seize ou dix-sept ans, soit en général en fin de seconde ou de première, plutôt que dès leur quinzième anniversaire. Mais il n'y a bien sûr pas de règle en la matière, tout dépend des individus », souligne Laurent Bachelot, délégué général de l'Association Programmes

internationaux d'échanges (PIE). Il insiste sur l'importance de l'entente, qui doit avoir les intéressés avec un membre de l'association : on tâche d'y évaluer leurs facultés d'adaptation et leurs motivations.

Le responsable de PIE regrette, néanmoins, qu'environ la moitié des jeunes s'adressant à son organisation attendent d'avoir le bac pour partir. « Ce qui peut poser des problèmes d'intégration dans la famille d'accueil, compte tenu des désirs d'indépendance qu'on éprouve à ce stade-là. « Mais c'est vrai, reconnaît Laurent Bachelot, qu'on fait souvent peur aux lycéens en leur disant qu'ils vont décrocher. C'est une affirmation erronée. L'enquête que nous avons effectuée auprès de nos anciens montre que ce séjour les a renforcés et rendus plus motivés pour reprendre leurs études en France. » Vincent Moussieu, devenu bénévole de l'association AFS-Vivre sans frontières, après être lui-même parti au Danemark par son entremise, fait part de son expérience : « Il est très important quand on s'inscrit de bien préciser le cursus que l'on suit en France, afin que l'association en tienne compte dans le choix du point de chute du jeune. » Pour celui qui,

par exemple, veut continuer dans une filière scientifique, on essaiera de trouver, dans le pays d'accueil, un établissement d'un niveau suffisant, afin qu'il n'éprouve pas de difficultés à suivre le programme de la classe qu'il intégrera au retour. 70 % des jeunes Français qui partent vont, en effet, aux Etats-Unis, mais tous ne vont pas se retrouver dans des high schools-massifs massivement bilingues à Harvard.

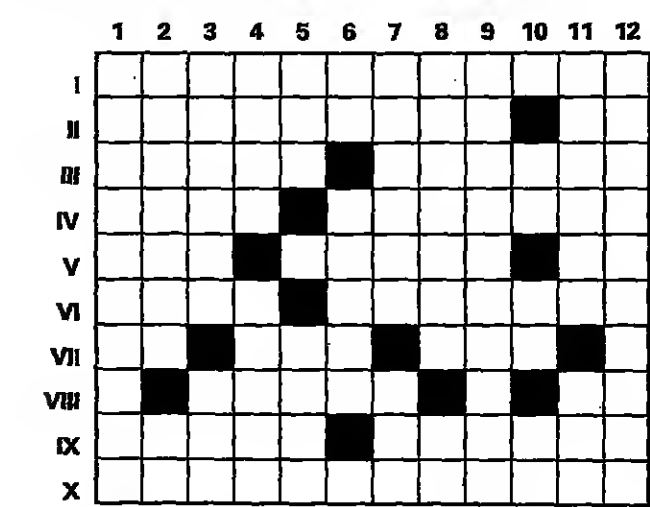
Ce n'est pas un problème de niveau qu'a rencontré Michel, après un an passé au Texas en fin de seconde : « Avec le système de cours qu'on peut choisir là-bas, j'y ai en fait plus suivi une petite première scientifique qu'une véritable seconde », explique-t-il. Plus grave, la difficulté à déceler pour le lycéen patient de trouver, au retour, une place en première. En effet, malgré ses assurances antérieures, le professeur de son prestigieux établissement avait bouclé les effectifs de la classe convoitée sans y inclure le jeune homme. Les choses ont fini par s'arranger, mais c'est aussi ce type de contretemps qui peut dissuader les jeunes de tenter l'aventure.

Caroline Helfter

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97094

3015 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



## HORIZONTALEMENT

1. En poudre, c'est un remède universel. - 2. Tombée par passion. Militaire américain. - 3. Au fond de la cale. Mit en pelote. - 4. Certainement un gros succès. Pris mes distances. - 5. Lettres d'une idole. Agnès pour Charles, Julien chez Stendhal. Bouts de rails. - 6. Au bord de la combe. Sortie sans beaucoup de défiance. - 7. L'édifice. Trois sur six. Le ciel vu de l'Europe. - 8. Pas grand chose quand il est négatif. Interjection. - 9. Attachés à la grappe. Qui a pris des coups. - 10. Pour aller de l'avant sans se retourner.

## VERTICALEMENT

1. Se fait prendre pour un autre. - 2. Travailler sur le fil. Une cale pour le tracé. - 3. Circule en CEE. Pour charger la bête. - 4. Enduit et protégé du feu. Pour lui, descendre devient un travail. - 5. Colère passée. Saxo tout

démonté. - 6. Personnel. Bien mise au point. - 7. Va connaître de grands bouleversements dans son corps. Courue les Etats-Unis. - 8. Régulier sur les côtes. Pose problème quand on tombe dessus. - 9. Flou plus ou moins artistique. - 10. Personnel. Réflexion japonaise. Réserve aux échanges intimes. - 11. Sans aucune instruction. Se croise sur le pré. - 12. Bêtises et autres fadaïes.

Philippe Dupuis

## SOLUTION DU N° 97093

HORIZONTALEMENT  
1. Deutsche mark. - 2. Embur. Lubie. - 3. Moustique. Ay. - 4. Ol. Quantin. - 5. Vague. Tête. - 6. Ecartelé. - 7. Tore. Notai. - 8. Ille. Psitt. Me. - 9. Siles. Gratin. - 10. Energisement.  
VERTICALEMENT  
1. Démonté. - 2. Emoi. Collin. - 3. Ubu. Varèse. - 4. Tussore. Et. - 5. GT. PSC. - 6. Crique. - 7. Quel. IGS. - 8. Elue. Entra. - 9. Muent. OTAN. - 10. AB. Test. Tt. - 11. Riatt. Amie. - 12. Keynésiens.

Le Monde est édité par le SA Le Monde.

ISSN 0249-2037

Imprimerie du Monde

94852 Iry-Ste-Genève

PRINTED IN FRANCE

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications n° 37 437.

21 bis, rue Claude-Bernard - BP 218

75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-28

## ÉCHECS N° 1740

CHAMPIONNAT DES ETATS-UNIS, (Chicago, 1997). Blancs : E. Tata. Noirs : L. Yudassine. Défense sicilienne. Variante Sozine.

1. e4	c5	19. Qf3	d6
2. Cc3	d6	20. Cc5	Dd8
3. e4	c4	21. e4	Td8
4. Cc4	c6	22. Dd6	Cc8
5. Cc5	d6	23. Td3	Cc5
6. Pp4	e5	24. Td3	Cc5
7. Pp5	Cb7	25. Pp7	Rp7
8. Dd5	f5	26. Pp5	Np5
9. e4	Cc5	27. Pp5	Cc5
10. Pp5	f5	28. Pp7	Rp7
11. Pp5	f5	29. Td3	Td3
12. Pp7	Cc7	30. Td3	Fd3
13. Td3	b4	31. Td3	Cc5
14. Td3	Cc5	32. Td3	Td3
15. Td3	Dd5	33. Dd5	Cc5
16. e4	Pp7	34. Dd5	Cc5
17. Dd1	Cc5	35. Td3	Cc7
18. Pp7	Cc5	36. Dd5	abandon



**CANNES 97** En cette année de rétrospectives pour cause de cinquantième anniversaire, Marco Ferreri avait eu sa part, et elle n'était pas négligeable. Dans ces colonnes, depuis le début de la semaine, nous retraçons ces journées particulières qui ont marqué le Festival. Le 21 mai 1973 en faisait partie. Ce jour-là éclatait une des plus belles polémiques qui enflammèrent jamais la Croisette. « La Grande Bouffe » rendit malades tous les pisse-vinaigre. Comme illustration, nous avions choisi une photo de Ferreri et de Michel Piccoli dansant enlacés, bouche à bouche, provocateurs, assumant le propos d'un film qui réglait leur compte, de façon assez désespérée aussi, aux bourgeois et aux idéologues. La filmographie du truculent barbu ne se limite pas à ce chef-d'œuvre scandaleux (lire page 23). L'annonce de la mort de Marco Ferreri est venue au terme d'une journée de compétition dominée par le film de Manuel Poirier, « Western ». Et elle n'a en aucune manière assombri la fête d'un autre cinéaste de l'exercice, l'Américain Abel Ferrara.

**LA PHOTOGRAPHIE DE DEREK HUDSON**

**3 heures du matin**

Le peintre new-yorkais Julian Schnabel joue la séduction devant Claudia Schiffer et les quelques autres certaines d'être à la fête d'Abel Ferrara pour la soirée de « The Black Out ». Un conseil, Julian, reste peintre !



vu

## La Bretagne, ligne de fuite ultime de Manuel Poirier

Western. A la manière de Monte Hellman ou de John Schlesinger, le cinéaste français perd ses deux paumés de héros dans les paysages du Finistère

**SÉLECTION OFFICIELLE EN COMPÉTITION**

Film français réalisé par Manuel Poirier. Avec Sergi Lopez, Sacha Bourdo, Elisabeth Vitale, Marie Matheron, Basile Stiekona. (2 h 12.)

Manuel Poirier fait honneur à la promesse affichée par son titre : son film est bien une tentative de western... Tourné en Bretagne certes, dans quelques kilomètres carés qui suffisent à encadrer l'action, sans chevaux, sans duel, sans shérif, sans canyons, sans indiens, sans Ouest non plus. Mais avec le format scope, Manuel Poirier a au moins retenu du western une leçon essentielle, particulièrement cultivée par Anthony Mann ou son temps : inscrire ses personnages dans un décor qui les écrase de part en part pour devenir un protagoniste à part entière.

« Le soleil se lève toujours à l'Ouest », fait remarquer l'un des acteurs, avant de tourner casaque et de dévier son voyage vers Nantes, situé justement à l'ouest de

la Bretagne, pour revenir à l'est. S'il n'y a donc pas de western à proprement dit, la perspective d'un Ouest vers lequel il faudrait se diriger ou, au contraire, s'éloigner, traverse ce film d'un bout à l'autre. Easy Rider, de Dennis Hopper, reposait déjà sur un paradoxe identique, avec ses deux motards parcourant l'Amérique en sens inverse, quittant l'Ouest pour retourner sur la côte Est. Western fait surtout penser à Macadam à deux voies, de Monte Hellman, dans sa volonté de définir un espace circulaire, de plus en plus réduit, dans lequel on finit par tourner en rond, et à Macadam cowboy, de John Schlesinger.

Comme ce dernier, Poirier décrit l'enferme de deux paumés, égarés par tout : le paysage qui les entoure, le poids de la vie, et celui de leur propre médiocrité. Il y a tout Voight chez Paco, jusque dans son port de tête altier et sa silhouette d'atmoir à glace. Et l'on retrouve bien le Dustin Hoffman de Macadam cowboy dans la démarche claudicante de Nino, le compagnon d'enferme de Paco, incapable de se prendre en charge, traumatisé

par une femme qui l'a plaidé deux semaines avant son mariage, au point de s'être condamné à une existence faite de menus larcins et de séjours dans des refuges pour sans-abri.

Western traduit un désir de retrouver l'Amérique, mais e o empruntant un détour qui mène au cinéma américain des années 70, au moment précis où celui-ci s'efforçait de mettre le western en pièces pour n'en retenir qu'une série d'artefacts, appliquant à la lettre l'idée qui voudrait qu'à l'Ouest il n'y ait rien de nouveau.

**PARTI-PRIS BAROQUE**

L'une des grandes trouvailles de Manuel Poirier est d'avoir su trouver un mode de récit adapté à un parti-pris baroque : montrer la Bretagne comme un endroit où l'on se perd en lieu et place d'une région à découvrir. Pour y parvenir, il a construit son film sur le modèle du conte dont il retient au moins un des principes de base, l'épreuve initiatrice imposée au preux chevalier si celui-ci veut prétendre à la main de la belle princesse. Paco, repré-

sentant en pantoufles, se fait voler sa voiture au bord d'une bretelle d'autoroute par Nino, autostoppeur russe. Marinette, une jeune conductrice qui le prend à son tour en stop, lui permet de trouver une chambre, en attendant qu'il règle ses problèmes d'assurance.

Le lendemain, Paco retombe par hasard sur Nino et l'envoie à l'hôpital. Dans l'incapacité de retrouver sa voiture, même après avoir mis la main sur son voleur, il vit une brève aventure avec Marinette, dont il tombe amoureux. Celle-ci lui impose un délai de trois semaines où ils ne doivent avoir aucun contact avant de faire ensuite le point sur leur situation et décider s'ils vont ou non continuer leur relation. Paco va alors profiter de ces trois semaines pour déambuler sur les routes de Bretagne avec Nino. Très rigoureuse dans la mise en place de ses mécanismes, l'utilisation du conte par Poirier confine pourtant à l'absurde. L'épreuve imposée à Paco ne consiste pas à se rendre dans un lieu précis, mais à attendre et à tourner en rond. Paco et Nino ne marchent pas avec des patarugas,

mais arpentent le bitume en pantoufles, c'est-à-dire confusément, sans vraiment avancer, ni prendre le temps de regarder ce qui se passe autour d'eux.

**NI DÉBUT NI FIN**

Si le cadre du western est bien présent dans ce film - les côtes du Finistère sur lesquelles Poirier s'attarde si longuement auraient très bien pu figurer dans Le Jardin du diable, de Henry Hathaway, ou Pursued, de Raoul Walsh -, cette présence semble beaucoup trop envahissante pour les deux compères du film. Le western se déroule sans eux, ou à côté d'eux.

Western n'a ni début ni fin... A la campagne, le deuxième film de Poirier, débutait avec des points de suspension. Ceux-ci cernent complètement Western. L'origine des deux protagonistes se dilue dans les mensonges de Paco, qui s'invente un premier mariage lorsqu'il fait la rencontre de Marinette, ou dans les fantasmes de Nino, stupéfait devant un mannequin vantant les mérites du Minitel rose, incapable de dire s'il s'agit ou non de

son ancienne fiancée. Dans ce film picaresque, les personnages apparaissent et disparaissent sans raison : un tétraplégique breton d'origine ivoirienne, un médecin qui boucle ses fins de mois en faisant du bricolage, une serveuse d'un restaurant routier qui préfère l'amour à trois, une fille névrosée prête à se jeter par la fenêtre dès qu'elle se retrouve au lit avec un homme.

Le film de Manuel Poirier est d'une ambition rare. Celle-ci n'est pas liée à un budget ou à une quelconque mégalomanie, elle consiste simplement à arrêter de prendre le spectateur par la main. En refusant de mener son histoire à son terme, Poirier s'accorde le droit de laisser choir ses personnages et de les abandonner à leur sort. Il ne nous dit certainement pas quoi penser (Western échappe heureusement à tout discours écologiste) et encore moins où poser notre regard. Poirier ne désigne rien du doigt, il se contente de se perdre, et d'égarer le spectateur avec lui.

Samuel Blumenfeld

## Maurice Bernart, producteur « coups de cœur »

**MAURICE BERNART** n'est pas un producteur comme on les imagine parce qu'on en a vu dans des films, arrivant sur les tournages - limousine et gros cigare - en éreçant, affirmant invariablement que « tout cela coûte trop cher, est carrément ruineux » et qu'il va falloir faire des coupes. « D'ailleurs, ces producteurs-là, le genre Darryl Zanuck ou David O. Selznick, n'existent plus, dit-il en riant. Aujourd'hui ce sont des technocrates bien efficaces, ovares de mots comme de fantaisie. »

De ces hommes d'affaires cleon, Maurice Bernart est aussi éloigné que des Américains au verbe haut de la grande époque, avec son air d'éternel adolescent passionné ayant sans doute passé la soixantaine, sa manière de sembler toujours disponible, accueillant... Un homme bienveillant qui peut certainement devenir très méchant avec ceux qui ne respectent que la force de l'argent. L'argent, il sait bien que c'est le

nerf de la guerre au cinéma. « Un écrivain peut continuer à écrire, même si on lui refuse un monument, un cinéaste, sans financement, ne peut pas faire son œuvre », et il ne joue ni au dilettante ni au mécène. Depuis sa première production, en 1974 (le premier film d'Alain Corneau, France, société anonyme), il est toujours allé du côté de son désir, se laissant séduire par des projets et des personnes.

**« UNE SORTIE DE DINOSAURE »**

Et à plusieurs reprises le succès est venu, parfois inattendu, comme Thérèse, d'Alain Cavalier. Prix du jury à Cannes il y a tout juste dix ans : « Cavalier était content de son film ; il me disait, très sérieusement, qu'on allait sans doute faire 25 000 entrées. Cela lui semblait magnifique, il est ce genre d'homme. On a fait plus d'un million. »

Les « coups de cœur » de Maurice Bernart sont toujours liés à des rencontres « plus qu'à des sujets », même si on le juge généralement comme un producteur « intello », « parce que j'ai lu quelques livres et écouté quelques apéras », commente-t-il, gentiment ironique. « Je crois que j'ai

un gros défaut pour un producteur : ce sont d'abord les gens qui m'intéressent. Manuel Poirier, j'ai voulu le rencontrer après avoir vu un peu par hasard, son premier film, La Petite Amie d'Antonio. On a parlé. C'est un cinéaste engagé, avec de l'espoir. Je lui ai tout de suite signé un contrat. J'ai produit... A la campagne, puis aujourd'hui Western. Et j'espère continuer. »

Il se décrit volontiers « comme une sorte de dinosaure, avec quelques autres producteurs totalement indépendants. Il me faut, bien sûr, trouver des partenaires pour financer un film, même à budget relativement modeste - celui de Western est de moins de 20 millions de francs. Et là... Je passe sur les brasseries du Centre du cinéma, un organisme de plus en plus bureaucratique. Les chaînes de télévision n'ont guère de curiosité et pas le goût du moindre risque. Personne n'a voulu miser sur Manuel Poirier, pas même Arte. Une fois encore, c'est Canal Plus qui s'est engagé à nos côtés. Pour toutes ces raisons, je suis enchanté que l'équipe de Western monte le grand escalier du Palais des festivals. »

Josyane Savigneau

## Le drame bosniaque embaumé

Welcome to Sarajevo. Un journaliste se consacre au sauvetage d'enfants

**SÉLECTION OFFICIELLE EN COMPÉTITION**

Film britannique de Michael Winterbottom. Avec Stephen Dillane, Woody Harrison, Mariya Tomet, Enira Nusevic, Emily Lloyd. (1 h 40.)

Ce doit être le violon. Depuis une dizaine de minutes, on suivait le quatrième film du réalisateur de Butterfly Kiss, Go Now et Jude avec curiosité et appétit. Appétit pour la nouvelle réalisation d'un jeune cinéaste qui avait démontré un étonnant savoir-faire, dans des registres très variés. Curiosité pour ce que la fiction cinématographique - dans une approche plus traditionnelle que celles de Godard, Goupil ou Ophüls, et moins intime que celle d'Ademir Kenovic présentée la veille à Cannes à la Quinzaine des réalisateurs (Le Monde du 10 mai) - saurait faire d'un drame aussi proche, et aussi « couvert » (si on enfouit) par tant d'images télévisuelles.

Des images auxquelles on a affaire d'emblée. Le film s'ouvre par un reportage sur la prise de Vuko-

var par les Serbes, enchaîne avec la reconstitution du travail des journalistes de télévision dans Sarajevo assiégée, mélange prises de vues cinématographiques fabriquées et extraits de documents vidéo vus au journal de 20 heures. Très vite, la manière dont Winterbottom réunit ces plans hétérogènes paraît bien désinvolte. Mais quand, après un morceau de bravoure ultra-rapide combinant scène de poursuite et folklore de l'insolite, le réalisateur montre les corps martyrisés du massacre de la place du Marché, la nausée vient. Moins des chairs sanglantes en gros plan que de la façon dont elles sont mises en spectacle, « surdramatisées » avec cet air d'Albinoni, obscène.

Dès lors pointe l'idée que Winterbottom ne sait ce pas ce qu'il a à raconter de Sarajevo, et moins encore comment le raconter. Le récit s'articule autour de la tentative d'un reporter de la télé anglaise de sauver des enfants d'un orphelinat en les faisant transporter hors du pays, allant jusqu'à ramener chez lui une petite fille. Il mène sa croisée au milieu de la tragédie générale, puis livre un deuxième

combat pour convaincre la mère de la fillette de laisser celle-ci à son nouveau foyer. Sans jamais rattrapper du sentiment que le drame bosniaque est devenu chair à romanesque sans foi ni âme - et qu'on pourrait en tourner sans peine un autre jour le remake, au Rwanda ou ailleurs.

Plus le film multiplie les signaux - références aux comportements des dirigeants européens, graphisme des ruines, considérations convenues sur les limites de l'engagement -, plus il devient évident que Welcome to Sarajevo accomplit l'inverse de ce qu'il prétend : non le retour sur la sanglante manifestation d'une crise de civilisation, mais le classement du dossier Sarajevo, de sa réalité comme de sa légende. Résultat de ce passage par profits et pertes d'une scénarisation caricaturale et d'une mise en scène erratique, ce sont les « Occidentaux » qui, à l'écran, raillent la mise sentimentale et retirent les bénéfices symboliques d'une affaire qui ne fut pourtant pas à leur honneur. Mais l'honneur n'a guère place ici.

Jean-Michel Frodon



TROIS QUESTIONS  
À ANDRÉ TÉCHINÉ

**1** Pourquoi êtes-vous à Cannes, vous qui n'y présentez pas de film et qu'on sait peu friand de bains de foule médiatiques ou mondains ?

Gilles Jacob, responsable du Festival, souhaitait que je vienne durant cette cinquantième édition. Beaucoup de mes films ont été présentés ici, je ne pouvais pas refuser. D'autre part, sans que j'aie rien fait en ce sens, je devais recevoir la Légion d'honneur en compagnie de Robert de Niro et de Pedro Almodovar. Je la dois au ministère des affaires étrangères, parce que mes films ont du succès à l'exportation.

**2** Travaillez-vous actuellement sur un film ?

J'ai écrit un scénario avec Gilles Tordard et Olivier Assayas, que je dois réaliser cet été, avec Juliette Binoche, Mathieu Amalric et un comédien débutant. Mais, Juliette ayant des engagements aux États-Unis, j'ai dû avancer d'un mois le tournage. Je suis inquiet d'avoir moins de temps que prévu pour un tournage compliqué, à Paris, dans le Sud-Ouest et en Espagne.

**3** Juliette Binoche devait jouer dans un film où vous vous inspirez de la vie de Julie de Lespinasse. Ce projet est-il annulé ?

En tout cas repoussé. J'ai très envie de faire un film se déroulant au XVIII<sup>e</sup> siècle. Claude Berri m'a proposé d'adapter le livre d'Eve de Castro, *Nous serons comme des dieux*, consacré aux relations du Régent et de ses filles. Bien que ce soit nécessairement une production lourde, je suis très tenté.

## La scandaleuse et le top model

La longue journée de promotion de Béatrice Dalle et de Claudia Schiffer

LA PREMIÈRE dit : « J'en avais rien à foutre du scénario. S'il y a un mec avec qui j'avais envie de travailler, c'était bien lui. » La seconde dit : « J'ai refusé beaucoup de scénarios. J'ai accepté celui-là parce que je n'y avais qu'un petit rôle. Je ne veux pas brûler les étapes. Je veux apprendre. » La brune dit : « J'ai pas de famille, j'avais pas d'argent. Je vois que des avantages à être une star. » La blonde dit : « On n'est pas ici pour porter de ma vie privée. »

La loubarde et la bru idéale. La scandaleuse et le top model papier glacé. Béatrice Dalle-Claudia Schiffer. Il fallait être un peu tordu pour penser réunir ces deux femmes. Abel Ferrara l'a fait, c'est un tordu. Pendant la conférence de presse qui suit la projection de *The Blackout*, il s'écroule tranquillement sur Budweiser l'air satisfait. Il est 15 heures, pour lui, c'est l'heure.

La blonde Schiffer fait un peu tache au milieu de cette bande d'adultes. On la croit sortie du couvent des Oiseaux. Les autres n'ont pas une bonne éducation. Ferrara et Schooly D., qui a écrit les chansons du film, ne font aucun effort : ils disent des gros mots en public. Dennis Hopper, qui a pris de la bouteille depuis *Easy Rider*, déconseille quand même aux jeunes de s'adonner à la drogue.

« Ils me posent souvent des questions, si ça arrive de nouveaux horizons... Je dis que oui, mais la porte se

refuse très vite. » On peut le croire quand il parle de ces choses-là. Comme lorsqu'il philosophe sur l'évolution du métier de star. « Moi, j'ai jamais eu de garde du corps. Je continue à marcher dans la rue. » Une exception, Dennis Hopper. Parce qu'être une vedette de

Comme la projection n'avait commencé qu'à 1 heure, et que « les filles étaient parties se changer », leurs invités les attendaient toujours à 4 heures

cinéma internationale de nos jours, cela consiste, semble-t-il, à vivre entouré d'amoureux à glace un micro fiché dans la poitrine, et de s'engouffrer en baissant la tête dans des limousines astroomiques, avant d'en ressortir de la même manière devant l'entrée d'un palace. Dennis Hopper, lui, marche dans la rue : cet homme est un sage.

L'une des énigmes du film, outre le suspense ménagé par le scénario, c'est la série de photographies largement utilisées pour la promotion de *The Blackout*, où l'on voit réunies Béatrice Dalle et Claudia Schiffer. On dirait qu'elles dansent ensemble. La Française est de trois quarts arrière, un large tatouage

mais elles n'avaient pas encore vu le film, et il était possible que la scène ait été coupée au montage. Ferrara émit quelques borborygmes. On en resta là, l'énigme demeure.

Une grande fête, comme il se doit, réunissant l'équipe, ses amis et surtout ceux des promoteurs, qui sont nombreux, dans une jolie villa sur la route de Vallauris. Comme la projection officielle, destinée à un « public averti », n'avait commencé qu'à 1 heure, et que « les filles étaient parties se changer », leurs centaines d'invités les attendaient toujours à 4 heures. Pour Ferrara, il n'était que midi.

Jacques Buob



## Retour aux sources de la nostalgie

Voyage au début du monde. L'émotion comme principe du mouvement du nouveau film du cinéaste portugais Manoel de Oliveira avec Marcello Mastroianni dans son dernier rôle

## HORS COMPÉTITION

Film portugais de Manoel de Oliveira. Avec Marcello Mastroianni, Jean-Yves Gaudier, Leonor Silveira, Diogo Dória, Isabel de Castro. (1 h 33)

Il y a, n'importe où mais à Cannes plus encore qu'ailleurs, l'émotion de retrouver Marcello Mastroianni dans son dernier rôle. Il y a l'émotion de la rencontre, presque de la fusion, entre un grand acteur et un grand cinéaste, puisque Mastroianni, dans le rôle d'un réalisateur âgé prénommé Manoel, incarne très explicitement, très chaleureusement et non sans amusement Oliveira. L'émotion est au principe du mouvement du film, trajecte en voiture effectuée par un comédien français accompagné de son metteur en scène et de deux autres acteurs, avant le début d'un tournage, vers le berceau portugais de sa famille, qu'il ne connaît pas. Chaque étape est l'occasion de souvenirs et de rêveries. De ce dis-

positif porteur de tant d'émotions, Manoel de Oliveira s'est délibérément ingénié à faire le film le moins émotionnel qui soit.

Tant que dure le voyage, il construit un film entièrement voué à la nostalgie, mais une nostalgie nettoyée de tout pathétique. Le jeu ironique de Mastroianni, les remarques sans concession que lui adressent ses compagnons, la manière de filmer en aplats, le cadrage télévisuel concourent à cette entreprise. Les anecdotes se succèdent, des lieux porteurs de passé, et parfois d'histoire, sont observés de loin. Une légende locale devient une comptine à la naïveté rassurée comme une rengaine, pour n'en laisser que la sèche et triste morale. « Je m'appelle Pedro Macao et j'ai une poutre sur le dos. Beaucoup de gens passent me voir (...) Et personne ne me tire de mon tourment. »

Risquerait-on tout de même de se laisser prendre à la disposition dramatique et au charme du vieil

ci se met en retrait : ce n'était Manoel Mastroianni le personnage central, mais Alfonso l'acteur français (Jean-Yves Gaudier), à la diction « blanche » jusqu'à en devenir borroliante. Le récit se recentre autour de lui pour poursuivre ce voyage vers le village natal de son père dont il raconte les malheurs et les exploits, la légende prosaïque. Ainsi ce voyage est du même mouvement voyage vers le passé. Et encore, surtout, voyage en deça de tout sentimentalisme. L'émotion viendra pourtant, au terme du trajet. Elle est tout entière concentrée dans ce bled de montagne où le groupe finit par aboutir.

Elle est chez cette vieille tante au visage âpre, qui refuse de reconnaître un neveu jamais vu et qui ne parle pas sa langue, elle est dans le contact magique qui s'établit avec un territoire et des signes. Pour y parvenir, il faudra encore vaincre la méfiance des vieux paysans, conquérir pied à pied, sans perdre conscience de ce que la situation a d'artificiel, le lieu invisible

qui relie le comédien français à sa famille portugaise. Alors, dans un plan beau comme un tableau de Rembrandt, le pain pourra être rompu et partagé. Il n'y a (fort heureusement) pas de « morale » à cette parabole, juste le constat, de visu, que quelque chose existe, insiste, là-bas où sont des racines. Il faut repartir, la vie continue, et le cinéma, signifiant le réalisateur et son double.

Retour sur ses propres origines en même temps qu'évocation d'une aventure effectivement advenue à l'acteur Yves Afonso, *Voyage au début du monde* invente ainsi une forme d'une singularité totale et d'une extraordinaire modestie, pour tirer le trait d'un manifeste austère et ironique. Contre tous les flots de pathos spectaculaires qui, prétendant faire place aux sentiments, les étouffent et les trahissent, il inscrit dans le roc les signes de piste de la véritable place du cœur.

J.-M. E.

## Un bloc de beauté et d'horreur

La Vie de Jésus. Bruno Dumont hisse un fait divers sur fond de crise sociale en parabole bouleversante

## CINÉMA EN FRANCE

Film français de Bruno Dumont. Avec David Douche, Marjorie Cottré, Kaadzer Chaatouf, Geneviève Cottré, Sébastien Delbace, Sébastien Baillet. (1 h 36)

Dumont, Bruno. Jusqu'à tout à l'heure, il s'agissait d'un ancien enseignant en philosophie reconverti dans le film d'entreprise. C'est aujourd'hui, par la grâce de ce premier long métrage aussitôt couronné du prix Jean-Vigo, le nom d'un auteur qui ne se contente pas de promettre, mais qui tient. *La Vie de Jésus* s'impose sans réserve, grâce à une adéquation si convaincante de la forme et du fond qu'on a l'impression de se trouver devant un mystère. La forme se rattache explicitement au dépouillement stylisé au travail avec des comédiens non professionnels - à l'école bretonnienne. Le fond consiste en un meurtre raciste commis par de jeunes chômeurs du nord de la France.

Philosophie, amateurisme, ascèse stylistique : n'en jetez plus. Ajouterait-on que l'action du film

se déroule à Bailléul - bourgade du pays des chits où le réalisateur a vu le jour - qu'on traduirait aussitôt que ce film est un monument d'ennui. Erreur. Il n'est ni plus ni moins qu'un monument sculpté d'un seul bloc dans la beauté et dans l'horreur. Autant dire au cœur même de l'homme, en vertu d'un mystère qui n'a pas encore été élucidé. D'où qu'il puisse s'agir de la vie de Jésus, au sens où ce pourrait être celle de n'importe quel homme, et plus particulièrement de Freddy.

LA CRÉATURE INCARNÉE Freddy, c'est d'abord un corps. Un corps d'acteur (celui de l'époustouffant David Douche), opaque et précis jusqu'au malaise, mais surtout un corps d'émblée étranger au monde qui l'environne, qui s'en absente sous le double choc d'une crise sociale (le chômage) et physique (l'épilepsie). Freddy, c'est la Créature incarnée, le golem resuscité dans le Nord-Pas-de-Calais à la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Jeune, sans travail, il habite avec sa mère, et écumine les chemins vicinaux à mobylette en compagnie d'une bande de déjeûnés. Ce n'est pas la

moindre des énigmes du film que de scouter, à l'image des encyclopédies, les raisons qui ont conduit à la mort de Freddy, ce que ces jeunes ont dans la tête.

Et ce n'est pas le moindre de ses mérites que de suggérer qu'ils ne sont pas par nature mauvais mais surtout éconduits par la société. Alors, en même temps que l'ennui, on trompe l'indignité. On fait de la mécanique, on visite un copain qui se meurt du sida à l'hôpital, on participe à la fanfare ou au concours local des pinsons. Freddy, lui, c'est encore avec les pinsons qu'on le sent le plus serin, et aussi avec Marie (Marjorie Cottré, remarquable), qui est caissière au supermarché. Marie, c'est son soleil à lui, et il le lui fait savoir au cours d'un magnifique travelling ascensionnel filmé d'un téléscopé où ils sont assis côte à côte : il l'aimera « jusqu'à la mort ».

La mort viendra, sous les espèces d'un jeune beur, Kader, qui gagne difficilement, mais magnifiquement, les faveurs de Marie, en suscitant au passage un des plus beaux « pardon » jamais entendus ni vus au cinéma. Elle viendra sous la forme d'un assassinat collectif et

sauvage, dénuement inéluctable et absurde d'une trajectoire que le talent de Bruno Dumont a su transformer en un objet plus rare qu'on ne le pense, et qui s'appelle un film.

Jacques Mandelbaum

théâtre de la renaissance  
Oullins  
04.72.39.74.98

FESTIVAL DES VOIX  
DE LA MEDITERRANEE  
du 20 au 24 mai

Sapbo  
Amis Alaoui  
Milem Mahjoub et les  
Génies de Marrakech  
Compagnie Sacco Di Cariani  
Marina Pittini et Lucia Albertoni  
La mille et uneième nuit  
Orchestre National de Barbès

## KIOSQUE

NICE MATIN  
■ Michael Jackson ou son fantôme a hanté les rues de Cannes, jeudi 8 mai. *Nice Matin* n'a rien raté : « Au petit matin, une étrange silhouette de Touareg excentrique a fait irruption dans un magasin de journaux. Fiché de deux gardes du corps herculéens, la momie ambulante pouvait être Michael Jackson. Même démarche, même petite voix fluette, même parano sécuritaire (...). La même silhouette entre dans un magasin de vêtements pour enfants à Juan-les-Pins faisant une razzia de bavoirs Mickey et peluches Disney. (...) Michael entreprend le suspense. Du haut de son balcon, il joue à cache-cache (...). Il ôte enfin le voile offrant très furtivement (un microbe est si vite arrivé) un demi-profil de star à son public. »

LA REPUBBLICA  
Deux films italiens sont sélectionnés à Cannes : *Le Prince de Hambourg* d'Heinrich von Kleist, de Marco Bellocchio et *La Tréuga* (La Trêve) de Francesco Rosi. Présenté jeudi 8 mai (*Le Monde* du 9 mai), le film de Bellocchio n'a pas enthousiasmé la critique de *La Repubblica*. Irene Bignardi salue toutefois le « retour en pleine forme » du cinéaste et la « simplicité classique », l'« austère élégance » et l'« intensité dramatique » avec lesquelles il traite le texte de Kleist. Elle émet des réserves sur le casting et conclut en convenant que le Bellocchio de *La Marche triomphale* aurait traité le sujet avec « des armes plus effilées ».

EN VUE  
SUR LA CROISSETTE

■ Le film de Luc Besson, *Le Cinquième Élément*, présenté en ouverture du Festival, mercredi 7 mai, et sorti le même jour sur les écrans français, connaît un succès sans précédent. Avec plus de 60 000 entrées dans ses 52 salles parisiennes, le film a fait mieux que *Jurassic Park*, de Steven Spielberg, et presque aussi bien qu'*Independence Day* (66 000 entrées dans 54 salles). *Le Cinquième Élément* est parti pour dépasser largement le million de spectateurs dès sa première semaine. On attend maintenant les premiers chiffres du box-office aux États-Unis, où le film sort ce samedi sur plus de 2 000 écrans.

■ La Légion d'honneur a été remise, vendredi 9 mai, sur la plage de Phéol Caillon, à trois figures du cinéma. Le réalisateur espagnol Pedro Almodovar, l'acteur et réalisateur américain Robert De Niro et le cinéaste français André Téchiné ont reçu leur décoration des mains du ministre français des affaires étrangères, Hervé de Charette.

■ Deux cents litres d'aquavit et 1 700 bouteilles de bière ont été spécialement expédiées de Norvège à Cannes afin d'être consommés au cours d'une soirée, dans le cadre du marché du film qui se tient parallèlement au Festival. Organisateur de cette party, les Norvégiens souhaitent ainsi parvenir à convaincre leurs partenaires scandinaves de désigner la ville de Trondheim comme lieu permanent du Festival du film nordique, qui s'est tenu en 1996 à Reykjavik, en Islande.

## LES AUTRES FILMS

## THE BLACK OUT

SEANCES SPÉCIALES/HORS COMPÉTITION. Film américain de Abel Ferrara. Avec Matthew Modine, Dennis Hopper, Béatrice Dalle, Claudia Schiffer. (1 h 46)

■ Dans *Nos Pénitentes*, son film précédent, à la tonalité largement autobiographique, Abel Ferrara privilégiait la meilleure tendance de son cinéma. Il ne moralisait plus, n'idéalisait pas, et se contentait simplement de parler de ceux qu'il aimait, des gangsters de bas étage en l'occurrence, tiraillés entre le bien et le mal. *The Black Out* ressemble à une parodie de Ferrara, à ce que ferait un ténor qui aurait retenu trois des adresses de base du cinéaste italo-américain : un héros tiraillé entre le bien et le mal, des dialogues truffés de références à Jean-Luc Godard et à l'Évangile, et plusieurs scènes de sexe. Si *The Black Out* commence bien comme un film de Ferrara - un acteur de cinéma (Matthew Modine) ne sait plus si il a ou non étranglé sa petite amie (Béatrice Dalle) -, il finit par ressembler très vite à un cahier des charges, consciencieusement rempli.

D'un sujet taillé sur mesure pour lui, Ferrara ne tire rien, et se montre incapable de donner de la consistance à un scénario inapte, ou de transcender une mise en scène plate et paresseuse. Les scènes où Matthew Modine répète que le cinéma, c'est la vérité en vingt-quatre images-seconde, se vautrent dans le stupide ou se roulent par terre comme un coyote victime d'épilepsie, ont malgré tout un caractère particulier. Si Mel Brooks réalisait une parodie de *Bad Lieutenant*, elle s'appellerait *The Black Out*. L'osmose entre le cinéaste et son personnage est pourtant totale. Ferrara est atteint du même mal que Matthew Modine à l'écran. Il se soignait suffisamment de son cinéma pour faire un film qui lui ressemble, mais pas assez pour éviter de se caricaturer.

Ce film raté n'est pourtant pas négligeable. L'univers de *The Black Out* est saturé d'écrans vidéo, et tous les gestes de Modine tombent fatalement sous l'œil d'une caméra ou d'un appareil-photo. Ce qui semble distinguer le comédien de l'homme de la rue selon Ferrara serait un regard omniscient qui ne raterait rien des gestes du premier. La réflexion déjà entamée dans *Snake Eyes*, sur la frontière entre fiction et réalité, est ici poussée à son extrême. La seule mémoire que possède Modine est celle des images que son ami réalisateur lui projette, dans un processus de vampirisation où le souvenir disparaît au profit de l'image. Son dilemme est résolu parce qu'une caméra vidéo l'a surpris en train d'étrangler une fille. Le fameux « black out » ne se limite pas à une simple déficience mentale mais à une incapacité à se projeter autrement que devant une caméra. L'utilisation de Claudia Schiffer dans un rôle de potiche bien élevée est l'autre point fort de *The Black Out*. Ferrara transforme son atout publicitaire en ruines, en la prenant pour ce qu'elle est : un joli mannequin, que la caméra rejette comme un poids mort. S. Bd

## BUUD-YAM

QUINZAINE DES RÉALISATEURS. Film burkinabé de Gaston Kabore. Avec Serge Yanogo, Amssatou Maiga, Séverine Ouédraogo, Colette Kabore. (1 h 37)

■ Au bord du fleuve Niger, au XIX<sup>e</sup> siècle, un jeune homme entreprend un voyage afin de trouver le guérisseur qui sauvera sa sœur, atteinte d'un mal aussi mystérieux que mortel. La réussite de son entreprise permettra de surcroît de lever la malédiction qui pèse sur lui, accusé d'être à l'origine de différents malheurs qui ont frappé le village. Ainsi, au-delà du suspense qui pèse sur la santé de sa sœur, c'est la possibilité de l'intégration dans la communauté de cet enfant trouvé, né hors du village, qui sera l'enjeu de son trajet. Gaston Kabore reprend dans *Buud-Yam*, le protagoniste principal de son premier film.

Le petit garçon de *Wend Kuri*, réalisé en 1982 (et dont on retrouve quelques extraits dans des scènes oniriques) a désormais quinze ans de plus. Il sera confronté au cours de son périple, à la fois périsseux et initiatique, à diverses situations allant du tragique au comique. Il manquera de soi dans le désert, il rencontrera un bavard impénitent qui se révélera un haut personnage appelé très vite à de nobles fonctions, il sera accusé d'un viol et évitera de justesse le lynchage. Il devra enfin escalader un rocher impressionnant. Cherchant un équivalent cinématographique à la structure narrative des contes africains, le cinéaste hésite entre différents partis pris, la naïveté théâtrale se mêle à d'amples mouvements de grue et à quelques effets de caméra portée. Le film souffre un peu de cette indécision formelle comme d'une lenteur du récit qui n'atteint pas toujours au contemplatif. Mais le naturel des séquences villageoises, le lyrisme teinté d'humour des scènes de la quête d'un héros, la splendeur contrastée des paysages, permettent au cinéaste, comme à son protagoniste, de parvenir à un heureux résultat. Jean-François Rauger

Marco Ferreri. cinéaste

KEES VAN DONOEN

ANU

SALON DE MONTROUGE  
29 AVRIL 2001  
ART CONTEMPORAIN

هكذا من لا يمل



## Marco Ferreri, cinéaste de la provocation et poète de la trivialité

Le réalisateur italien est mort à Paris vendredi 9 mai. Plusieurs fois primé à Cannes et objet de polémiques, l'auteur de « La Grande Bouffe » a été emporté par une crise cardiaque alors que débutait le cinquantième Festival du film

L'auteur de *La Grande Bouffe* est mort, vendredi 9 mai, d'une crise cardiaque à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris. Il était âgé de soixante-neuf ans. Après des études de vétérinaire, il

avait tenté d'imposer une nouvelle approche du documentaire, puis s'était installé en Espagne où il avait réalisé ses premiers films, proches dans l'humour noir d'un Luis Buñuel. De retour

en Italie, il développera son goût pour les fables à la cruauté bouffonne et les sujets scabreux, pour finir par apparaître comme un cinéaste provocateur. A travers ces allégories que furent *Dil-*

*liger est mort*, *Rêve de singe*, *La Grande Bouffe* ou *La Dernière Femme*, celui qui se désignait lui-même comme un cinéaste du mauvais goût fut l'un de ces poètes dérangeants de la folle

cantemporaine consécutive aux bouleversements créés par la société industrielle et de la quête de nouvelles utopies après l'éclatement de la famille et du couple.

### CANNES

Le réalisateur italien Marco Ferreri est mort, le 9 mai, à Paris, d'une crise cardiaque. Il était âgé de soixante-neuf ans.

Marco Ferreri est né en 1928 à Milan. Après des études de vétérinaire, il réalise des films publicitaires pour une société de liquides, puis devient producteur. Porté par l'effervescence culturelle de l'après-guerre en Italie, il entreprend la production d'une série de documentaires en demandant à divers cinéastes et scénaristes (dont Visconti, De Sica, Fellini, Moravia, Zavattini) de réaliser des films qui « évitent toute manipulation du spectateur ». Il produit par ailleurs quelques longs métrages, dont *Le Manteau* d'Alberto Lattuada et le film collectif *L'Amore in città* (1953). L'échec commercial de ce dernier le conduit en Espagne où il vend des appareils de projection. Il y rencontre Rafael Azcona, qui va devenir son scénariste attitré jusqu'au début des années 70.

C'est en Espagne que Ferreri réalise ses trois premiers films, *El Pírito* (1958), *Los Chicos* (1959) et *El Cochecito* (*La Petite Voiture*, 1960), immédiatement remarqués par la critique. L'historien du cinéma Georges Sadoul y voit par exemple des fables sociales très critiques sur le pays de Général Franco. Mais c'est surtout la cruauté bouffonne de leur sujet qui en fait des œuvres singulières. *El Pírito* raconte l'histoire d'un couple plus très jeune contraint d'attendre la mort d'une vieille dame afin d'emménager dans son appartement et de se marier.

Dans *El Cochecito*, un vieillard trébuchant martyrisé sa famille pour obtenir une chaise roulante. Il ira jusqu'à l'empoisonnement collectif pour assouvir son obsession.

De retour en Italie, Ferreri réalise une série de films aux sujets scabreux, qui le désignent très vite comme un cinéaste provocateur. Dans *Le Lit conjugal* (1963), un homme est sexuellement épuisé par son épouse jusqu'à ce qu'elle ait un enfant. Dans *Le Mari de la femme à bord*, un entrepreneur de spectacle exploite une malheureuse affligée d'une pilosité encombrante. Symptomatique de son esprit: le sketch du film *Canterossa* (1964), *Il Professore*: un professeur dans un collège de jeunes filles est obsédé par l'idée d'installer des WC dans sa classe. Ferreri se désignera alors lui-même comme un cinéaste du mauvais goût. Avec *Le Harem* (1967) et surtout *Dillinger est mort* (1969), ses préoccupations vont devenir plus politiques.

### SUJETS SCABREUX

Il constate l'évolution de l'homme moderne, confronté aux transformations brutales de la société industrielle et en quête de nouvelles utopies. *Le Harem* imagine, avant la vague féministe, le projet d'une femme qui décide de réunir ses trois amants et de vivre avec eux - expérience vouée à l'échec. *Dillinger est mort*, sans doute son chef-d'œuvre de cette période, raconte la soirée d'un cadre qui, rentré chez lui, se prépare un bon repas, éteint et allume la radio et la télévision, découvre un vieux revolver, tue sa femme endormie et s'en va.

Les années 70 vont intensifier le

goût du cinéaste pour les sujets sulfureux. Dans *Liza* (1972), une femme prend la place du chieo de l'homme qu'elle aime. Dans *L'Audience*, un jeune homme demande une entrevue privée avec le pape; les barrières de la bureaucratie vaticane le mèneront à la mort. *La Grande Bouffe* provoque un scandale mémorable. Interprété par trois acteurs familiers du réalisateur, Marcello Mastroianni, Ugo Tognazzi et Michel Piccoli, auxquels s'est joint Philippe Noiret, le suicide par indigestion de quatre bourgeois décrit avec tous les effets physiologiques consociés à l'excès de festivités et la fureur des plumes bien-pensantes.

*La Dernière Femme* (1976), qui se termine par la castration au couteau électrique du personnage principal, confirme la réputation de Ferreri. Les films suivants abandonneront quelque peu une dimension trop ouvertement scabreuse. *Rêve de singe* est une fable d'anticipation sur l'animalité et le futur de l'humanité, *Pipicadodo* décrit une classe de maternelle et les doutes existentiels de leur instituteur. *Le futur est femme* remet en cause la structure traditionnelle du couple en imaginant un homme et une femme adoptant une jeune fille encante.

*I Love You* décrit un homme amoureux de son porte-claf, *Ya bon les Blancs* brocarde la mode humanitaire tiers-mondiste perçue comme un vaste règlement de compte des Occidentaux avec eux-mêmes. De retour en Italie, Ferreri réalise *La Chœur* (1991), *La Maison du sourire* (Ours d'or à Berlin en 1991) et *Journal d'un vice*

(1993). Son dernier film, *Nitrate d'argent*, est une évocation de l'histoire du cinéma vue à travers le public des salles.

A l'exception de *La Grande Bouffe*, qui a bénéficié du scandale cannois, les films de Marco Ferreri n'ont guère rencontré le succès public. Avare de séductions formelles, son cinéma a souvent été perçu comme confus, rebelle aux catégories idéologiques figées. Les héros de ses films sont très souvent des névrosés obsessionnels, attachés à dissimuler leur angoisse derrière un comportement compulsif et un attachement maladif à quelques fétiches.

### PART DE SAUVAGERIE

Observateur naturaliste, le cinéaste décrit jusqu'au détail infime les doutes et les angoisses de l'homme contemporain, impuissant à inventer de nouvelles utopies face aux transformations qui bouleversent son mode de vie traditionnel. L'éclatement du couple, la désobéissance de la famille, les transformations urbaines accentuent l'abandon de personnages incapables de composer avec leur liberté et leur

part de sauvagerie et de vulgarité. La persistance d'un noyau intangible de barbarie au sein de la civilisation industrielle constitue le sujet profond de toute son œuvre.

Ses récits se terminent souvent par la fuite ou la mort volontaire de leur personnage principal, quand il ne cherche pas à retrouver, en se jetant dans la mer, un état intra-utérin originel. Sa mise en scène frappe toujours par une extrême simplicité, qui accentue la dimension incongrue des situations décrites. La précision de son regard n'a jamais exclu une forme de tendresse. *Pipicadodo* et *Le futur est femme*, par exemple, sont des films émouvants jusqu'aux larmes.

Comme d'autres grands réalisateurs qui furent ses contemporains, Ferreri s'est confronté à une question centrale, celle de la trivialité, dimension inséparable d'un moment où le cinéma se devait de se confronter aux désillusions d'un public revenu de tout. A ce titre, il aura été un des grands poètes de la modernité cinématographique.

Jean-François Rauger

### Une filmographie pantagruélique

1958: *El Pírito*. 1959: *Los Chicos*. 1960: *La Petite Voiture*. 1961: *Les femmes accusées* (sketch: *Les Adultères*). 1963: *Le Lit conjugal*. 1964: *Le Mari de la femme à bord*. 1965: *Canterossa* (épisode: *Il Professore*). 1966: *Marco nuziale*. 1967: *Le Harem*. 1969: *Break-up*, *Dillinger est mort*. 1970: *Perche pagore per essere felici*. 1971: *L'Audience*. 1972: *Liza*. 1973: *La Grande Bouffe*. 1974: *Touche pas à la femme blanche*. 1976: *La Dernière Femme*. 1978: *Rêve de singe*. 1979: *Pipicadodo*. 1981: *Conte de la folie ordinaire*. 1983: *Histoire de Piers*. 1984: *Le futur est femme*. 1986: *I Love You*. 1988: *Ya bon les Blancs*. 1989: *Le Banquet* (pour la télévision). 1991: *La Chœur*, *La Maison du sourire*. 1993: *Journal d'un vice*. 1995: *Nitrate d'argent*. *Faites ce que voudrez* (moyeu métrage documentaire pour la télévision).

### LES AUTRES FILMS

### Daniel Toscan du Plantier: « La métaphore et la crudité »

« J'AI CONNU Marco Ferreri en compagnie de Jean-Pierre Rasm, quand celui-ci produisait *La Grande Bouffe*, qui déclencha les polémiques que personne n'a oubliées lors de sa présentation au Festival de Cannes de 1973 (*Le Monde* du 9 mai). Il incarnait depuis le début de sa carrière, et il aura continué de représenter malgré les difficultés et les refus qu'il aura affrontés, un alliage rare au cinéma: la fusion de la métaphore et de la crudité. Cette singularité

se retrouve dans les deux films mis en scène par lui que j'ai coproduits, *Rêve de singe* et *Pipicadodo*. » Il avait lui-même choisi (en prenant l'avis de très jeunes enfants) le titre français de ce dernier film, titre qui n'est pas étranger à son échec commercial: les gens n'osaient pas le prononcer pour demander leur billet à la caisse des cinémas. C'est avec ce film qu'il a découvert et fait venir au cinéma Roberto Benigni, jusqu'alors comique du petit écran, devenu depuis l'acteur et le réalisateur remportant les plus grands succès en Italie. *Sous le soleil de Satan* est une œuvre cohérente. Pour comprendre celui-ci, il faut se souvenir qu'il aura été presque toujours un cinéaste en exil, et que la perte de son propre public lui pesait.

Avec Marco Ferreri, c'est l'un des derniers grands du cinéma italien qui disparaît: cette créativité, cette générosité et cette audace manquent terriblement à cette cinématographie, qui semble désormais encore un peu plus déserte. »

RENDEZ-VOUS DES ARTS

### KEES VAN DONGEN RETROUVÉ

L'œuvre sur papier 1898-1912 institut néerlandais exposition du 17 avril au 8 juin 1997, tous les jours sauf lundi de 13h à 19h. 121, rue de Lille, 75007 Paris métro Assemblée nationale

Cette semaine, chinez au VILLAGE SAINT-PAUL Paris 4e Brocante et Antiquités métro St-Paul et Sully-Morland 01.42.72.88.20

GALERIE LOUISE LEIRIS 47, rue de Valenciennes 75019 Paris Tél.: 01.45.61.28.85 - Fax: 01.45.61.76.13

HENRI MATISSE 100 gravures et lithographies de 1900 à 1951 du 22 avril au 24 mai 1997

42ème SALON DE MONTROUGE 29 AVRIL/20 MAI 1997 ART CONTEMPORAIN peinture, sculpture, dessin, travaux s/papier, photo, etc. 150 artistes et MONTROUGE - ATHENES ... 70 artistes grecs 2, av. E. Boutroux (face Mairie) et 32, rue G. Péri tous les jours 10 h/19 h. Tél.: 01.46.12.75.63 Métro Porte d'Orléans - Bus 68-126 et 128

FOYER DES BEAUX-ARTS 11, rue de Valenciennes 75019 Paris Tél.: 01.45.61.28.85 - Fax: 01.45.61.76.13

Retrouvez chaque semaine le rendez-vous des arts 01.42.72.88.20

**Arte ciné**  
chaque lundi à 20.45

**SOUS LE SOLEIL DE SATAN**

**Lundi 12 mai**

**20.45**  
**Sous le soleil de Satan**  
de Maurice Pialat, avec Sandrine Bonnaire et Gérard Depardieu.  
PALME D'OR 1987

**23.00**  
**L'arbre aux sabots**  
de Ermanno Olmi.  
PALME D'OR 1978

**Arte Ciné**  
Chaque lundi à 20.45, une grande soirée cinéma avec deux grands films.

3615 ARTE (1.23F.mn)  
http://www.arte-tv.com

**arte**



## Parades, tambours traditionnels et feu d'artifice pour inaugurer l'année du Japon en France

**220 Volts FM Tuner à rlf**  
L'underground groove parisien, le label Big Cheese étend ses activités aux nouveaux sons de l'électronique. Une compilation, **220 Volts FM Tuner d rlf**, un concert réunissant groupes novateurs - Né (pop techno-dub) et Operator 1 Ars (electro-funk) - et D) déjantés (D) jazz, D) Loïk, inaugurent cette nouvelle ère.

**Hot Brass, 21, avenue Jean-Jaures, 22 heures, le 10 mai. Tél. : 01-42-00-14-74. 80 F.**

**La Nuit reggae**  
Du rap à la techno, le reggae étend ses influences. Redevenu à la mode notamment grâce au raggamuffin, la musique des Antilles emporte l'adhésion de plus jeunes. Du reggae jusqu'à l'aube avec Daddy Nutkea, Tenor B, Sense Solo, TMKamikaz.

**Divan du monde, 73, rue des Martyrs, Paris 18<sup>e</sup>, M Pigalle. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-44-92-77-66. 90 F.**

**Funk Wesley**  
Funk Wesley et Plug  
Question funk, le tromboniste Funk Wesley connaît fort bien son sujet, au sein de la section de cuivres du parrain de la soul, James Brown, comme avec les milla versions de la famille P-Funk de George Clinton. Il vient mettre ses connaissances au cœur de Plug, un collectif belga oeu-yorkais de hip-hop (où se mêlent donc musique, danse et graphisme).

**New Morning, 7-9, rue des Petites-Écuries, Paris 10<sup>e</sup>. M Château-d'Eau. 20 h 30, les 12 et 13 mai. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.**

**Claire Morisseau**  
Une jeune pianiste volontaire, qui ne devrait pas tarder à prendre son envol. Claire Morisseau mêle à ses compositions des arrangements de standards récents et s'admet un penchant pour quelques maîtres comme Keith Jarrett ou le contrebassiste Gary Peacock. Ou pari sur l'avenir qu'ont fait également le batteur Simoo Goubert et le contrebassiste Jean-Philippe Viret, rythmique incandescente. Club Boplicity au Centre culturel SEL, 47, Grande-Rue, 92 Sèvres. M Pont-de-Sèvres et bus 171, arrêt Mairie au train Gare-de-Sèvres. 22 h 30, le 25 F.

## NOUVEAUX FILMS

**BLACK SHEEP**  
film américain de Penelope Spheeris  
1980, 100', UGC Forum, Orig. Export, 1<sup>re</sup>;  
VHS: Passions, 14<sup>e</sup> (01-20-32-20).

**LE CINQUÈME ELEMENT**  
film américain de Luc Besson  
1997, 100', UGC Ciné-été les Halles, 1<sup>re</sup>; UGC  
Ciné-été les Halles, 1<sup>re</sup>; Gaumont Opé-  
ra 1, 2<sup>e</sup> (01-12-21-40); 4<sup>e</sup>; Bretagne,  
8<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (4<sup>e</sup>); UGC Darton,  
3<sup>e</sup>; Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup> (01-43-59-  
08) (4<sup>e</sup>); Gaumont Ambassade, 8<sup>e</sup>;  
Gaumont Opéra, 1<sup>re</sup>; Gaumont Cham-  
pagne, 8<sup>e</sup> (01-47-20-76-23) (4<sup>e</sup>); Music-  
lic Bastille, 11<sup>e</sup> (01-40-00-02-48) (4<sup>e</sup>);  
Gaumont Grand Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (01-  
5-80-77-77-00) (4<sup>e</sup>); Gaumont Grand  
Ecran Italie, 13<sup>e</sup> (01-45-80-77-00) (4<sup>e</sup>);  
44-Juillet Beaugrenelle, 15<sup>e</sup> (01-45-75-  
00-00-00-00) (4<sup>e</sup>); Kinéma, 15<sup>e</sup>;  
14-Juillet, 15<sup>e</sup>; Majestic Passy, 15<sup>e</sup> (01-42-24-  
62-24) (4<sup>e</sup>); UGC Maillart, 17<sup>e</sup>; 14-Juillet-  
ur-Seine, 19<sup>e</sup> (4<sup>e</sup>).

**ENVOLEE SAUVAGE**  
film américain de Carroll Ballard  
1980, 100', UGC Ciné-été les Halles, 1<sup>re</sup>;  
09-40) (4<sup>e</sup>); UGC Odéon, 8<sup>e</sup>; UGC Nor-  
mandie, 8<sup>e</sup>.

## LES EXCLUSIVITÉS

[illegible]

RE RÉPONDRE NE PREND PAS  
DES MESSAGES (Fr.): Saint-André-des-  
Arts, 1° (01-46-26-48-18).  
LES 101 DALMATIENS (A., v.o.): Gau-  
mont Marignan, 8° (4°): UGC  
George-V, 8°; UGC Gobelins, 13°;  
Mompotamos, 14° (01-39-17-10-00) (A.);  
14-Juillet Beauregard, 15° (01-45-75-  
79-79) (A.); Grand Pavois, 15° (01-45-54-  
54-54) (A.); UGC Montparnasse, 15° (A.);  
Le Châtelier, 18° (4°); 14-Juillet Beau-  
seine, 19° (4°); La Gambetta, 20° (01-46-  
36-36-36) (A.).  
CHAMAMANKA (Fr.-Pol.-Suis., v.o.): Es-  
cadre Saint-Oubé, 5° (01-44-07-20-49).  
LA COLLINE OUBIÈRE (Fr.-Alg., v.o.):  
Le Jacques-Tard, 5° (01-44-51-61-61).  
LE COMMENT ET LE POURQUOI (Esp.-  
P.o.): Latina, 4° (01-42-78-47-36).  
CHOIER (Fr.): UGC George-V, 4°; Les  
Mompotamos, 14° (01-39-17-10-00) (A.).  
LA DYNASTIE ROUGE (Fr.): Gaumont  
George-V, 14° (01-46-36-36-36) (A.).  
L'EMBAÏE D'AMBAÏE (Fr.): Gaumont  
Ambassade, 8° (01-43-59-19-  
19-19) (A.); Sept Parnassiens, 14° (01-43-  
20-32-20).  
LA FABRIQUE  
DE L'ÉCOLE OCCIDENTAL (Fr.): Le  
Quartier Latin, 5° (01-45-43-41-53).  
LA PETITE BLANCHE (Rus., v.o.): Le Quar-  
tier Latin, 5° (01-43-26-84-85).  
LE QUARTIER (Fr.): Le Quartier Latin, 5°  
01-46-36-64-63).  
LES LOGES D'UN CINE (Fr.): 14-  
Juillet Beauregard, 3° (A.); 14-Juillet  
Hauteville, 6°; 01-46-36-79-38) (A.);  
Les Trois Luxemburgs, 6° (01-46-33-97-  
77-77) (A.); Sept Parnassiens, 14° (01-43-  
22-22-20).  
LES LOGES SOUTH, GOOBBY (Tal.-  
o.o.): 14-Juillet Beauregard, 3° (A.); 14-  
Juillet Odéon, 6° (01-43-25-59-53) (A.);  
14-Juillet-Seine, 19° 13°).  
MY HEART OF MY HEART (A., v.o.): Gau-  
mont Les Halles, 14° (01-46-39-58-58).  
MY HEART OF MY HEART (A., v.o.): 01-46-  
33-97-77) (A.); UGC George-V, 8° (A.);  
SEPT PARNASSIENS DE SABLE (Jap., v.o.): 14-Juillet  
Beauregard, 3° (A.).  
MUSIQUE (A., v.o.): Action Christine, 6°  
(A.).  
LES COULEURS DE COULEUR (Fr.): Max Under Pe-  
rograma, 5° (01-48-24-98-88) (A.).  
LES 145 RETOURN (Jap., v.o.): 14-Juillet  
Beauregard, 3° (A.); 14-Juillet Haute-  
ville, 6° (01-46-33-97-38) (A.); Le Bal-  
con, 10° (01-46-31-61-60).  
PARRY FLYNT (A., v.o.): Cinéches, 6°  
01-46-33-10-82); Lucernaire, 6°; Ely-  
sées Lincoln, 8° (01-43-59-36-14).  
THE FINE FIVE (Fr.): Accatone, 5° (01-46-  
36-86-86).  
THE LOOKING FOR RICHARD (A., v.o.): Ac-  
catone, 5° (01-43-59-72-07).  
THE LOOKING HIGHWAY 1° (A., v.o.): Cinéches,  
6° (01-46-33-10-82).

[illegible]

1) : UGC Ciné Cité des Halles, 1<sup>re</sup> : Gaumont Marignan, 3<sup>e</sup> (+) ; UGC George-V, 3<sup>e</sup> v.f. : Rex, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> : Paramount Opéra, 9<sup>e</sup> (01-47-42-56-31) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Miramar, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-45-36-10-95) (+).  
 2) : L'ATYCHIO MOON (Fr.) : Cinéches, 6<sup>e</sup> (01-46-33-10-82) ; Lucmaire, 8<sup>e</sup> (01-46-33-10-82) ; UGC Forum UN L'UN AMOUR DE FAMILLE (Fr.) : UGC Forum UN Orient Express, 1<sup>re</sup> : UGC Triomphe, 8<sup>e</sup> : UGC L'UN AMOUR DE SŒURCIE (Fr.) : Grand Pavlov, 15<sup>e</sup> (01-45-34-46-85) (+).  
 3) : L'UN ET LA GOLDIE (Fr. v.a.) : UGC Convention, 15<sup>e</sup> (01-42-57-57-74) (+) ; UGC Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Parnasse, 14<sup>e</sup> (01-42-57-57-74) (+) ; La Gambetta, 20<sup>e</sup> (01-45-36-10-95) (+).  
 4) : LA VENTE SI JE MENS (Fr.) : UGC Ciné Cité des Halles, 1<sup>re</sup> : Rex, 2<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, 6<sup>e</sup> : UGC Odéon, 6<sup>e</sup> : Gaumont Marignan, 8<sup>e</sup> : UGC Opéra, 9<sup>e</sup> : Saint-Lazare-Pesquier, 8<sup>e</sup> (01-43-37-35-31) (+) ; UGC Normandie, 8<sup>e</sup> : UGC Opéra Français, 9<sup>e</sup> (01-47-42-56-31) (+) ; UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-67) (+) ; UGC Lyon Bastille, 12<sup>e</sup> ; Gaumont Gobelins Rodin, 13<sup>e</sup> (01-47-07-55-88) (+) ; Gaumont Parnasse, 14<sup>e</sup> (+) ; Mistrat, 14<sup>e</sup> (01-39-17-10-00) (+) ; 14-Juillet Convention, 15<sup>e</sup> : Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; Pathé Wapler, 18<sup>e</sup> (+) ; 14-Juillet Opéra, 9<sup>e</sup> : UGC Convention, 15<sup>e</sup> : UGC Gobelins, 13<sup>e</sup> ; Les Nations, 12<sup>e</sup> (01-43-43-04-6

[illegible][illegible][illegible][illegible]

Commandez  
vos livres  
par Minitel



## Radio

**France-Culture**  
20.45 Fiction.  
Ludwig et Lola,  
de Gemma Salem.  
22.35 Opus. Gabriel Yared.  
0.05 Fiction : Tard dans la nuit. 0.5:  
Chroniques du bout des heures.  
1.00 Les Nuits de France-Culture  
(rediff.).

**France-Musique**

au Teatro Comunale di Bologna par le Chœur et l'Orchestre du Teatro Comunale di Bologna, dir. Piero Monti : Linda di Chamouris (opéra en trois actes d'Henry Blau, d'après la Grèce de l'Eux, de AP d'Ennery et G. Lemaire), de Donizetti.

**22.45 Entracte.**

**23.07 Le Bel Aujourd'hui.**  
1.00 Les Nuits de France-Musique.

**Radio Classique**

**20.40 La Cour de Frédéric II, Le Grand.**

**22.25 Da Capo, Ma Patrie : Tabor, de Smetene, per le Philharmonia Tchèque, dir. Tadjik : Tormento op. 74 de Dvorak, de Smetene n°4, de Foerster, per le Philharmonia Tchèque, dir. Kubelik. 6.00 Les Nuits**

**ation**

continua, avec, en  
rld Business This  
puter Connection.  
20 Science and  
Best of Insight.  
23.30 World Sport.

les demi-heures,  
0,45, 22.45 Click 7.  
23.45, 0.15, 1.15 No  
Nord. 21.45 Euro-  
Sport. 0.45Visa.

**LES CODES  
DU CSA**

O Accord  
parental  
soutenable.

Δ Accord  
parental  
indispensable  
ou interdit  
aux moins  
de 12 ans.

les demi-heures, 9.12 et 23.12 Votre 30 Le Grand Jour-Box Office, 20.35 0.43 Emploi, 20.56 es, 21.10 Journal de 23.51 Auto, 21.38 semaine, 21.56 et 22.12 L'Événement 4 D'une semaine à

## Radio

**France-Culture**  
**20.35** Le Temps de la danse.  
 La Sylphide, à l'Opéra Garnier  
**21.00** Atelier de création  
 radiophonique.  
 Le fil rouge - Jean-Louis  
 Schafer, par René Farnabet.  
**22.25** Poésie sur parole.  
 Poètes symbolistes belges.  
**22.35** Le Concert.  
 Musiques traditionnelles Inde

0.05 Clair de nuit. Tentative:  
premières, par Philippe Clair: Riva-  
ge de l'infini; Rub e dub dub;  
Rémonences: Nouveau  
beuglement; Des mots dans le vent  
poème radiophonique; La durée du  
oui. 1.00 Les Nuits de France:  
Culture (rediff.).

**21.00** Table d'écoute.  
**22.30** Transversales.  
1. Dédic. - 2. Les Magiciens de la Terre : Australie ; Burkine Faso. - 3. Dédic : En avant-première, le nouveau disque de Joseph Racaille. - 4.

**Radio-Classique**  
20.00 Soirée lyrique.  
Mireille, opéra en cinq actes,  
de Gounod, par le Chœur et  
l'Orchestre du Capitole de  
Toulouse, dir. Michel Plasson.  
0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

**sur les chaînes  
nantes**

Robbie. Film de Laurent Ferrier (1984, 105 min). Avec Nicola Perrotti. Aventure.

La de Brian De Palma (1980, 105 min). Avec Susan. Suspense.

Jean-Pierre Mocky (1981, 85 min). Avec Moustique.

III. Film de Richard Lester (1983, 105 min). Avec Christopher Reeve. Aventure.

**es complets de radio,**

dans notre supplément  
 lundi.  
 s symboles :  
 « Le Monde  
 Multimedia ».  
 voir.  
 manquer.  
 œuvre ou classique.  
 spécial pour les sourds  
 dents.



## A chat posté

par Pierre Georges

LE POUVOIR passé, Humphrey reste. Voilà bien une histoire qui a occupé l'ensemble de la presse anglaise, la belle histoire du chat de nos voisins. An 10 Downing Street, un vieux matou matois, noir et blanc, conservateur et travailleur, gras et dodu, avait pris ses habitudes. Humphrey, chat errant, d'âge incertain, avait fini par se fixer, il y a quelques années à cette adresse.

La soupe y était bonne. Le locataire aimable. Le voisinage amical. Et les fauteuils du meilleur plumage. Humphrey donc s'installa à demeure. Il devint célèbre, grossit abondamment, hanta à sa guise les couloirs et bureaux, dévota le quartier. Et surtout, il consentit à tolérer fort démocratiquement que John Major l'adopte. A moins que cela ne soit l'inverse, puisque, comme chacun sait, un chat est partout chez lui.

Puis vint l'alternance. En Angleterre, quand elle se produit, les affaires ne traînent pas. Vingt-quatre heures pour faire ses malles, ses adieux. Les Major quittèrent les lieux, dans l'instant. Les Blair occupèrent les locaux immédiatement. Oui, mais Humphrey ? Humphrey n'était pas chat à s'enfuir des tristes et humeurs politiques. Pas davantage chat à s'interroger longuement sur les mérites comparatifs du libéralisme et du travailisme. Humphrey, chat de pouvoir, vieux chat cynique, n'ayant ni dieu, ni maître, ni dogme, ni reconnaissance, en arriva à la seule conclusion valable : « J'y suis, j'y reste ! ».

L'affaire aurait pu s'arrêter là. Sauf qu'une infâme rumeur courut la ville et les gazettes, une insidieuse et grave accusation. Cherie Blair, l'épouse du locataire, celle qu'on vit au premier matin pour ainsi dire en nuisette et le cheveu en abandon de poste, Cherie Blair

donc, « n'aimait pas les chats ». Quelle affaire ! Immédiatement, le 10 Downing Street croula sous les appels téléphoniques et les lettres de protestation qui, déjà, annonçaient la profonde interrogation insulaire : « Avons-nous vraiment fait le bon choix ? ».

Bref, premiers jours, première crise. Il fallut la désamorcer au plus vite. Il fallut que Cherie Blair fasse état publiquement d'un solide pedigree de vieille amie des bêtes. Que ses enfants affirment que leur seule envie, leur seule impatience étaient de demander audience, des l'emménagement, au maître des lieux. Que le porte-parole de Downing Street annonce publiquement la haute estime et l'affection, déjà, en les-quelles toutes la famille tenait l'animal. Humphrey était chez lui. Il y resterait. Et lui, qui n'en avait pas douté un instant, en arriva, on le suppose, à la conclusion que le gouvernement des hommes par les chats-rois était l'enfance de l'art.

Dieu protège Humphrey, donc. Et pendant ce temps-là, que devenons-nous, sur le Continent ? Eh bien, nous sommes en campagne. Et en Festival. Laissons les candidats à leurs travaux d'écriture. Et faisons, un instant, à Cannes. Tous festivals par procuration, il faut bien dire ici - outre quelques vues plongeantes sur les défilés aux marches du palais -, en quel émerveillement nous a plongés la venue du chat Jackson au Festival. Il n'avait rien à y montrer. Sinon lui-même. Rien à y cacher. Sinon lui-même. Rien à y dire. Sinon : « I love you ». Michael Jackson est à Cannes ce qu'Humphrey est à Londres. Un squatter. La seule différence, au fond, c'est que pièces et morceaux, le félin noir et blanc de Cannes commença à faire, vraiment, pathétique chat de synthèse.

## 300 fréquences radio seront disponibles en juin

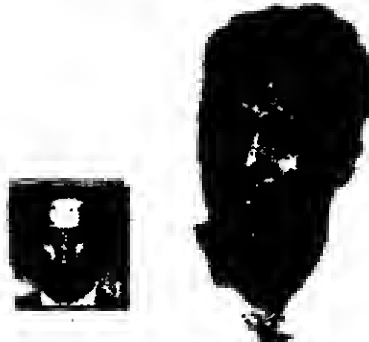
AU TERME de longues tractations, les quatre grands opérateurs radio (RTL, Europe 1, RMC, NRI) devraient remettre, vendredi 16 mai, au Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) les 170 fréquences de catégorie B acquises illégalement « en sous-main » au cours des dernières années (Le Monde du 3 avril). Une centaine d'autres fréquences ayant été « retrouvées » par ailleurs, le CSA pourra alors lancer, le 3 juin, un appel aux candidatures pour environ 300 fréquences. Les différents opérateurs auront jusqu'au 30 juin pour y répondre. Après l'avis des centres techniques régionaux (CTR), celles-ci pourront être redistribuées par l'organe de régulation de l'audiovisuel.

■ ENVIRONNEMENT : après l'annonce par EDF de la construction prochaine d'une ligne à très haute tension dans le Verdon, dans le Var et dans les Alpes-de-Haute-Provence (Le Monde du 29 avril), le ministre de l'environnement, Corinne Lepage, a affirmé qu'il y a certainement un problème de compatibilité entre la charte sur laquelle s'appuie le nouveau parc, signé il y a deux mois, et la construction d'une ligne aérienne à haute tension.

■ FOOTBALL : Toulouse, qui retrouvera l'élite après trois saisons en deuxième division, et Châteauroux, pour la première fois de son histoire, ont officiellement accédé à la première division, vendredi 9 mai, à l'occasion de la 40<sup>e</sup> journée du championnat de France de deuxième division.

Titre du Monde daté samedi 10 mai 1997 : 445 435 exemplaires.

CALVITIE



Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE  
Tél. : 01 53 83 79 79 - Fax : 01 53 83 79 70 - 3617 INFO CHAUVES  
Centre Médico-Chirurgical Franklin Roosevelt  
49, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris

## En Algérie, des dirigeants du FIS appellent le pouvoir à un dialogue « franc et transparent »

L'organisation islamiste dissoute rejette toute responsabilité dans « la barbarie actuelle »

ALGER

de notre envoyé spécial

« Nous lançons un appel à tous ceux qui sont partisans d'une solution politique et pacifique à la crise pour ouvrir ensemble et amener le pouvoir algérien à ouvrir un dialogue franc et transparent. » Depuis bientôt deux ans, aucun responsable politique du Front islamique du salut (FIS) - aujourd'hui interdit - n'avait, sur le territoire algérien, osé faire de déclaration publique. Il est vrai que les deux principaux dirigeants, Abassi Madani et Ali Benhadj, sont en prison, dans l'impossibilité de communiquer avec l'extérieur, tandis que trois de leurs compagnons de détention, libérés en septembre 1994 par le régime algérien, ont été fermement priés de rester silencieux.

Si des cadres dirigeants du FIS ont accepté de rompre ce silence, tout en refusant l'anonymat, c'est, explique l'un d'eux au Monde, pour répondre à « ceux qui veulent cacher la violence actuelle sur le dos du FIS et des islamistes ». S'exprimant lentement, avec le souci de trouver le mot juste, parfois en arabe, parfois en français, l'un des responsables poursuit :

« Comment serions-nous responsables d'une barbarie alors que le FIS en est la principale victime ? Il faut se poser la question : à qui profite le crime ? » A ses yeux, « il faut de toute urgence créer une commission d'enquête internationale pour faire la lumière sur les responsables de la barbarie actuelle ».

Même dissous par le pouvoir algérien, le FIS se considère toujours comme une force politique dont « l'unique porte-parole », rappelleront-ils à plusieurs reprises, est l'instance exécutive à l'étranger. « Nous avons élaboré des projets de solution politique, explique un responsable. Nous attendons des discussions avec le pouvoir pour les mettre en œuvre. Mais il y a toujours une volonté affichée de la part de ce dernier pour refuser toute sortie pacifique à la crise ».

Le FIS admet volontiers animer une opposition armée sur le territoire algérien. Mais, affirmant ses représentants, elle s'attaque exclusivement « au pouvoir militaire ». Si les groupes armés débordent de cette mission, « on aboutit à une violence criminelle, et le FIS ne saurait la cautionner. Nous la condamnons avec fermeté. Pour nous, l'opposition armée isla-

miste doit œuvrer en faveur d'une solution pacifique et politique dont le dernier mot doit revenir au peuple algérien à travers le suffrage universel ».

Interdit en Algérie, le Front islamique du salut a décidé de ne pas donner de consigne de vote à ses électeurs. Et surtout pas en faveur du Hamas, le parti islamique « modéré » de Mahmoud Nabhan, qui, tout en collaborant avec le régime actuel, a su récupérer une partie de l'électorat du FIS. « La position affichée par la direction du Hamas est en contradiction avec la nôtre. Elle ne contribue pas à la sortie de crise », le FIS préconise donc de voter « pour les candidats qui sont en faveur de la paix et ne sont pas complices des putschistes [des militaires au pouvoir] ».

DES DÉMOCRATES SINCÈRES

Les responsables du FIS n'ont de cesse de se présenter comme des démocrates sincères. Le passé plaide en leur faveur, assurent-ils. « On dit que, si les islamistes arrivent au pouvoir en Algérie, ils détruiront la démocratie. On oublie que le FIS a exercé le pouvoir local et régional avec la participation du FLN [Front de libération natio-

nale, l'ex-parti unique] ou le RCD [Rassemblement pour la culture et la démocratie]. A-t-on renvoyé une seule femme sous prétexte qu'elle ne portait pas le voile ? »

Pour montrer leur esprit conciliateur, les responsables du FIS se disent prêts à réviser le code de la famille, très discriminatoire à l'égard des femmes. Plusieurs associations féminines font actuellement campagne pour son abrogation pure et simple, tandis que le Hamas milite pour son maintien en l'état. « Nous ne sommes pas opposés à la révision du code de la famille à condition que ce soit dans le respect des valeurs du peuple algérien. Ce n'est pas d'un groupe d'imposer ses vues. Il faut que ce soit le fruit d'un consensus », disent les cadres du FIS. Enfin, à la France, ils demandent deux choses : de faire un effort pour comprendre la crise algérienne et la position du Front islamique, et, surtout, de « ne pas sacrifier les valeurs de la démocratie, celles des droits de l'homme pour sauvegarder des liens et des intérêts avec un pouvoir militaire répressif qui, de toute façon, ne saurait s'éterniser ».

Jean-Pierre Tuquoi

## Canal Plus et les producteurs indépendants signent un compromis

LA CHAÎNE CRYPTÉE Canal Plus, principal banquier du cinéma français, et la production cinématographique indépendante ont finalement réussi, après des mois de négociations, à trouver un terrain d'entente dans un dossier très conflictuel. Au cours du Festival de Cannes devait être dévoilé samedi 10 mai un compromis signé entre Canal Plus, le Bureau de liaison des industries cinématographiques (Blic) et la Société civile des auteurs réalisateurs producteurs (ARP). Tous trois sont convenus, « à l'issue d'une période de transition de trois ans, de réserver aux producteurs indépendants de la chaîne 75 % de ses achats de films français en première diffusion [en partant d'un seuil minimum de 70 % en 1997 pour atteindre 75 % en l'an 2000] ».

Ce qui représentera dès 1997, selon Marc André Feffer, vice-président de Canal Plus, un peu plus de 500 millions de francs pour la production indépendante et près de 220 millions pour la production dite dépendante (Le Studio Canal Plus, Alain Sarde - le producteur des Voleurs de Téhéran - ou encore Lazennec, qui présente cette année à Cannes Assasins(s) de Mathieu Kassovitz). Un système de « cliquet » garantira aux producteurs indépendants le seuil minimum de 1997 pendant une durée de trois ans.

Parallèlement, la règle limitant individuellement les participations des filiales des chaînes de télévision à péage dans les productions ci-

nématographiques sera assouplie. La notion de « dépendance » d'une société de production vis-à-vis de Canal Plus a ainsi été remaniée et concerne les entreprises dans laquelle la chaîne détient plus de 15 % ou les filiales contrôlées par les sociétés qui contrôlent la chaîne (donc celles qui dépendent d'Havas, par exemple) ou encore le cas de sociétés avec lesquelles ont été noués des liens de « communauté d'intérêt durable ».

ARBITRAGE DU GOUVERNEMENT

Grâce à cet accord « sont conciliés deux objectifs importants pour le cinéma français, d'une part préserver une production indépendante diversifiée, d'autre part bénéficier de l'effort d'investissement de Canal Plus dans le cinéma français via ses filiales », souligne Marc André Feffer. Pour sa part, Pascal Rogard, délégué général de l'ARP, se félicite de « ce compromis qui permet de conserver une stabilité des relations entre Canal Plus et le cinéma français ». La chaîne, qui a engrangé 4,2 millions d'abonnés en France notamment en diffusant des films un an après leur sortie en salle, doit déjà statutairement consacrer 20 % de son chiffre d'affaires à l'acquisition de droits de diffusion d'œuvres cinématographiques (ce qui inclut les films français, européens, américains...). Sans compter qu'elle en est arrivée à jouer un rôle quasiment hégémonique dans la production cinématographique française.

Le Blic n'a en revanche pas réussi à finaliser un accord avec les chaînes en clair. Pour TF1, M6, France 2 et France 3, le problème était un peu différent puisqu'il concernait non pas des achats de droits de films français mais la production de films et la diffusion d'un volume d'investissement minimal des chaînes au profit d'autres sociétés que leurs propres filiales. Aucun compromis n'étant envisageable, TF1 ayant selon l'ARP refusé toute négociation, un arbitrage avait donc été demandé au gouvernement voici plusieurs mois.

Mi-mars, Philippe Douste-Blazy, ministre de la culture, avait donc rendu un arbitrage partiel en obligeant les chaînes hertziennes à consacrer 75 % de leurs investissements cinématographiques (dont le total représente obligatoirement 3 % de leur chiffre d'affaires) au cinéma indépendant. Il est probable qu'à l'instar du critère adopté pour Canal Plus la notion de dépendance soit élargie aux chaînes en clair. Ce qui reviendrait à considérer par exemple Cby 2 000, la société de production du groupe Bouygues, qui fait l'objet d'un mandat de vente, comme une société dépendante de TF1. Désormais, des décrets vont officialiser les relations entre les télévisions et le cinéma indépendant. Ces textes devront encore recevoir l'aval du ministère des finances et du Conseil supérieur de l'audiovisuel.

Nicole Vulser

## Le mystère de la mort de Toutankhamon peut-être élucidé

SIR ARTHUR CONAN DOYLE, le père de Sherlock Holmes et de son cher docteur Watson, n'aurait pas désavoué les modernes études de ses héros, un ancien inspecteur de Scotland Yard, Graham Melvin, et un neurologue britannique à la retraite, Ian Isherwood. Ces deux hommes pensent avoir élucidé le mystère de la mort de Toutankhamon, au terme d'une véritable enquête policière.

Toutankhamon, obscur pharaon de la dix-huitième dynastie, qui régna une dizaine d'années, aux environs de 1350 avant notre ère, et mourut à l'âge de dix-huit ou vingt ans, o'a connu la gloire qu'avec la découverte de sa tombe, en 1922, dans la Vallée des Rois. « Partout le reflet de For I », s'était exclamé l'égyptologue anglais Howard Carter, en mettant au jour un fabuleux trésor, enfoui sous le tombeau de Ramsès VI. Mais le décès prématuré du jeune souverain restait l'une des énigmes les mieux gardées de l'histoire.

Celle-ci est peut-être résolue, si l'on en croit le prochain numéro de la revue britannique *Museums and Galleries*, chère par *The Independent*, dans son édition de samedi 10 mai. Toutankhamon, affirmant les deux il-miers, aurait été assassiné. Utilisant mais les rayons X, le professeur Isherwood a en effet découvert, à l'arrière du crâne de la victime, une fracture due, selon lui, à un coup assésé sur la

tête du jeune pharaon. « Durant la momification, de telles blessures peuvent se produire sur les membres, mais non sur le crâne », précise-t-il.

INTRIGUE DE PALAIS

À qui le crime aurait-il profité ? En bon détective, Graham Melvin a cherché le mobile. Et ses déductions l'ont conduit à suspecter un haut dignitaire, le général Ay, ainsi que le chef des armées de Toutankhamon, Horemheb. Ces deux complices, dont on ignore lequel aurait porté ou fait porter le coup fatal, avaient partie liée, estiment les enquêteurs. Le premier succéda en effet au jeune pharaon, dont il épousa la veuve, mais lui-même, avancé en âge, mourut bientôt et céda son trône à Horemheb.

Cette intrigue de palais n'aurait pas seulement permis à l'usurpateur de devenir pharaon à la place du pharaon, le dernier de la dix-huitième dynastie, prompt à faire détruire tous les monuments élevés en l'honneur du jeune trépassé et même à faire disparaître son nom. Elle lui aurait surtout servi à restaurer durablement l'ordre et la religion officielle à laquelle Akhenaton, beau-père et prédécesseur de Toutankhamon, avait substitué le culte monothéiste d'Aton.

Pierre Le Effr

## Votre code d'élection



Nouvelle édition entièrement refondue avec des annotations exhaustives et méthodiques actualisées et des textes à jour au J.O. du 24 avril 1997.

DALLOZ

سكزا من زلزل